



TAÏWAN
FAIRE BARRAGE
À LA CHINE

**TUNISIE — KAÏS SAÏED SUR
LES TRACES DE BEN ALI VOYAGE —
GRÈCE, MA VIRÉE EN TERRE POMAK**



Courrier international

N° 1693 du 13 au 19 avril 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 5,90 F.CFA, Allemagne 6,30 €,
Andorre 6 €, Canada 8,25 \$ CAN,
DOM 5,90 €, Espagne 5,30 €,
Grande-Bretagne 5 €, Grèce 5,80 €,
Italie 5,50 €, Japon 10,00 ¥,
Maroc 15,00 F.CFA, Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 3,400 F.CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 11,00 XPF, Tunisie 9 DT,
Afrique CFA autres 3600 F.CFA.



SENIORS LA VIE DEVANT EUX

*Ils sont à la retraite
mais curieux de tout,
actifs, libres et tournés
vers l'avenir. Comment
la presse étrangère change
de regard sur la vieillesse.*

M 03183 - 1693 - F: 4,90 €





Avec le métavers, les pompiers seront un jour **équipés pour secourir les personnes plus rapidement.**



Les pompiers utiliseront la réalité augmentée pour mieux s'orienter dans les bâtiments et gagner du temps quand des vies seront en jeu.

**Même si le métavers est virtuel,
son impact sera réel.**

EN SAVOIR PLUS
[META.COM/METAVVERSEIMPACT/FR](https://meta.com/metaverseimpact/fr)



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Seniors : la vie devant eux

Est-ce l'influence de la mobilisation contre la réforme des retraites et pour la préservation du modèle social français ? Depuis quelques semaines, la presse étrangère qui suit de très près la situation dans l'Hexagone multiplie les reportages et analyses sur la vie des sexagénaires après qu'ils ont quitté la vie active. Au Royaume-Uni, **The Economist** évoquait en janvier "l'ère des grands-parents" : ils seront 2,1 milliards d'ici vingt-cinq ans et pourraient, selon le magazine, "permettre, grâce à la garde d'enfants, d'achever une révolution sociale d'ampleur : l'intégration des femmes dans le marché du travail". "La retraite, rêve ou cauchemar ?" s'interrogeait plus récemment

Die Zeit en une. Pour l'hebdomadaire allemand, le débat sur les retraites pose immanquablement la question de l'organisation du travail et de notre rapport au travail (à lire à ce sujet dans ce numéro le reportage passionnant repéré sur **Weixin** sur ces jeunes Chinois qui ne veulent plus travailler à l'usine) : "N'est-il pas curieux qu'avec la retraite la majeure partie du temps libre des individus soit reléguée à la fin de leur vie ? Ne serait-il pas plus logique de travailler moins dur, sur une durée plus longue ? Il est grand temps que cela change", écrit **Die Zeit**. En Allemagne, toujours, **Der Spiegel** invite les seniors à repenser leur manière d'appréhender la vieillesse. D'autant que, quand ils cessent de travailler, ils sont "souvent en meilleure forme que les retraités des générations précédentes". Au Portugal, l'hebdomadaire **Visão** a quant à lui carrément consacré sa couverture aux *seenagers* (contraction de *senior*

et de *teenager*) et à la belle vie qui commence pour certains après 60 ans, "quand finalement ils ont davantage de temps libre". C'est finalement cette longue enquête émaillée de témoignages de retraités mais aussi de scientifiques que nous avons choisi de traduire en ouverture du dossier de cette semaine. "Les plus de 65 ans qui ont quitté la vie active en ont assez de ces clichés qui leur collent à la peau", écrit **Visão**. Pas question pour eux de garder les petits-enfants ou de se consacrer aux mots croisés : le magazine a interrogé plusieurs sexagénaires qui revendiquent leur liberté et se tournent résolument vers l'avenir. Ils s'engagent dans des associations, pratiquent la danse, le street art pour certains, voyagent ou se mettent au sport. "Surtout, ils continuent d'apprendre, toujours", explique le magazine. Luisa Oliveira et Joana Loureiro, les deux autrices de l'article, ont interrogé de nombreux spécialistes de

la vieillesse, des psychologues, des chercheurs. Tous plaident pour une évolution du regard sur les seniors : "Le grand drame, quand on vieillit, c'est de voir son rôle dans la société se diluer", dit ainsi le responsable d'un projet sur le vieillissement. À lire l'enquête, réjouissante, de **Visão**, on voit bien qu'une nouvelle génération de retraités est en train de changer la donne. Retrouvez également dans ce numéro, bouclé avant une nouvelle journée de mobilisation et la décision du Conseil constitutionnel sur la réforme des retraites, les analyses politiques, assez différentes, de la **Tageszeitung** et de **Politico**. Si le quotidien de gauche allemand dénonce l'entêtement d'Emmanuel Macron dans cette crise ("C'est lui seul qui porte la responsabilité de l'aggravation du conflit"), le site européen tente d'éviter, lui, les conclusions trop hâtives sur les conséquences de celle-ci : il est encore bien trop tôt, écrit **Politico**, pour prédire une victoire de Marine Le Pen

à la présidentielle de 2027. "Son plus grand handicap est peut-être celui qu'elle s'est elle-même créé : un programme économique nébuleux." Toute cette semaine, les réactions de la presse étrangère à cette crise sociale majeure sont à retrouver sur notre site et aussi sur notre nouvelle application, que je vous invite à télécharger. Design plus soigné, fluidité, nouvelles fonctionnalités, mode sombre... Cette application non seulement vous offre un confort de lecture évident, mais vous permet également d'accéder à davantage de contenus : l'édition du Réveil, chaque matin, mais aussi l'horoscope de Rob Breznsny, le jeudi. Vous pouvez désormais épinglez vos favoris. N'hésitez pas à nous donner votre avis. Bonne lecture.

En couverture :
Seniors : dessin de **Paul Blow**, Royaume-Uni. Taïwan : dessin de **Ferguson** paru dans le **Financial Times**, Londres.



Sommaire

7 JOURS DANS LE MONDE p.6

Taiwan. Faire barrage à la menace chinoise

L'armée chinoise a simulé une invasion de l'île. Face à cette menace, l'Occident doit courir le risque d'une confrontation armée, assure un chroniqueur du **Financial Times**.

UKRAINE p.12

Le front contre les murs

La Repubblica a visité l'un des lieux où sont détenus des prisonniers de guerre russes, dans l'ouest de l'Ukraine. Les soldats du Kremlin sont forcés de travailler et se voient sans cesse rappeler qui ils sont : les envahisseurs.

NICARAGUA p.22

Danser sous la dictature

Malgré le despotisme de Daniel Ortega, les discothèques ne désemplissent pas à Managua, la capitale nicaraguayenne. Comme une sorte de thérapie. Un reportage de **Divergentes**.



PHOTO VASILIS VERVERIDIS/PHOTO12/ALAMY

360° p.42

Ma virée en terre pomak

Aux confins de la Grèce, dans les montagnes de la Thrace, la minorité musulmane pomak a longtemps vécu coupée du reste du pays. Le journaliste Alex Sakalis est allé à sa rencontre. **New Lines Magazine** publie son récit.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- The Atlantic** Washington, mensuel.
- Daraj** (daraj.media), Beyrouth, en ligne.
- Divergentes** (divergentes.com), Managua, en ligne.
- Financial Times** Londres, quotidien.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- New Lines Magazine** (newlinesmag.com), Washington, en ligne.
- The New York Times** New York, quotidien.
- Oukraïnska Pravda** (pravda.com.ua), Kiev, en ligne.
- Politico** Bruxelles, hebdomadaire.
- Raseef22** (raseef22.net), Beyrouth, en ligne.
- La Repubblica** Rome, quotidien.
- Die Tageszeitung** Berlin, quotidien.
- Le Temps** Genève, quotidien.
- Visão** Lisbonne, hebdomadaire.
- The Wall Street Journal** New York, quotidien.
- Weixin** (WeChat) (weixin.qq.com), Shenzhen, en ligne.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Taiwan.** Faire barrage à la menace chinoise

9. **Contro.** Est-il judicieux d'interdire le gaz hilarant ?

D'un continent à l'autre

12. **Ukraine.** Le front contre les murs

14. **Égypte.** Le régime bâillonne la presse

16. **Tunisie.** Kais Saïed suit les traces de Ben Ali

18. **Chine.** Tout plutôt que l'usine

20. **États-Unis.** Les médias se languissent de Trump

21. Le retour du lac fantôme

22. **Nicaragua.** Danser sous la dictature

À la une

24. Ces retraités qui envoient tout balader

Transversales

30. **Sciences.** Ce que le tatouage fait à notre corps

32. **Économie.** Le FMI vient au secours de l'Ukraine

33. **Signaux.** La richesse rend carnivore

360°

42. **Voyage.** Ma virée en terre pomak

46. **Gastronomie.** "À Naples, nous parlons à travers la nourriture"

48. **Plein écran.** Leur métier : coach de télé-réalité

50. **Histoire.** Le djihad, lucrative "guerre sainte"



SUR NOTRE SITE

Réforme des retraites. Une semaine décisive

Si les cortèges sont moins fournis, les syndicats ne relâchent pas la pression sur le gouvernement, avec une douzième journée de mobilisation le jeudi 13 avril, à la veille de l'examen du projet de réforme par le Conseil constitutionnel. Retrouvez les analyses et reportages de la presse étrangère sur notre site.

Vu des États-Unis. La fuite qui met Washington dans la tourmente

Des dizaines de documents confidentiels provenant notamment de la Défense américaine ont été postés sur Internet sans être remarqués, jusqu'aux révélations du **New York Times** le 6 avril. Retrouvez sur notre site les commentaires de la presse étrangère sur ce séisme qui touche le renseignement américain.

Modern Love. "Notre deuxième rendez-vous était statistiquement anormal"

Chaque semaine, la chronique du **New York Times** sur l'amour vous est proposée en exclusivité, traduite en français. Ce dimanche, l'histoire de Sarah et Corey, une professeure de psychologie et un artiste skateur, dont les rendez-vous toujours plus exquis ont fait mentir les statistiques.

L'horoscope de Rob Breznsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Comment la guerre en Ukraine bouleverse les alliances, renforce les autocraties, soude l'Occident et fait émerger un Sud global.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 237,20 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 290,60 €*

Monsieur Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

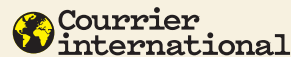
Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courier 📞

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.co.m
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Avril 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daouda (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héléne Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavou (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chauveau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée), Yuta Yagishita (Japon), MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechâï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Falvre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béteille (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Ouméma Nechi HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondel (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 55), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 33) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Mury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Étienne Bianchi, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Anne-Dominique Boule, François Burkard, Elisabetta Di Matteo, Lucie Droulers, Christina Genet, Mona Guichard, Mehdi Harmi, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Gabrielle Piroette, Derwell Queffelec, Maëlys Sourt, Leslie Souvanlasy, Maddalena de Vio

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude. Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kevin Jolivet, Louise Dugeai (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Émissions : Ptot : 0,0023 kg/t tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources certifiées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Découvrez notre nouvelle application

Un nouveau design
Vos articles en favoris
Le meilleur de la presse
étrangère

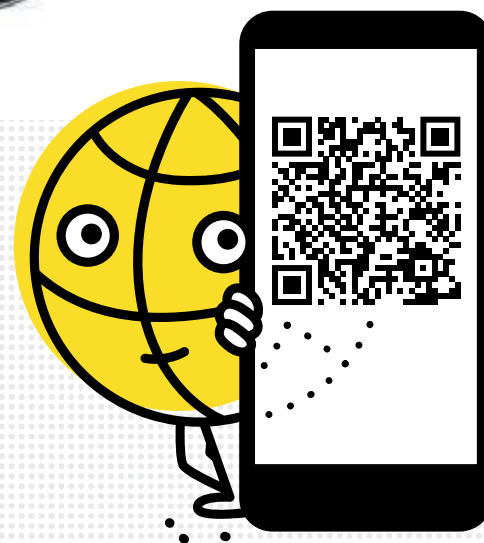


Le mode sombre
Le Réveil Courrier
L'horoscope de Rob Brezsny



L'appli qui met tout
Courrier international
dans votre poche

Disponible sur





Taiwan. Faire barrage à la menace chinoise

Pendant trois jours, l'armée chinoise a simulé une invasion de l'île. Face à cette menace, l'Occident doit courir le risque d'une confrontation armée, affirme ce chroniqueur britannique. Il y va de l'avenir de la démocratie dans le monde.



— **Financial Times** (Londres)

Les États-Unis devraient-ils défendre Taïwan? La question n'a rien d'absurde. Le week-end dernier, Pékin a simulé des raids de bombardement sur l'île tandis que sa marine l'encerclait. En réponse à l'escalade constante de la pression militaire chinoise sur l'île, le président Joe Biden a promis – quatre fois – que les États-Unis défendraient Taïwan contre une attaque de la Chine. À en croire certains à Washington, les engagements de Biden friserient la folie. Doug Bandow, du Cato Institute, un cabinet de consultants, déplore que “la plupart des décideurs [américains] sont prêts à courir le risque d'un suicide national pour protéger Taïwan”.

Pourquoi une Amérique lassée de la guerre irait-elle menacer de se battre contre la Chine, elle aussi puissance nucléaire, pour défendre une île peuplée de 24 millions d'habitants située à environ 150 kilomètres au large des côtes chinoises? Ce scepticisme face à la nécessité de défendre Taïwan est encore plus marqué dans certaines régions d'Europe. De retour d'une visite en Chine la semaine dernière, le président Emmanuel Macron a laissé entendre que la France ne

lèverait pas le petit doigt pour protéger l'île: le “grand risque” pour l'Europe était de se retrouver “entraînée dans des crises qui ne sont pas les nôtres”, a-t-il déclaré à *Politico*.

En réalité, rares sont ceux qui s'attendent à ce que des armées européennes s'impliquent directement dans un conflit pour Taïwan. Mais l'attitude d'hommes politiques tels que Macron a une importance, car elle aura une influence sur Pékin, qui doit soupeser les coûts économiques et diplomatiques d'une attaque éventuelle. La vie serait sans aucun doute plus simple pour les dirigeants européens et américains s'ils n'avaient pas de raison de s'inquiéter du sort de l'île. Or une annexion chinoise de l'île par la force aurait des conséquences considérables dans le monde entier, et qui seraient rapidement ressenties tant à Paris que dans l'Amérique profonde.

Trois arguments plaident en faveur d'un soutien à Taïwan. Le premier tient à l'avenir de la liberté politique dans le monde. Le deuxième à l'équilibre de la puissance

Les systèmes qui font tourner la société moderne sont pilotés par des puces taïwanaises.

↳ **Dessin de Ferguson paru dans le Financial Times, Londres.**

planétaire. Le troisième à l'économie mondiale. Additionnés, ils justifient de façon convaincante que l'on aide Taïwan à échapper aux griffes de Pékin.

Le Parti communiste chinois affirme que le régime de parti unique est le système idéal pour la Chine. Les États-Unis, assure-t-il, devraient cesser de chercher à promouvoir les valeurs libérales et démocratiques – qui fonctionnent mal en Occident et seraient synonymes de catastrophe dans une culture communautaire comme celle de la Chine. Mais Taïwan, une société florissante et prospère, est la preuve vivante que la culture chinoise est compatible avec la démocratie. Son existence permet de continuer à imaginer une autre vision de la gestion future de la Chine elle-même. Pékin a déjà écrasé les aspirations à la démocratie à Hong Kong. Si on autorise Xi Jinping à faire de même à Taïwan, l'autocratie se renforcerait dans tout le monde sinophone. La Chine étant la puissance émergente du XXI^e siècle, cela aurait de sinistres implications politiques pour l'ensemble de la planète.

Garanties de sécurité. Quant à ceux que la mise en avant de la démocratie par Washington laisse dubitatifs, ils apprécieraient probablement encore moins la défense de l'autocratie par la Chine. L'idée que la Chine continentale épouse un jour les valeurs de la liberté politique reste une perspective lointaine. Mais dans son ensemble, la région indo-pacifique compte plusieurs démocraties prospères, dont le Japon, la Corée du Sud et l'Australie. Toutes dépendent dans une certaine mesure des garanties de sécurité des États-Unis. Si la Chine écrasait l'autonomie de Taïwan, soit en l'envahissant, soit en contraignant l'île malgré elle à une union politique, cela constituerait un terrible revers pour la puissance américaine dans la région.

Face à l'avènement potentiel d'une nouvelle puissance hégémonique, les pays de la région indo-pacifique réagiraient. La plupart choisiraient de se concilier Pékin en modifiant leur politique intérieure et extérieure. Le désir de ne pas froisser le susceptible nouvel hégémon pousserait rapidement les voisins de la Chine à restreindre la liberté d'expression et de circulation chez eux. Les répercussions de la domination chinoise sur l'Indo-Pacifique seraient aussi mondiales, puisque la région représente les deux tiers de la population et du produit intérieur brut de la planète. Si la Chine dominait la région, elle pourrait tout à fait supplanter les États-Unis en tant que nation la plus puissante du monde.

Il est absurde de croire que l'Europe ne serait pas affectée par ce basculement. Aujourd'hui plus que jamais, l'Europe dépend de la volonté de l'Amérique de se confronter à la Russie, alliée despotique de la Chine. D'aucuns avanceront que des notions abstraites comme l'“hégémonie”

n'ont que peu de sens pour les gens de la rue. Mais si la Chine s'emparait de l'île, cela aurait très vite d'énormes conséquences sur le niveau de vie dans le monde entier, compte tenu du développement économique particulier de Taïwan.

Taïwan produit 60 % des semi-conducteurs de la planète, et environ 90 % des plus sophistiqués. Les systèmes qui font tourner la société moderne, des téléphones aux voitures en passant par les machines industrielles, sont pilotés par des puces taïwanaises. Or les usines qui les fabriquent pourraient être détruites pendant une invasion. Si les usines de puces de Taïwan survivaient mais tombaient aux mains des Chinois, cela aussi aurait d'immenses répercussions économiques. En contrôlant les semi-conducteurs les plus avancés du monde, Pékin pourrait étrangler l'économie planétaire. Comme les États-Unis en ont déjà fait l'expérience, il est beaucoup plus difficile qu'il n'y paraît d'imiter le secteur des semi-conducteurs taïwanais.

Toutes ces considérations – économiques, stratégiques, politiques – permettent de mieux comprendre pourquoi Washington et ses alliés doivent protéger Taïwan. Aucune personne saine d'esprit ne peut souhaiter une guerre entre l'Amérique et la Chine. Mais aujourd'hui comme par le passé, il est parfois nécessaire de se préparer à la guerre – pour garantir la paix.

— **Gideon Rachman,**
publié le 10 avril

À la une



UN DÉPLOIEMENT RECORD

“54 avions de l'armée chinoise ont franchi la ligne médiane, 91 avions ont été détectés au total au dernier jour de l'opération, un record journalier!” titre le **Lienhepa** le 10 avril, après trois jours d'exercices militaires chinois autour de Taïwan. 232 chasseurs et 32 navires, dont le porte-avions *Shandong*, ont été déployés dans une opération d'encercllement. Pour le journal nationaliste taïwanais, ces opérations montrent la détermination de Pékin à anéantir toute velléité indépendantiste sur l'île.

Victoire diplomatique



YÉMEN — C'est une poignée de main en forme de consécration qui s'affiche à la une d'**Al-Masirah**. Elle

montre la réception, le 9 avril, au palais de la République de Sanaa, de l'ambassadeur saoudien par Mehdi Machat, le chef politique des rebelles, soutenus par l'Iran. Le journal, organe officiel des houthistes, titre sur les "négociations qui continuent avec la médiation omanaise". C'est la première rencontre officielle d'un tel niveau entre les belligérants. Une initiative qui n'est pas étrangère au rapprochement saoudo-iranien. Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane s'était promis de chasser les houthistes du pouvoir mais cherche désormais à se désengager du bourbier yéménite.

tué quatre enfants et en a blessé quatre autres dans une garderie. Le suspect, qui aurait agi sous le coup d'une crise psychotique, s'est constitué prisonnier dans un commissariat. Le rythme de ces attaques semble s'être accéléré ces derniers mois : depuis août, les autorités en dénombrent dix, qui ont fait 11 morts.

Manne royale



ROYAUME-UNI — "Révélation", promet **The Guardian** le 6 avril. "La famille royale d'Angleterre a touché plus

de 1,3 milliard d'euros de revenus privés issus de diverses propriétés", poursuit le quotidien de gauche, qui s'est plongé dans les finances de la famille royale. Pour illustrer ce scoop, le titre représente la couronne britannique trônant sur un tas de livres sterling au milieu de terres figurant littéralement les prés carrés de la Couronne.

→ Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.

ISRAËL

Une escalade sur tous les fronts

Israël a connu une nouvelle flambée de violences durant le ramadan et la pâque juive. Une traduction de l'"unité des fronts" que le Hezbollah cherche à bâtir contre son ennemi juré.



Sous le choc



BRÉSIL — Un fond noir, un logo qui a perdu ses couleurs en signe de deuil, un sac à dos d'enfant à terre et une

courte phrase : "Le Brésil n'a plus de mots." Le quotidien carioca **Extra** relaie en une de son édition du 6 avril la vague d'émotion soulevée par la tuerie survenue la veille à Blumenau, dans le sud du pays. Un homme de 25 ans, armé d'une hachette, a

Un concurrent à ChatGPT

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE — Alibaba, le géant de la tech chinoise, a présenté le 11 avril son robot conversationnel Tongyi Qianwen, "entrant ainsi dans la course des entreprises chinoises de la tech qui lancent leurs propres offres d'IA", explique **Nikkei Asia**. Ce nouveau modèle d'IA reprend les caractéristiques qui font le succès de ChatGPT, le robot conversationnel d'OpenAI financé par Microsoft.

Vendredi [7 avril], le Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, se tenait au bord d'une route éloignée, dans l'immense vallée désertique qui longe la frontière de la Cisjordanie occupée avec la Jordanie", raconte depuis Jérusalem **The Guardian**. Sur les lieux de l'attentat qui, plus tôt dans la journée, avait coûté la vie à deux sœurs britannico-israéliennes et à leur mère, il déclarait : "Une fois encore, face à un tel défi [...], nous sommes un peuple uni, sûr de son bon droit."

Des remarques qui sonnaient creux pour de nombreux Israéliens, relève le journal britannique. Toute la semaine, Israël a en effet été confronté à des flambées de violence sur presque tous les fronts – Jérusalem-Est, la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Liban et la Syrie. À l'unisson, **Ha'Aretz**, le

à l'intérieur de la mosquée Al-Aqsa pour en déloger des fidèles – des émeutiers, selon la police israélienne – rassemblés pour des prières nocturnes, en plein ramadan. Puis les tensions ont rapidement débordé de Jérusalem et de la Cisjordanie occupée pour atteindre le sud du Liban, fief du Hezbollah pro-iranien, au nord d'Israël, et la bande de Gaza, fief du Hamas palestinien, au sud d'Israël. "Cette escalade semble selon toute vraisemblance incarner la mise en pratique par le Hezbollah de l'équation de l'"unité des fronts", agitée par [son leader] Hassan Nasrallah", écrit le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour**. Tsahal a pour sa part annoncé le 9 avril avoir mené des frappes en Syrie. "Comme si les crises frontalières n'étaient pas déjà un problème assez complexe à régler, Israël est confronté à une contestation intérieure sans précédent, déclenchée par la réforme très impopulaire du système judiciaire", reprend le **Guardian**. Le 8 avril, comme chaque samedi depuis trois mois, des centaines de milliers d'opposants à cette réforme ont envahi les rues de Tel-Aviv. La contestation avait encore grossi après l'annonce du limogage du ministre de la Défense, Yoav Gallant, qui avait prôné une pause dans l'adoption du texte. Comme pour donner corps à sa volonté de bâtir un front uni, Benjamin Nétanyahou est revenu sur sa décision le 10 avril.



REVUE DE PRESSE

Jerusalem Post et **The Times of Israel** ont évoqué une "escalade de violence multiforme". Pour le **Jerusalem Post**, aucun doute : "Les attaques menées contre Israël depuis une semaine – des roquettes ont notamment été tirées depuis le Liban, Gaza et la Syrie – correspondent à une [nouvelle] stratégie iranienne consistant à affronter Israël en le menaçant sur différents fronts."

Tout a commencé par de nouvelles violences le 5 avril sur l'esplanade des Mosquées, troisième lieu saint de l'islam et site le plus sacré du judaïsme. Les forces israéliennes ont brutalement fait irruption

à l'intérieur de la mosquée Al-Aqsa pour en déloger des fidèles – des émeutiers, selon la police israélienne – rassemblés pour des prières nocturnes, en plein ramadan. Puis les tensions ont rapidement débordé de Jérusalem et de la Cisjordanie occupée pour atteindre le sud du Liban, fief du Hezbollah pro-iranien, au nord d'Israël, et la bande de Gaza, fief du Hamas palestinien, au sud d'Israël. "Cette escalade semble selon toute vraisemblance incarner la mise en pratique par le Hezbollah de l'équation de l'"unité des fronts", agitée par [son leader] Hassan Nasrallah", écrit le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour**. Tsahal a pour sa part annoncé le 9 avril avoir mené des frappes en Syrie. "Comme si les crises frontalières n'étaient pas déjà un problème assez complexe à régler, Israël est confronté à une contestation intérieure sans précédent, déclenchée par la réforme très impopulaire du système judiciaire", reprend le **Guardian**. Le 8 avril, comme chaque samedi depuis trois mois, des centaines de milliers d'opposants à cette réforme ont envahi les rues de Tel-Aviv. La contestation avait encore grossi après l'annonce du limogage du ministre de la Défense, Yoav Gallant, qui avait prôné une pause dans l'adoption du texte. Comme pour donner corps à sa volonté de bâtir un front uni, Benjamin Nétanyahou est revenu sur sa décision le 10 avril.

—**Courrier international**

3167

TIGRES ONT ÉTÉ RECENSÉS EN INDE. Soit "200 de plus en quatre ans", souligne **The Times of India**. Le chiffre a été annoncé le 9 avril par le Premier ministre, Narendra Modi, à l'occasion du 50^e anniversaire du Tiger Project. Avec 53 réserves s'étendant sur 75 000 km², ce programme est salué comme "un modèle mondial", selon **The Hindu**.

ESPACE



Un "monstre cosmique" en liberté

Les scientifiques pensent avoir découvert un trou noir supermassif, qui déchire l'espace à toute allure et laisse derrière lui une traînée d'étoiles longue de 200 000 années-lumière.

C'est un phénomène "incroyable", "du jamais-vu pour les astronomes", note le 7 avril le site spécialisé **Space**. Un trou noir supermassif est en train de déchirer l'espace à toute allure, selon une découverte inédite annoncée par la Nasa. Ce véritable "monstre invisible en liberté" laisse derrière lui une traînée d'étoiles longue de 200 000 années-lumière.

La masse de cet objet céleste serait équivalente à 20 millions de fois celle du Soleil. Il se déchaine dans le vide intersidéral et percute les nuages de gaz qui se trouvent sur son chemin. Selon le site *Space*, cette découverte, faite grâce au

télescope spatial Hubble, est le fruit d'un "heureux accident". L'auteur principal de l'étude qui a dévoilé ce trou noir, le professeur d'astronomie à l'université Yale Pieter van Dokkum, a "remarqué [...] une petite traînée" d'étoiles "tout à fait étonnante, très, très brillante et très inhabituelle".

Les scientifiques pensent que ce "monstre cosmique" est issu de la rencontre entre plusieurs galaxies, précise le magazine scientifique britannique **New Scientist**. Selon leur théorie, deux galaxies ont probablement fusionné il y a environ 50 millions d'années, amenant deux trous noirs supermassifs à tourner l'un autour de l'autre. Mais une troisième galaxie, avec son propre trou noir, serait ensuite entrée en collision avec cet ensemble. Ce qui aurait alors créé un trio instable et chaotique, qui a fini par éjecter l'un des trous noirs à une vitesse phénoménale : l'objet repéré par Hubble pourrait couvrir la distance entre la Terre et la Lune en seulement quatorze minutes.

"On sait depuis longtemps qu'il existe des trous noirs supermassifs et il était prédit depuis une cinquantaine d'années qu'ils pourraient parfois être éjectés des galaxies. Si cette observation est confirmée, ce serait la première preuve d'un trou noir supermassif errant validant cette prédiction", conclut Pieter van Dokkum.

— **Courrier international**

← Vue d'artiste d'un trou noir.
Nasa, ESA,
Leah Hustak
(STScI)

ÉTATS-UNIS

Bras de fer judiciaire autour de la pilule abortive

L'administration Biden a demandé à une cour d'appel fédérale de garantir l'accès à la mifépristone, suspendu le 7 avril par un juge texan ultraconservateur. Plusieurs États ont commencé à constituer des stocks de pilules abortives.

Après la suspension de la mifépristone le 7 avril par le juge texan Matthew Kacsmaryk, "les démocrates se préparent au combat", souligne le site américain **Vox**. Le 10 avril, l'administration Biden a contre-attaqué en demandant à une cour d'appel fédérale située à La Nouvelle-Orléans de garantir l'accès à la mifépristone dans l'ensemble du pays. Cet "arrêt extraordinaire et sans précédent" doit "être bloqué en attendant l'examen de fond" du dossier, a écrit le ministère de la Justice.

En dépit du consensus scientifique, le juge texan ultraconservateur qui a demandé la suspension de l'autorisation de mise sur le marché de la pilule abortive a argué qu'elle présentait des risques pour la santé des femmes. Rejetant cette décision, qui reviendrait à interdire la mifépristone sur tout le territoire américain, y compris dans les États qui garantissent le droit à l'IVG, plusieurs États démocrates, dont la Californie, ont annoncé avoir commencé à constituer des stocks de pilules abortives, rapporte le **Los Angeles Times**.

Le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsom, a déclaré que son État avait déjà reçu 250 000 pilules de misoprostol, l'autre pilule utilisée pour les avortements médicamenteux. "Lors d'une IVG aux États-Unis, la mifépristone est utilisée en conjonction avec le misoprostol. [...] La procédure avec deux pilules peut être remplacée par une option contenant uniquement du misoprostol, même si cela peut être moins efficace", précise le **Los Angeles Times**.

La Food and Drug Administration (FDA), l'Agence américaine des médicaments) avait estimé en 2000 que la mifépristone (RU 486) était sûre et efficace pour interrompre une grossesse et avait autorisé sa

mise sur le marché. Matthew Kacsmaryk a ordonné à l'agence du médicament de retirer cette autorisation. L'affaire pourrait finir par remonter jusqu'à la Cour suprême des États-Unis. "Les chances que [la décision du juge texan] survive après son passage devant une Cour suprême dominée par des juges conservateurs semblent importantes", note **The New York Times**.

Mais, selon certains juristes interrogés par le quotidien américain, "les conséquences collatérales inconnues d'un tel jugement pourraient amener au moins certains des juges conservateurs à y réfléchir à deux fois avant d'embrasser la décision du juge texan". Le **New York Times** estime que la Cour suprême pourrait notamment "s'exposer à des accusations d'incohérence et d'opportunisme" car, dans un précédent jugement au sujet de l'accès à la mifépristone, elle avait estimé qu'il revenait à la FDA de trancher, la reconnaissant comme la seule autorité compétente sur le sujet.

Plus de 400 responsables des secteurs de la pharmacie et de la biotechnologie ont de leur côté appelé à l'annulation de la décision du juge texan, craignant qu'elle n'ouvre la voie à la remise en cause d'autres médicaments. "Un juge fédéral sans formation scientifique a fondamentalement sapé l'autorité accordée par le Congrès à l'Agence américaine des médicaments", dénonce une lettre signée, entre autres, par le patron de Pfizer, Albert Bourla, et des représentants d'autres grands laboratoires comme Biogen, AbbVie ou Novartis. "Cela ouvre une porte qui pourrait permettre aux tribunaux de remettre en question l'approbation de pilules contraceptives ou encore de nouveaux traitements contre des maladies débilantes", souligne **Politico**.

— **Courrier international**



REVUE
DE PRESSE

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec **Courrier international**





CONTROVERSE

Est-il judicieux d'interdire le gaz hilarant ?

Posséder du protoxyde d'azote sera prochainement interdit au Royaume-Uni - sa production et son importation le sont déjà. La décision, annoncée le 26 mars par le gouvernement conservateur, est diversement accueillie outre-Manche.

OUI

Pour aider les plus jeunes

—i, extraits (Londres)

Le protoxyde d'azote, plus connu sous le nom de gaz hilarant, va bientôt être interdit dans le cadre de la lutte contre les comportements antisociaux. Les cartouches vides après qu'on en a inhalé le gaz jonchent les rues de certains quartiers de Londres.

Il y a quelques années, alors que j'étais conseillère dans le *borough* [arrondissement] de Tower Hamlets, je me suis occupée d'une mère dont le fils de 13 ans a eu de graves problèmes de santé après avoir inhalé une quantité excessive de protoxyde d'azote. Pour faire comme les copains.

Un jour donc, cette dame avait entendu de gros éclats de rire en bas de son immeuble. Puis un groupe de jeunes avait crié. Elle avait regardé par la fenêtre et vu son fils qui se dirigeait vers leur immeuble en titubant. Elle s'était précipitée en bas. Pris de frissons et de vomissements, le garçon avait fini par s'effondrer. Il souffre désormais de troubles cognitifs et de problèmes neurologiques, tout ça pour avoir écouté ses amis qui lui disaient : "C'est simplement pour se marrer."

La loi sur les substances psychoactives de 2016 interdit la production, la fourniture et l'importation de protoxyde d'azote à des fins de consommation humaine ou des fins récréatives, mais pas sa possession. Le protoxyde d'azote est un gaz incolore, au goût sucré, qui a été découvert par Joseph Priestley en 1772.

Selon le Bureau national des statistiques, le protoxyde d'azote est l'une des drogues les plus consommées par les 16-24 ans au Royaume-Uni. Il est souvent inhalé directement à partir de bonbonnes, de ballons ou de sacs en plastique. Il peut provoquer des spasmes du larynx, une inconscience voire une asphyxie, des dommages neurologiques et un déficit en vitamine B12 durables, cette dernière pouvant déboucher sur une anémie.

"Il était temps". Je me félicite de la décision du gouvernement d'en réprimer la consommation. J'ai vu les dégâts qu'il cause sur les jeunes et les communautés. Cependant, nous avons aussi besoin d'un programme préventif plus fort et ciblé. Il permettrait de protéger les jeunes générations, en particulier ceux qui sont les plus susceptibles d'essayer des substances qu'ils croient inoffensives.

Quand elle a appris l'interdiction du gaz hilarant, la mère que j'ai aidée m'a dit : "Il souffre, ce garçon en bonne santé qui pensait que c'était marrant de se prendre un petit coup de gaz avec ses copains. Il était temps que cette interdiction arrive, mais je m'inquiète pour ceux qui en vendront dans la rue, il y aura des gamins qui se feront arrêter."

Pour éradiquer le fléau de la consommation de protoxyde d'azote à des fins récréatives, les jeunes doivent être au cœur de la campagne du gouvernement. En travaillant auprès de ceux qui subissent les effets néfastes de cette substance, on pourra faire passer le message qu'en cherchant "simplement à se marrer" on risque de se retrouver avec des séquelles psychologiques et physiques à long terme qui peuvent ruiner votre vie et votre avenir. L'interdiction du gaz hilarant doit être poussée par la volonté d'aider les jeunes.

—**Rabina Khan**, publié le 28 mars

NON

La prohibition est contreproductive

—The Guardian, extraits (Londres)

On peut prédire avec une assez grande certitude ce qui va se passer quand le gouvernement aura pénalisé la possession de protoxyde d'azote. Les jeunes Britanniques continueront par centaines de milliers à inhaler des ballons de gaz hilarant. Des organisations criminelles se chargeront de répondre à la demande, trouvant là une nouvelle source de revenus. Nous perdrons tout contrôle de la substance, et les risques pour ses consommateurs grandiront.

Nul besoin d'être un grand devin. C'est à tout cela que mène systématiquement l'interdiction d'une substance psychotrope. L'exemple le plus célèbre reste bien évidemment la prohibition aux États-Unis dans les années 1920, qui a entraîné quatre fois plus de décès dus à de l'alcool frelaté et offert au crime organisé le monopole sur un secteur des plus lucratifs, avec à la clé une explosion des attaques à main armée, des vols et des homicides.

L'exemple du Portugal. Depuis 1971 et la "guerre contre la drogue" déclarée par le président américain Richard Nixon, plus de 1 000 milliards de dollars ont été dépensés vainement dans cette calamiteuse entreprise. Dans le monde, dans la première moitié des années 2010, près d'un tiers des adultes consommaient désormais de la drogue au moins une fois par an, et les décès attribués à ces substances illégales ont bondi de 145 % pendant cette période. Interdire une drogue ne l'a jamais fait disparaître : après une interdiction, la circulation de produits plus dangereux augmente, les usagers ayant une consommation problématique ne trouvent plus d'aide, et les réseaux criminels récupèrent un commerce lucratif.

Cela n'empêche pas que la prohibition avance, au mépris du bon sens. Le gouvernement a soumis le protoxyde d'azote à son conseil consultatif sur les drogues [Advisory Council on the Misuse of Drugs, ACMD], qui n'existe visiblement que pour être ignoré par le monde politique.

Son rapport était pourtant clair : le protoxyde d'azote doit rester encadré par le Psychoactive Substances Act, qui interdit sa vente pour un usage récréatif, mais la substance ne fait pas de dégâts sanitaires ou sociaux qui justifient une interdiction.

Les consommateurs de gaz hilarant auraient des comportements antisociaux, nous dit-on, or, selon l'ACMD, "peu d'éléments portent à croire que les usagers, dans leur immense majorité, seraient agressifs ou violents". Quant aux risques sanitaires, les consommateurs nécessitant des soins sont "très rares". L'alcool est une drogue bien plus dangereuse, à la fois pour la santé de ses consommateurs et parce qu'il induit des comportements agressifs : il est impliqué dans 40 % des crimes violents rien qu'en Angleterre. Or nous voilà sur le point de criminaliser les jeunes de notre pays pour la possession d'une substance beaucoup moins dangereuse aussi bien pour eux-mêmes que pour autrui.

En réalité, on se scandalise beaucoup, dans cette affaire du protoxyde d'azote, des détritres sur la voie publique, en l'occurrence des cartouches argentées qui jonchent certains lieux. C'est un fait, mais il est déjà illégal d'abandonner des déchets sur la voie publique. Pourtant personne ne propose d'interdire la possession de canettes de Coca-Cola, de sacs plastiques, d'emballages de nourriture à emporter et autres ordures que l'on voit si fréquemment. Le dispositif de recyclage proposé par ceux qui s'opposent à la prohibition est une solution bien plus rationnelle.

Une société rationnelle suivrait l'exemple du Portugal, qui a dépénalisé la consommation de drogue. Ce n'est pas pour autant l'anarchie : les individus ayant un problème de consommation trouvent de l'aide, et ils ne sont pas traités comme des criminels. Le Royaume-Uni concentre un tiers des décès liés à la drogue en Europe : nous avons là une crise sanitaire contre lequel le système pénal s'est révélé impuissant.

Alors qu'aux États-Unis, qui furent pourtant le fer de lance de cet échec retentissant que fut la "guerre contre la drogue", plusieurs États se tournent aujourd'hui vers la dépénalisation, il est décourageant de voir que dans notre pays le consensus fait fi de la science et de la raison. Des vies vont être saccagées non par le gaz hilarant, mais par cette prohibition contreproductive, qui n'a jamais fonctionné et qui ne fonctionnera jamais.

—**Owen Jones**, publié le 27 mars

La France s'inquiète

●●● En France, la vente de protoxyde d'azote est interdite aux mineurs depuis juin 2021. Pourtant, s'inquiète l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) dans une note rendue publique le 18 janvier, "les intoxications au protoxyde d'azote, dit 'gaz hilarant' ou 'proto', sont en augmentation ces dernières années". Plus précisément, "le nombre de cas graves déclarés aux centres d'addictovigilance a été multiplié par trois entre 2020 (82 cas) et 2021 (265 cas)". Les consommateurs sont jeunes, 22 ans en moyenne. Après Marseille, le préfet de police de Paris envisagerait d'interdire aux mineurs, dans certains quartiers, la consommation de gaz hilarant sur la voie publique. Les contrevenants s'exposeraient à une amende de 150 euros.

d'un
continent
à l'autre.

france



Europe	12
Moyen-Orient...	14
Afrique	16
Asie	18
Amériques.....	20

Politique. Il est trop tôt pour craindre de voir Marine Le Pen à l'Élysée

Elle sortira peut-être comme la grande gagnante du bras de fer sur des retraites. Mais les obstacles qui ont déjà freiné Marine Le Pen persistent, analyse ce spécialiste en géopolitique.

—Politico (Bruxelles)

Le violent bras de fer qui oppose Emmanuel Macron aux Français sur la réforme des retraites fait craindre à certains une élection de Marine Le Pen lorsque celle-ci se présentera – pour la quatrième fois – à la présidentielle, en 2027.

Une telle conjecture semble toutefois prématurée.

En France comme à l'international, certains observateurs jugent que la cote de popularité en chute libre de Macron et la zizanie qui règne dans les rues ouvrent un boulevard à Marine Le Pen pour la prise de l'Élysée dans quatre ans.

C'est oublier que les éléments déterminants qui l'ont handicapée par le passé – le scrutin à deux tours, un programme économique qui ne tient pas la

route et ses liens passés avec Vladimir Poutine – restent pour l'essentiel inchangés. Le fait que la Constitution empêche Macron de briguer un nouveau mandat lui compliquera également la tâche en ouvrant la bataille de 2027 à des concurrents inattendus (Macron en était un lui-même en 2017) et à des centristes qui ont le vent en poupe, comme Édouard Philippe, l'ancien Premier ministre.

Les conjectures en vogue sur l'accession de Marine Le Pen aux plus hautes responsabilités ne tombent cependant pas du ciel, et plusieurs facteurs laissent entrevoir une campagne plus florissante de l'extrême droite à la prochaine présidentielle.

Pour commencer, l'Hexagone éjecte de manière méthodique tout président en exercice, la reconduction de Macron l'année

dernière ayant fait figure d'exception. Ces trente dernières années, le pays a expérimenté – et répudié – des politiques de centre droit, de centre gauche et du centre.

Seules la droite populiste, xénophobe et antieuropéenne, incarnée par Marine Le Pen, et la gauche radicale, anticapitaliste, anti-Union européenne (UE) et anti-Otan, incarnée par Jean-Luc Mélenchon, n'ont pas été expérimentées à ce jour. Or une bonne partie de la classe ouvrière française semble sensible aux arguments antiélitistes et anti-UE auxquels souscrivent largement l'une et l'autre.

Le score de Marine Le Pen au premier tour des trois dernières présidentielles n'a cessé

de monter – de 18 % à 21,3 % puis 23 % –, tandis que son score au second tour a bondi de 34 % en 2017 à 41,5 % en 2022. Les derniers baromètres la classent d'ailleurs deuxième en matière de popularité, avec 32 % d'opinions favorables.

Le groupe confortable de Marine Le Pen à l'Assemblée – 88 députés – confère au parti une visibilité et une respectabilité nouvelles. Elle a donné pour consigne à ses représentants inexpérimentés d'inspirer le sérieux et d'éviter toute sortie xénophobe afin de renvoyer l'image d'un parti présidentiable – avec un succès qui n'est pas négligeable mais qui n'est pas complet non plus.

Le fait que Le Pen ait quitté la présidence du parti l'année dernière et orchestré l'élection de son jeune protégé, Jordan Bardella, pourrait lui faciliter la tâche. L'objectif de Le Pen

est en effet d'attirer les jeunes électeurs, que plusieurs générations séparent des racines du parti sous le régime de Vichy, de 1940 à 1944. Et, comme la présidente du Conseil des ministres d'Italie, Giorgia Meloni, elle espère estomper le souvenir de la Seconde Guerre mondiale dans la mémoire du parti.

Braconnage. On a donc tout lieu de croire que Le Pen sera en position de force en 2027 et a de bonnes chances de se hisser au second tour pour la troisième fois consécutive.

Mais les obstacles à une victoire de l'extrême droite n'en restent pas moins considérables.

Pour commencer, l'échiquier politique – coupé en trois, entre une gauche radicale, un centre réformiste europhile et une droite populiste nationaliste – ne s'est guère modifié depuis l'année dernière.

FRANCE: L'EXTRÊME
AUX PORTES DU P



ANALYSE

L'échiquier politique – coupé en trois – ne s'est guère modifié depuis 2022.

↳ Dessin de **Mix&Remix** paru dans **Le Matin Dimanche**, Lausanne.

**DROITE
POUVOIR**



pourrait espérer décrocher la victoire en étoffant sa base électorale au premier tour, en brannonant sur les terres modérées, à droite comme à gauche. Le Pen, en revanche, du fait de son appartenance à l'extrême droite, devra séduire une partie de la droite conservatrice et au moins une partie de la gauche anti-UE et antisystème. Or, en l'absence de Macron dans la course, une partie des électeurs de gauche risque de se rabattre sur un candidat du centre ou du centre droit afin de faire barrage à Marine Le Pen et à l'extrême droite.

Parallèlement, ses liens passés avec la Russie de Poutine – notamment des prêts avantageux pour son parti, qui se trouve régulièrement dans une situation financière délicate – restent pour elle une épine potentielle dans le pied.

Mais son plus grand handicap est peut-être celui qu'elle s'est elle-même créé : un programme économique nébuleux.

Droit européen. Alors que Macron l'a étrillée sur les thèmes économiques lors des débats télévisés de 2017 et de 2022, Le Pen n'a toujours pas changé son programme, qui promet plus de dépenses et moins d'impôts, avec la promesse bien peu convaincante de redresser les comptes en réduisant les dépenses causées par l'immigration.

Si elle a renoncé à la promesse faite par son père de quitter l'UE, l'essentiel de son programme, dont la "préférence nationale" (qui enfreint les règles du marché unique européen en donnant la préférence aux entreprises françaises au détriment de la concurrence étrangère, y compris européenne), transgresserait ou contredirait directement le droit européen.

Les espoirs de Marine Le Pen de l'emporter en 2027 reposeraient dès lors sur une combinaison improbable de facteurs – une crise économique profonde, une guerre intestine contre-productive entre les candidats à la succession de Macron au centre, et un second tour entre elle-même et Mélenchon ou quelque autre candidat de la gauche radicale.

Cette combinaison n'est pas impossible, mais peu probable.

— **Mujtaba Rahman**, publié le 6 avril

Ses liens passés avec la Russie de Poutine restent pour Marine Le Pen une épine dans le pied.

Ensuite, les 32 % d'opinions favorables de Marine Le Pen restent en deçà de ses records de 2021 et de 2022. Selon un récent sondage Ifop, les intentions de vote en sa faveur en cas de législatives [anticipées] montent à 26 % – c'est 9 points de plus qu'en juin dernier, mais cela inclut une bonne partie des voix qui étaient allées à l'ultra-nationaliste Éric Zemmour, son adversaire de l'année dernière.

Le problème de fond de Marine Le Pen reste donc le même : où trouvera-t-elle les voix qui lui permettront de hisser son score du premier tour au-delà des 50 % nécessaires pour l'emporter ? Un ou une candidate centriste

Un incompréhensible entêtement

La Première ministre Élisabeth Borne est chargée de reprendre les choses en main par Emmanuel Macron. Mais sans aucune marge de manœuvre pour négocier, critique cet éditorialiste allemand.

— **Die Tageszeitung** (Berlin)

Le président français laisse la chef de son gouvernement faire les frais de la colère qu'il a lui-même provoquée. La situation de la Première ministre donne désormais l'impression d'être sans issue. Sous la pression de l'opinion publique, Élisabeth Borne a reçu les représentants des syndicats. Mais comme le président Emmanuel Macron exclut ne serait-ce que la plus infime concession dans le conflit sur la réforme des retraites, les consultations étaient de toute façon vouées à l'échec.



ÉDITO

Du reste, même en ce qui concerne cette tentative de dialogue ratée, Macron ne tient pas à se mouiller, préférant se rendre en voyage diplomatique en République populaire de Chine. Pourra-t-il encore y apprendre quelque chose de son hôte, Xi Jinping, en matière de répression de l'opposition populaire ? Quoi qu'il en soit, sa gestion de l'État n'est guère autre chose aujourd'hui qu'une politique régulatrice et répressive face au rejet massif que suscite sa réforme. C'est lui seul qui porte la responsabilité de l'aggravation du conflit.

Rarement a-t-on vu en France des dirigeants se distancier de la

population avec une telle obstination, et tenter de passer outre une opposition légitime avec une pareille arrogance. En adoptant une telle attitude, ils attisent la colère. Les directions syndicales pourraient perdre le contrôle. Le conflit risque de dégénérer en crise nationale. Il n'y a déjà plus vraiment de discussion possible. Les deux parties misent sur une capitulation sans condition du camp adverse.

Depuis le début de l'année, Macron et son gouvernement n'ont pas une seule fois réussi à expliquer de façon crédible en quoi cette réforme était vraiment indispensable sous sa forme actuelle. Les arguments officiels, qui prétendent qu'elle est urgente d'un point de vue financier si l'on veut préserver le système à moyen terme, ont été abondamment réfutés. Les promesses d'alléger les injustices émergentes par des mesures compensatoires ont été dénoncées comme autant de mensonges. Il ne reste donc qu'une seule raison de s'accrocher à cette réforme : l'autorité de Macron en tant que chef de l'État.

— **Rudolf Balmer**, publié le 6 avril

Aurélien Pradié, l'étoile montante à droite

Marine Le Pen n'est pas la seule figure à tirer profit de ces temps agités pour le gouvernement : en s'opposant à la réforme des retraites, le député du Lot s'est fait remarquer par la BBC.

Pour la **BBC**, il a tout l'air d'être "l'étoile montante qui secoue la politique française". Aurélien Pradié, député Les Républicains de la première circonscription du Lot, s'emploie à bousculer les lignes à droite. Chris Bockman, le correspondant du média britannique, a rencontré l'homme politique sur ses terres d'origine, à Bétaille, dans le Lot, où il a participé à la fête du village. Dans cette partie très agricole de l'Hexagone, il n'y a pas de doute : "Ici, c'est une véritable rock star." Mais même au niveau national, Pradié est devenu un symbole. Il "a fait irruption sur le devant de la scène politique française après avoir à lui seul sabordé un vote du gouvernement sur la réforme des retraites", raconte le journaliste. En mars, il a incarné la rébellion au sein de son parti en s'opposant à la réforme des retraites du gouvernement et en votant en faveur de la motion de censure transpartisanne – à laquelle le gouvernement a survécu à neuf voix près. De nombreux

députés de son parti l'ont suivi, raconte la **BBC**. Pradié est aujourd'hui évincé de la vice-présidence de sa formation, mais ses ambitions sont intactes. Sa renommée a explosé, "sa jeunesse – il n'a que 37 ans –, son charme et ses talents oratoires y ont contribué", écrit Chris Bockman. "Maintenant, me dit-il, il n'écarte pas de se présenter à la présidentielle." Pourtant, ses méthodes n'ont rien de révolutionnaire. "La fulgurante ascension de ce politicien de la génération Y s'est déroulée à l'ancienne : à l'aide du porte-à-porte, village après village." Élu député dans une terre socialiste après une campagne électorale à moto, il a su s'implanter. Aujourd'hui, dans les rues de Bétaille, il discute de l'inflation et de ses conséquences sur le quotidien des agriculteurs. Face à la **BBC**, il déclare : "En politique, les racines, c'est fondamental, et ce qui a empoisonné la vie politique ces derniers temps, c'est la déconnexion entre les politiques et la population. Ici, les gens ne vous mentent pas : ils vous disent ce qu'ils pensent, et ce n'est pas toujours facile." Pour le journaliste, reste cette question : Pradié peut-il durer ? Pour le politologue Laurent Dubois, "son grand avantage, c'est sa fraîcheur. [mais] son plus grand défi, c'est de tenir la distance".



europe

✎ Un prisonnier de guerre russe en Ukraine. Photo Heidi Levine/The Washington Post



Dmytro Vychnevetskiy-Baïda, aux faux airs de lord anglais, et Pavlo Skoropadsky, qui a racroché en décembre 1918, juste avant que la vague bolchevique ne vienne tout balayer. “C’est notre manière de rappeler aux Russes qu’on a une histoire à nous, chuchote Petro. Et que l’Ukraine n’est pas leur propriété.”

Les 75 hommes sont toujours immobiles, le nez contre le mur. Le couloir mène au réfectoire, où le premier service va commencer. Pendant que l’on entend les détenus se remettre en marche, notre attention est attirée par une ombre qui ne suit pas les autres et ne décolle pas le visage du mur. Ses yeux sont fermés, comme si l’homme priait. “Je m’appelle Timur, je suis né à Perm, j’ai 37 ans et je suis milicien dans le Groupe Wagner.”

“Les prisonniers vous diront qu’ils n’ont jamais tiré sur personne... Ils mentent tous.”

Petro Yatsenko,
COMMUNICANT UKRAINIEN

—La Repubblica (Rome)

Les vaincus sont face au mur, la tête basse, les mains derrière le dos, comme entravées par des menottes imaginaires. Aucun ne bouge une oreille. C’est la règle. Alignés dans un couloir plongé dans la pénombre, les 75 hommes, qui marchaient en file indienne, se sont immobilisés tout à coup. Ce sont des soldats capturés sur le front. Des Russes, pour la plupart, mais aussi des Ukrainiens qui se battaient contre l’Ukraine.

Ils ont pour ordre de rester dans cette position jusqu’à ce que le visiteur, qu’il s’agisse d’un colonel ou comme aujourd’hui d’un journaliste, se soit éloigné.

Nous sommes un mardi d’hiver, dans un camp du gouvernement ukrainien hébergeant des prisonniers de guerre. Des baraquements en briques, des barbelés, une cheminée, le drapeau jaune et bleu déployé sur sa hampe. On en dénombre plusieurs, des sites comme celui-ci, à travers le pays, mais celui auquel *La Repubblica* a pu avoir

Ukraine. Le front contre les murs

Le quotidien italien “La Repubblica” a pu visiter l’un des lieux où sont détenus des prisonniers de guerre russes, dans l’ouest de l’Ukraine. S’ils ne sont pas maltraités, les soldats de Moscou sont forcés de travailler et se voient sans cesse rappeler qui ils sont : les envahisseurs.

accès est l’un des plus peuplés. C’est un vieux pénitencier datant de l’époque soviétique. Voilà un an, il a été converti à la hâte pour remplir ses nouvelles fonctions. De sa localisation géographique, on dira seulement qu’il se situe quelque part dans l’ouest de l’Ukraine.

L’établissement est géré par le GUR, le renseignement militaire ukrainien. Responsable de la communication du bureau des prisonniers de guerre, Petro Yatsenko nous a rappelé les règles avant la visite : “Pas de photo de l’enceinte extérieure, pas de photos

des gardiens. Il est possible d’interviewer les détenus avec leur accord. Certains d’entre eux font l’objet d’une enquête et ne peuvent pas être approchés. D’autres refusent de parler. Ah, une chose importante : ils vous diront qu’ils n’ont jamais tiré sur personne, qu’ils sont cuisiniers ou qu’ils s’occupaient simplement de la logistique... Ils mentent, ils mentent tous.”

Une fois par semaine, des cars arrivent et déchargent des Russes par grappes de 50, parfois 100. Ce qui les attend n’a rien de fortuit. Sur une plaque en béton sont listés les trente articles de la

Déclaration universelle des droits de l’homme. Un peu plus loin, une carte de l’Ukraine. Cinq pas encore et ils découvrent la galerie des hetmans [les chefs des clans cosaques à partir du XVI^e siècle].

Crâne rasé. Au mur, les portraits des chefs de la communauté militaire qui vivait sur ces terres avant qu’elles ne deviennent soviétiques. Vingt cosaques d’un autre temps toisent d’un œil sévère le défilé des vaincus. Il y a là le barbu Petro Konachevytch-Sahaidatchnyi, hetman de 1570 à 1622, son successeur, l’élégant

Moi, je n’ai tué personne, je n’étais pas en première ligne...” Bien sûr, Timur, vous êtes tous innocents là-dedans. “J’accepte de parler à *La Repubblica*. Oui, je suis libre de le faire. Et non, personne ne m’a donné de consignes sur ce qu’il fallait que je dise.”

L’interview se déroule dans une pièce close, sans gardien ukrainien pour écouter notre conversation. Timur a enlevé son béret, il a le crâne rasé et des blessures en voie de cicatrization. Au poignet droit, deux bracelets, un blanc et un rouge. “Le blanc, c’est parce que j’ai une hépatite. Le rouge, c’est parce que j’ai le VIH. Par le passé, j’ai trempé dans le trafic de cocaïne mais, depuis deux ans, je suis clean. J’ai atterri dans le Groupe Wagner parce qu’ils m’ont promis 194 000 roubles par mois [2 350 euros] et qu’ils m’ont dit que Poutine annulerait ma condamnation à dix ans de prison.” Timur a été capturé le 4 février à Bakhmout (“Je ne me suis pas rendu, je n’avais plus de munitions”).

Le milicien parle d’une organisation en trois lignes : “La première, c’est le front, où l’on se bat. La troisième, c’est là où on

entrepasse les munitions.” Et la deuxième ? “C’est là qu’opèrent les équipes qui menacent de mort ceux qui refusent de combattre.” Ses mains sont calleuses, ses ongles noirs. “J’ai compris que ça allait tourner au fiasco dès les deux semaines de formation au camp de Louhansk : on était 93 galériens incapables de communiquer les uns avec les autres. Attaquer l’Ukraine, ça a été la plus grande erreur politique de ces vingt dernières années. Mais je ne suis pas un déserteur, écrivez-le s’il vous plaît : je ne suis pas un dé-ser-teur...”

Il articule avec soin et c’est compréhensible : les déserteurs restitués au Groupe Wagner finissent la tête scotchée à un bloc de pierre. Et la dernière chose qu’ils voient, c’est un camarade qui brandit un marteau en l’air.

“Les surveillants ukrainiens nous traitent bien et ça m’étonne. Je n’ai pas été frappé. Le réveil est à 6 heures, on a dix minutes pour se laver les dents et le visage, à 7 h 30 c’est le petit déjeuner, puis on se met au travail jusqu’à tard dans l’après-midi. On a droit à trois pauses cigarettes, le dimanche à cinq. Des fois, ils nous passent l’hymne national ukrainien, raconte Timur. J’espère être échangé rapidement pour que le Groupe Wagner me trouve un boulot dans un bureau à Moscou. J’ai un fils de 15 ans et j’ai peut-être encore un avenir.” Qu’est-ce que ça fait de tuer au combat, Timur ? “Je le répète, grâce à Dieu je n’ai tiré sur personne.”

“Merci pour ce repas !” Il est 12 h 45 et le premier service est terminé. Le deuxième va commencer. Un quart d’heure pour prendre un plateau, attraper les deux assiettes creuses – de la soupe de pomme de terre dans l’une et des pâtes accompagnées d’un morceau de viande bouillie dans l’autre –, s’asseoir, manger en silence, se lever, remercier en chœur, retourner en cellule. “Les calories qu’ils avalent sont les mêmes que celles qu’on donne à nos hommes”, assure le préposé au service en plongeant la louche dans la marmite de soupe.

La première table a terminé. Huit Russes se lèvent sur ordre d’un gardien. Les mains dans le dos. “Nous vous remercions pour ce repas !” brament-ils. Le groupe se met en file indienne devant la porte. Au tour de la deuxième table : huit autres hommes se

“J’ai 37 ans et je suis milicien dans le Groupe Wagner. Moi, je n’ai tué personne.”

Timur,
PRISONNIER RUSSE

lèvent – “Nous vous remercions pour ce repas !” – et forment une deuxième file. Au signal de la sentinelle, ils retournent en cellule.

Les dortoirs, tièdes et propres, comptent 20 lits chacun. Une pièce est équipée d’une trentaine de sièges et d’un poste de télévision qui, le soir, diffuse aussi des documentaires sur l’histoire de l’Ukraine et la ville de Marioupol. L’antenne capte des chaînes ukrainiennes et russes. “Ils regardent souvent Freedom TV, créée après le 24 février.” Difficile

de savoir si c’est un choix de leur part ou si la chaîne [ukrainienne] leur est imposée. “Les prisonniers travaillent huit heures par jour et ont droit à un appel téléphonique par mois, explique Petro, notre accompagnateur. Nos soldats détenus en Russie n’ont pas cette possibilité.”

Les Ukrainiens tiennent manifestement à jouer la carte de la transparence. Au premier mois du conflit, ils traînaient les prisonniers en conférence de presse pour les obliger à dire du mal de Poutine et à s’excuser auprès du peuple envahi, mais aujourd’hui, ils veulent renvoyer une autre image, y compris sur le traitement de l’ennemi.

La Croix-Rouge a ainsi accès à ce camp alors que les prisons russes sont fermées aux organisations humanitaires. On ne sait même pas où elles se trouvent. Il faut attendre leur rapatriement pour savoir dans quelles conditions les Ukrainiens capturés étaient détenus : certains arrivent amaigris, ayant perdu jusqu’à 20 kilos, portant sur la peau les stigmates de l’“hospitalité” russe et, gravées dans la tête, les tortures, les humiliations. Jusqu’à présent, l’Ukraine a réussi à obtenir la libération de 1863 soldats à la faveur d’échanges.

En novembre 2022, un rapport du Haut-Commissariat de l’ONU aux droits de l’homme (HCDH) dénonçait des cas de

mauvais traitements, tant côté russe (la majeure partie) que côté ukrainien. À cette différence près que Zelensky, contrairement à Poutine, a autorisé les émissaires des Nations unies à s’entretenir avec les détenus dans les camps d’internement. “Nous, on est différents, on traite de façon humaine ceux qui sont venus exterminer notre peuple.”

“Les prisonniers restent en moyenne un ou deux mois au camp avant d’être échangés, poursuit Petro. Moscou nous donne la liste de ceux qu’ils veulent récupérer et on a compris que, leur priorité, c’étaient ceux qui avaient une famille avec de bons revenus, comme les officiers et les pilotes.” Les moins précieux, aux yeux des Russes, ce sont les Ukrainiens des républiques autoproclamées du Donbass. Ils sont les derniers :

peut-être les échangeront-ils un jour, peut-être pas.

Comme Vladyslav, 21 ans, né à Donetsk et mobilisé par les séparatistes le jour même de l’invasion. “Refuser, ce n’était pas possible.” Il a été capturé à Kharkiv voilà dix mois, et les Russes ne l’ont pas réclamé. “Ils n’en ont rien à foutre de moi, je suis simple soldat. Il n’y a que ma mère qui veut me faire rapatrier à Donetsk, mais les autorités de là-bas lui ont dit que les Ukrainiens faisaient barrage. Je ne sais plus qui croire, je sais seulement qu’ils m’ont abandonné.”

Le jeune homme de Donetsk, qui étudiait l’économie à l’université, hausse les épaules quand on lui parle des droits des prisonniers. “On n’est pas chez les Bisounours ici, je le sais bien. Le traitement dépend des gardiens : il y en a qui en ont après moi parce que je suis ukrainien, d’autres ont compris que, s’ils étaient nés dans le Donbass, ils seraient peut-être à ma place. Tout a commencé en 2014, quand j’avais 12 ans : le plus clair de ma vie, je l’ai passé dans un monde qui était russe. Au point que j’ai oublié que j’étais né en Ukraine.”

Vladyslav est à l’infirmerie. Tant qu’il y reste, il ne sera pas obligé de se coller au mur pendant la visite d’un étranger. Vladyslav qui, dans ce camp des vaincus, est le plus mal loti.

— **Fabio Tonacci,**
publié le 19 mars



REPORTAGE

NOTRE SÉLECTION

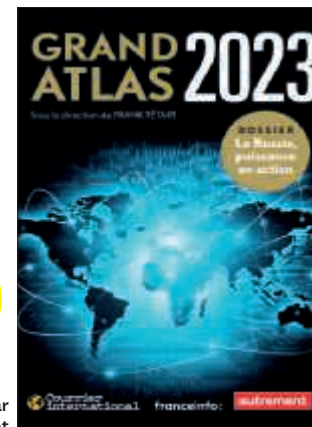
Pour commander,
scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>

19,90€*

Collection dirigée par
Frank Tétart Format



Grand Atlas 2023

Le Grand Atlas 2023 fait le point sur l’actualité géopolitique mondiale. Les 50 thèmes abordent les enjeux politiques de l’année, les conflits en cours et les défis de la mondialisation. En plus, un dossier spécial pour fêter les 10 ans.

- Format : 20 x 29,5 cm
- 144 pages



25€*
dont 1€
reversé à
Handicap
international

Livre de cuisine “La Cuisine en partage”

40 recettes issues de 27 pays,
en partenariat avec **Handicap
International.**

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu’au 30 juin 2023 * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



moyen-
orient

Égypte. Le régime bâillonne la presse

Lois liberticides, blocages de sites Internet, harcèlement et arrestations... Sous la férule du président Al-Sissi, au pouvoir depuis bientôt dix ans, les conditions de travail des journalistes se sont encore dégradées.



—Daraj, extraits (Beyrouth)

Il tire sur sa cigarette et se replonge dans son téléphone portable, où il vient de tomber sur des vidéos d'une manifestation à Charm El-Cheikh pendant le sommet pour le climat [du 6 au 18 novembre 2022]. Les manifestants réclament la libération des prisonniers politiques, notamment d'Alaa Abdel Fattah.

Immédiatement, il va voir son chef pour lui proposer de publier un article sur le sujet. La réponse tombe comme un couperet : "Ce n'est pas la peine."

Ahmed Mohsen (nom changé) est journaliste pour un site contrôlé par l'État. Et il n'est pas surpris par la réponse de son supérieur. En Égypte, il faut se résigner à être le relais de communiqués officiels.

Quand il a commencé dans le métier il y a sept ans, son travail

exigeait d'être à l'affût d'informations, d'établir les faits et d'aller enquêter. Mais ces dernières années, ce n'est plus le cas. Les actualités qu'il peut couvrir sont uniquement celles qui vont dans le sens du régime.

"Fini le plaisir de vérifier les informations, d'aller à la pêche aux sources, d'aller à la rencontre des opinions contradictoires [...] On ne présente plus qu'un seul point de vue des choses, témoigne Ahmed. Cela ne concerne pas uniquement les affaires politiques. Tout ce que l'on écrit doit donner une bonne image de l'action publique."

Ils sont des milliers à être dans le même cas qu'Ahmed Mohsen parmi les journalistes travaillant pour les médias qui sont contrôlés par le régime. S'il existe des centaines de titres de journaux et de sites Internet, ceux-ci présentent tous, en réalité, les mêmes informations et points de vue.

Ahmed Mohsen peut en témoigner : "Un jour, j'ai proposé un sujet qui, je le savais pertinemment, allait être refusé. Je voulais faire un reportage auprès des habitants de quartiers destinés à la démolition. On m'a répondu qu'on préférerait publier un article sur le programme d'accompagnement de ces habitants. Ce qui revient à relayer le discours officiel, en passant sous silence la réalité des familles qui n'ont pas obtenu de compensations et qui n'ont pas été relogées. Le tout alors que les zones vidées de leurs habitants ont servi à lancer des projets d'investissement au profit de gens bien introduits auprès du pouvoir."

Ensuite, Ahmed a choisi de faire une autre enquête et de la publier sur un autre site. C'était au sujet des traitements infligés aux proches de prisonniers pendant les visites. À peine l'article paru, il a reçu un coup de téléphone de son chef, en colère. "Il m'a

dit que je m'étais mis dans le pétrin, et que j'avais entraîné son site avec, se rappelle Ahmed. Il m'a dit qu'il ne pourrait rien faire pour moi si je finissais en prison, et il m'a enjoint de supprimer l'article, à défaut de quoi, il allait mettre un terme à notre collaboration."

Selon le Comité pour la protection des journalistes, l'Égypte [était en 2021] le troisième pays du monde où il y a le plus grand nombre de journalistes emprisonnés [25 pour des raisons liées à leur travail], après la Chine et la Birmanie. Et, selon la Fédération internationale des journalistes, leur nombre a atteint les 27 cette même année, tandis que le Moniteur pour la liberté des médias arabes estime à 70 le nombre de journalistes arrêtés et placés derrière les barreaux.

En novembre dernier, trois journalistes, Racha Azab, Eman Ouf et Mona Selim, ont entamé une grève de la faim devant les locaux du syndicat des journalistes en signe de solidarité avec ces prisonniers.

Cette grève a duré plusieurs jours, mais personne n'en a parlé en Égypte, en dehors de médias d'opposition dont l'accès est bloqué dans le pays. Selon l'Association pour la liberté de pensée et d'expression (Afte), il n'y a pas moins de 594 sites dont l'accès est bloqué en Égypte.

Basma Mostafa est elle aussi journaliste. [En avril 2016], après avoir publié une enquête sur Giulio

"Tout ce que l'on écrit doit donner une bonne image de l'action publique."

Ahmed Mohsen, JOURNALISTE AU SEIN D'UN SITE PRORÉGIME

Regeni [un jeune Italien, chercheur en sociologie, selon toute vraisemblance tué par la police égyptienne et dont le corps mutilé a été retrouvé près du Caire en 2016]. Cette publication lui a valu une arrestation par la police sur son lieu de travail, puis une interdiction de signer de son vrai nom les articles qu'elle rédige.

[Or au même moment commence à monter la vague] des manifestations contre la rétrocession par l'Égypte des deux îles Tiran et Sanafir à l'Arabie saoudite [annoncée en avril 2016].

Elle ne résiste pas et décide de couvrir ces manifestations. Cela

lui vaut encore une fois d'être arrêtée. Relâchée après douze heures, elle a la surprise d'apprendre que le site pour lequel elle travaillait a refusé de publier l'information de son arrestation. "J'ai subi de nombreuses chicanes, témoigne-t-elle. Surtout des interdictions de travailler."

"Il y avait des médias où j'ai passé avec succès l'entretien d'embauche et qui étaient au départ ravis de me voir rejoindre leurs équipes. Mais ensuite, il y a eu un appel émanant des hautes sphères du pouvoir pour signifier que j'étais persona non grata."

Suite à quoi, elle se résout à travailler en free-lance pour des sites qui osent s'affranchir des restrictions. "En 2020, j'ai décidé de travailler sur l'épidémie de Covid, poursuit Basma. Mais quand j'ai commencé à parler des ravages de la maladie en Égypte, j'ai été une nouvelle fois arrêtée." Elle passe alors six mois à se demander si elle ne devrait pas recourir à un pseudonyme.

Mais elle décide de s'y remettre sous son vrai nom. "J'ai tenu bon face aux mises en garde des responsables du site Internet et je suis allée à Louxor pour enquêter sur une personne décédée au cours de l'arrestation de son frère par la police."

Avant même de pouvoir rencontrer la famille de la victime, elle est interpellée et passe à nouveau quarante-huit heures en détention. "J'ai compris alors que je n'étais plus en sécurité en Égypte et je me suis résolue à partir à l'étranger."

Khaled Elbalshy [élu le 17 mars à la tête du syndicat des journalistes], chef de la rédaction du site Darb - un des nombreux sites dont l'accès est bloqué en Égypte -, confirme le climat pesant qui règne en Égypte. "Ces derniers mois, environ onze journalistes ont été arrêtés, pour des textes publiés sur Facebook. Cela s'ajoute aux lois liberticides, aux blocages de sites Internet et à la mainmise des services de sécurité sur les journaux."

Et de conclure qu'il faut de "l'héroïsme" pour faire le travail de journaliste. "Je comprends très bien que certains écrivent sous pseudonyme. Dans notre propre rédaction à Darb, deux journalistes ont payé cher pour avoir écrit sous leur vrai nom et se sont retrouvés en prison."

—Marwa Mohammed, publié le 21 décembre 2022

↳ Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.

Composez votre offre internet et mobile à la carte et faites des économies



orange
commande
4 personnes

1 Livebox 6 Wifi 6E
2 Décodeurs TV
2 Répéteurs Wifi 6
1 Service Wifi Sérénité
4 Forfaits mobile
1 Accès réseau mobile n°1
-4 Remises Open

..... Promo du moment

1 Paramount + inclus 6 mois
sur demande puis 7,99€/mois

Jusqu'à
-15€
/mois
de remise Open
sur chaque
forfait mobile

L'accès aux répéteurs, décodeurs et service Wifi Sérénité est sur demande.

Offres soumises à conditions, valables en France métropolitaine sous réserve d'éligibilité. Engagement 12 mois pour Livebox. Sans ou avec engagement de 24 mois selon le forfait mobile choisi.

Wifi : avec équipements compatibles. Paramount+ : remise de 7,99€ pour toute souscription cumulative à l'offre Livebox jusqu'au 31/05/2023 avec décodeur compatible. Paramount+ nécessite la création et l'activation d'un compte Paramount+ dans les 15 jours suivant la souscription, Remise Open : de 3€ à 15€ en fonction du forfait mobile choisi, réservé aux particuliers dans la limite de 4 par offre Livebox internet éligible. Non cumulable. Perte de la remise en cas de : changement d'offre, résiliation, demande de suppression par le client internet. Réseau mobile : selon enquête ARCEP 2022. Orange est 1^{er} ou 1^{er} ex æquo sur 476 des 505 critères.

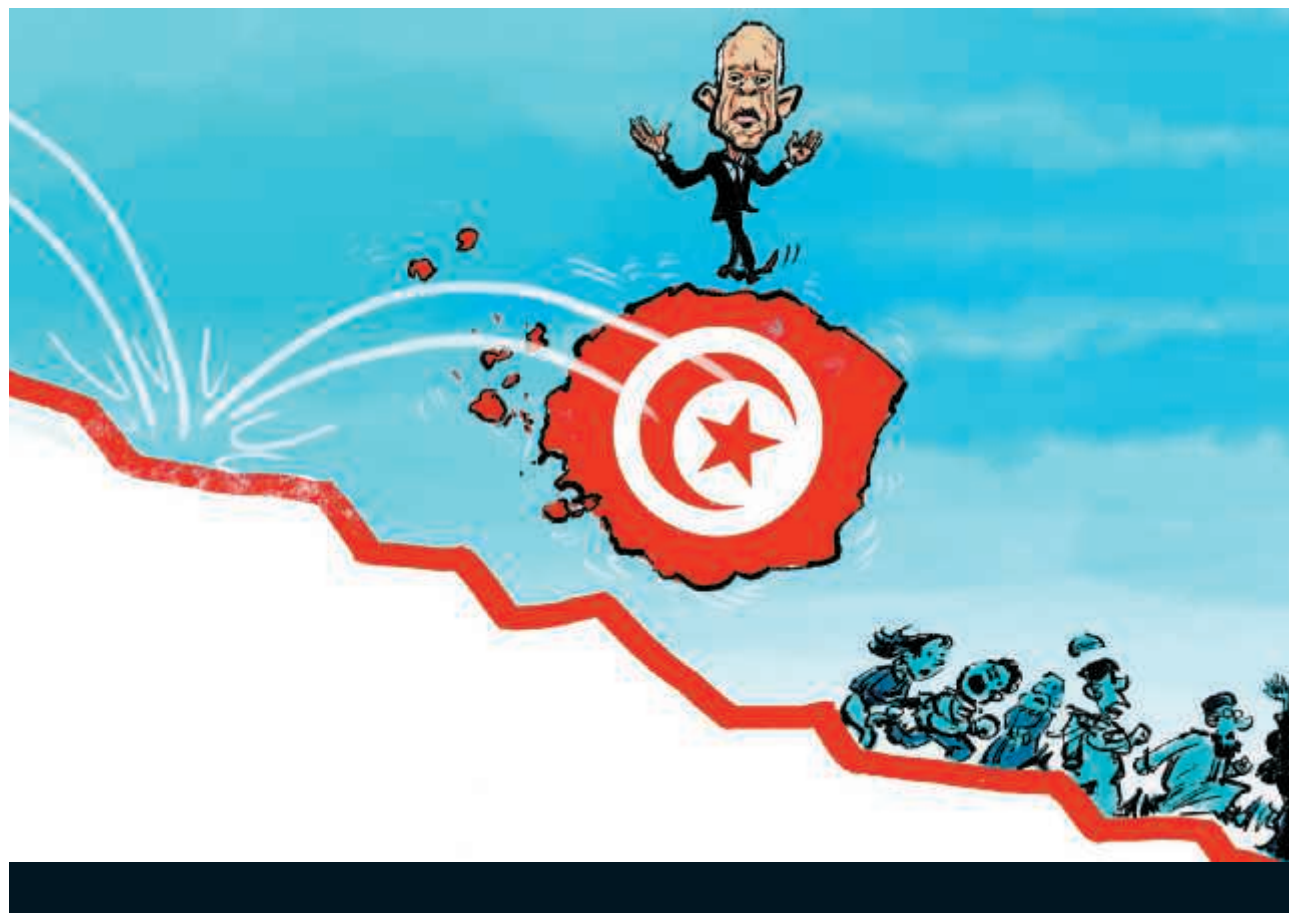
orange™



afrique

Tunisie. Kaïs Saïed suit les traces de Ben Ali

L'élan démocratique tunisien s'est fané, laissant place à un populisme brutal. Comme l'ancien dictateur, le président tunisien s'appuie désormais sur l'appareil policier et sécuritaire de l'État.



✍ Kaïs Saïed. Dessin de Maarten Wolterink, Pays-Bas.

Kaïs Saïed n'aurait pas réussi son coup de force du 25 juillet 2021 [le président avait gelé les activités du Parlement et démis le Premier ministre de ses fonctions] sans le soutien de l'armée et de l'appareil policier. Certes, il a également bénéficié de l'appui de larges pans de l'élite politique et syndicale, ainsi que de la classe moyenne.

Mais le soutien des élites s'est effiloché, pour finir par se muer en opposition ouverte. Cela a notamment été le cas de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), initialement l'un des principaux soutiens du président [devenue aujourd'hui un bastion de l'opposition].

Cela va de pair avec le populisme comme façon de gouverner, et un durcissement des fronts entre deux camps, celui du bien et celui du mal, c'est-à-dire un climat de guerre avec tout ce que cela signifie symboliquement en matière de présence de patriotes et de traîtres.

Or Kaïs Saïed a perdu la légitimité électorale, comme le montre la faible participation au référendum constitutionnel [juillet 2022] – seulement 30,5 % –, puis aux élections législatives [en janvier, avec seulement 8,8 % au premier tour et 11,3 % au second].

Silence on réprime. Il n'a pas non plus la légitimité de l'efficacité économique, puisque la Tunisie traverse l'une des pires crises économiques de son histoire. Et il a également perdu le soutien des organisations dotées d'une base sociale, tels que les syndicats et les unions professionnelles. Ne lui reste donc que la répression.

C'est pourquoi il cherche à garder le soutien des appareils de sécurité. Il leur assure l'impunité et permet un retour aux méthodes d'avant [la révolution de 2011]. Selon Bernard Lamizet, professeur [émérite] en sciences politiques [à Lyon], *“un État policier est un État soumis à la loi de la police, un État dans lequel la police manifeste une forme d'autonomie vis-à-vis des pouvoirs politiques”*.

Certes, ajoute-t-il, *“la police a toujours cherché à accroître sa puissance, dans tous les États, dans tous les pays, à toutes les époques”*. Mais ce qui est spécifique à l'État policier, c'est le silence qui entoure l'activité de la police.

En Tunisie, la police fait taire les opposants en les arrêtant à leur domicile, sans explication ni mandat légal, pour les détener en un lieu inconnu, sans informer leur famille, ni leurs avocats.

La deuxième spécificité d'un État policier réside dans la présence visible et invisible de la police. Visible quand il s'agit d'une présence excessive des policiers, forme de militarisation de la rue, pour imposer une logique de la force. Invisible à travers notamment des réseaux d'informateurs et de délateurs.

—Raseef22 (Beyrouth)

Il y a deux ans, avant le coup de force du président Kaïs Saïed, j'avais écrit sur le phénomène de la délation en Tunisie. C'était un article au sujet de l'État policier de l'époque du parti unique [de l'ancien dictateur Zine El-Abidine Ben Ali]. Je pensais en effet que le sujet appartenait au passé. Mais l'histoire se répète encore plus qu'on le croit.

Aujourd'hui, cette pratique renaît de ses cendres, toujours parée des vertus du *“patriotisme”* et prétendument au service de la *“défense du pays contre les agents de l'étranger, les traîtres et les opposants”*, selon les mots du président Kaïs Saïed.

Dans la nuit du 27 février, à Tunis, Wissem Sghaier, Bouthaina Khelifi et Oussama Ghoulem étaient en train de taguer un mur pour réclamer la libération d'Issam Chebbi, secrétaire général du Parti républicain [Al-Joumhourî, opposition]. Un chauffeur de taxi les voit, fait

demi-tour, se rend au poste de police le plus proche et les dénonce.

Quelques instants plus tard, trois véhicules du [ministère de l'Intérieur] arrivent et les arrêtent pour *“dégradation de biens publics”*. Les slogans favorables au président sont légion sur les murs de la ville, mais un seul mot contre lui, et c'est un délit de *“dégradation”*.

La lettre X. Cela se passe dans le contexte d'une campagne d'arrestations visant des opposants parmi les hommes d'affaires, les militants politiques et les journalistes. On les accuse de fomenter le renversement du président, voire son assassinat.

Les dossiers judiciaires de ces personnes arrêtées *“ne contiennent aucune preuve”*, selon les avocats qui ont pu les consulter, mais le juge les a maintenues en détention sur la foi des indications des délateurs.

Ceux-ci sont désignés par la simple lettre X, et on peut se demander pourquoi

ils s'opposeraient à ce que leur nom soit cité. Ne devraient-ils pas se vanter d'avoir défendu la sécurité de l'État ?

Ce n'est certainement pas de peur, puisqu'ils sont dans le camp du plus fort, à savoir le régime. Mais de honte. Les délateurs sont généralement conscients du caractère méprisable de leur action. En arabe dialectal tunisien, un délateur est désigné par le mot *qawwad* [“souteneur”], ce qui montre bien qu'on l'associe au monde de la prostitution.

Mais pourquoi la délation revient-elle en force ? Cela s'explique probablement par la concentration de tous les pouvoirs dans les mains d'un seul homme et par la montée en puissance des appareils de surveillance et de répression.

La police fait taire les opposants en les arrêtant à leur domicile, sans explication ni mandat légal.

Ceux-ci sont de trois catégories. Les premiers sont des informateurs occasionnels, tels que des témoins d'un événement qui survient quelque part, de manière fortuite. Les deuxièmes occupent des emplois en contact avec la population, tels que des chauffeurs de taxi, des employés d'hôtels, des intellectuels, etc. Eux fournissent régulièrement des informations à la police.

La troisième catégorie est composée de professionnels qui sont rétribués en argent, ou par des faveurs (interventions pour une obtention de licence dont ils ont besoin pour, par exemple, ouvrir un café ou un bar, ou pour devenir taxi...).

Kaïs Saïed reproduit l'État policier selon une vision simpliste de la société, divisée entre "citoyens sincères" et "traîtres".

Peu importe pour la mentalité populiste de savoir si les informations données par ces délateurs correspondent à la réalité ou non, car tout opposant est condamné à l'avance, et la majorité a toujours raison.

Kaïs Saïed reproduit l'État policier selon une vision simpliste de la société, divisée entre "citoyens sincères" et "traîtres". Dans sa vision populiste du pouvoir, il y a d'un côté "le vrai peuple", de l'autre les corps intermédiaires et les élites politiques, médiatiques, culturelles et économiques.

Le ministre de l'Intérieur, Taoufik Charfeddine [qui a démissionné pour raisons privées le 17 mars, peu après la parution de l'article], a dénoncé "les mercenaires des médias", "les hommes d'affaires, les syndicalistes et les partis politiques qui ont vendu la patrie", et les élites qui "se sont liguées contre le peuple".

"Ce sont des traîtres", a-t-il conclu. Regroupez-vous autour du président de la République, car c'est une guerre violente." C'est dans un tel climat que des comportements réprouvés en temps normaux deviennent des actes héroïques, comme toujours en temps de guerre.

Jean-Paul Sartre disait qu'il ne fallait pas confondre la vérité avec l'opinion de la majorité. Un populiste qui arrive au pouvoir en se disant représentatif de la majorité considère qu'il a la légitimité pour s'affranchir du droit. Il ne cache même pas son rejet de toute médiation politique, du pluralisme et du respect des normes, morales aussi bien que légales. Pour lui, la politique, qui est le règne de la majorité, est au-dessus de tout. Voilà ce qui est inquiétant : il suffit d'être au pouvoir pour se prévaloir de cette légitimité, et s'affranchir de toute règle.

—Ahmed Nadhif,
publié le 12 mars

Halte aux "diktats de l'étranger"

Kaïs Saïed a décliné la possibilité d'un prêt par le FMI, l'un des rares leviers qui auraient permis de faire pression pour inverser ou infléchir la pente autocratique suivie par le régime tunisien.

L'économie tunisienne, exsangue, était suspendue depuis octobre 2022 à l'espoir d'un prêt du FMI de 1,9 milliard de dollars (1,74 milliard d'euros) sur quatre ans, prêt conditionné à l'adoption d'une série de réformes structurelles. Le 6 avril, le président tunisien, Kaïs Saïed, a fait savoir qu'il refusait "les diktats imposés par l'étranger" et donc l'argent du FMI. "Nous devons compter sur nos propres moyens", a-t-il encore déclaré, selon le site économique tunisien **Kapitalis**, qui s'inquiète : "[Kaïs Saïed] n'est pas sans savoir que la Tunisie traverse aujourd'hui la plus grave crise financière de son histoire et qu'elle n'a même pas de quoi boucler le budget de l'exercice en cours. Et il n'est pas sans savoir aussi que, sans un accord avec le FMI, la Tunisie ne pourra pas compter sur les largesses d'autres bailleurs de fond." Avec ce prêt – modeste au regard des besoins tunisiens puisqu'il couvre "à peine quatre mois de salaire de la fonction publique", rappelle **Kapitalis** –, c'est l'un des rares leviers permettant de faire pression sur le régime tunisien qui disparaît. Shadi Hamid plaideait encore, fin mars, dans **Foreign Affairs** pour conditionner l'octroi de ces 1,9 milliard de dollars du FMI

à de sévères garanties démocratiques. "Ne renflouez pas le dictateur en herbe", implorait ce chercheur à la Brookings Institution, un think tank de politique internationale situé à Washington : "En tant que principal bailleur de fonds du FMI, les États-Unis peuvent contraindre ses responsables à suspendre tout accord jusqu'à ce que le gouvernement tunisien remplisse certaines conditions politiques, notamment la libération des détenus et l'établissement d'un véritable dialogue national inclusif." Faute de quoi, déplorait Shadi Hamid, le régime de Kaïs Saïed suivrait sans freins la pente autocratique empruntée depuis sa suspension du Parlement en juillet 2021. Et "la seule réussite du 'printemps arabe'" n'aurait abouti qu'à une parenthèse démocratique de dix ans.

Les migrants, levier du pouvoir

Si le président tunisien est de plus en plus critiqué, il peut compter sur le soutien des pays européens, qui voient en lui le gendarme migratoire du sud de l'Europe.

Le président tunisien a trouvé en l'Italie son plus solide soutien européen, analyse **Nawaat**. Le site indépendant établi à Tunis rappelle ainsi que, juste avant le vote par le Parlement européen d'une motion condamnant la dérive autoritaire en Tunisie le 16 mars, Georgia Meloni avait réaffirmé devant le Sénat italien son soutien à Kaïs Saïed. "À la tête d'une coalition d'extrême droite, la dirigeante italienne

place la question migratoire en tête de ses priorités. La Tunisie étant le principal foyer de départ des migrants à destination de la péninsule italienne, l'existence d'un pouvoir fort, à même de contenir les flux humains, fût-ce au mépris de l'état de droit, est donc le partenaire idéal pour Rome", analyse **Nawaat**. Mais Kaïs Saïed peut aussi compter sur les bons offices d'autres partenaires internationaux, au premier rang desquels la France. Toujours selon le site tunisien, Paris souhaite avant toute chose "la stabilité politique et économique du pays, ainsi que la coopération en matière migratoire". Le président tunisien, qu'Emmanuel Macron a qualifié d'"ami", reste donc aux yeux de Paris celui qui peut éviter l'effondrement économique du pays et endiguer "la pression migratoire" sur l'Union européenne.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Kaïs Saïed réapparaît après de folles rumeurs sur sa santé.

Après plus de dix jours sans apparition publique, le président tunisien est réapparu, le 3 avril, dans une vidéo officielle. Son absence sans justification a alimenté les plus folles rumeurs sur sa santé, certains évoquant "une vacance du pouvoir". Une revue de presse à retrouver sur notre site.

SOURCE



RASEEF22

Beyrouth, Liban

raseef22.net

Le mot arabe *raseef* signifie "trottoir", comme celui de cette rue qui gronde depuis le début des "printemps arabes", en 2011. Et 22, c'est le nombre de pays membres de la Ligue arabe, qui compte 360 millions d'habitants. Fondé au Liban en août 2013, le site est bilingue arabe-anglais. Soucieux de son indépendance, il couvre essentiellement l'actualité du Moyen-Orient.

LE MILITANTISME ÉCOLOGIQUE

Avec **Mathilde Allain**, de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, et **Annika Joeres**, journaliste allemande, correspondante de l'hebdomadaire *Die Zeit*.

Judi 11 mai – 19 heures

Médiathèque Marguerite-Yourcenar
(41, rue d'Alleray, Paris XV^e)

Modération : Bérangère Cagnat, journaliste à *Courrier international*, partenaire de cette rencontre du cycle les Jedis de l'actualité des bibliothèques de la Ville de Paris.

Entrée libre. Réservation : 01 44 78 80 50
ou sur bibliocite.fr/evenements



bibliocité :



asie

Chine. Tout plutôt que l'usine

Des journées à fabriquer des chaussures, dans un emploi stable, avec possibilité de faire des heures supplémentaires ? Non merci, répondent de plus en plus de jeunes Chinois, pour qui l'idée du "bon emploi" ne correspond plus à celle de leurs parents.



—Weixin (WeChat),
(Shenzhen)

Voici comment Kiki, une jeune livreuse de repas à domicile, a passé la journée de son 25^e anniversaire : levée à 7 heures du matin, elle a pris des commandes dès 8 heures, puis est rentrée chez elle vers 13 heures pour se faire à manger – mais pas de gâteau d'anniversaire, juste un bol de nouilles [symbole] de longévité – avant de ressortir

travailler vers 17 heures, jusqu'à 21 heures. Son mari est également livreur de plats à emporter, mais il fait de plus longues journées.

Il y a un an à peine, tous deux étaient encore ouvriers dans une usine de bicyclettes à Tianjin [au sud-est de Pékin]. Ils travaillaient de 8 heures à 18 heures, du lundi au samedi, un rythme en apparence moins soutenu que l'actuel, où le couple ne prend jamais de jour de congé. Mais

quand on demande au mari de Kiki pourquoi ils ont quitté leurs emplois à l'usine, il répond laconiquement : "On ne gagnait rien!"

C'est Yang Yu, lui aussi ancien ouvrier originaire de Tianjin reconverti dans la livraison de plats, qui a fait découvrir à Kiki ce métier qu'il pratique depuis cinq ans à Pékin.

Ces dernières années, on a souvent présenté les nouvelles activités de livreur de plats à emporter, coursier ou

chauffeur VTC, comme un véritable réservoir d'emplois pour les chômeurs. Elles sont aussi devenues un "aspirateur" vidant de plus en plus les usines de leurs ouvriers et aggravant la pénurie de main-d'œuvre dans ces autres branches.

D'après les données fournies par le Bureau national des statistiques, à la fin de 2021, 200 millions de personnes exerçaient un "emploi flexible" [en freelance] en Chine, dont 13 millions de livreurs de plats à emporter. Par ailleurs, le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale prévoit qu'en 2025 près de 30 millions de postes pourraient rester vacants dans les dix secteurs clés de l'industrie manufacturière chinoise. Dans le tableau des professions manquant le plus de personnel, publié chaque trimestre par le ministère, celles liées à la production manufacturière représentent environ 40 % des plus touchées.

Apprentissage court. Les jeunes n'aiment pas les usines traditionnelles, ce n'est pas un secret ! En visitant plusieurs usines de chaussures à Jinjiang, dans la province du Fujian (dans le sud-est de la Chine), j'ai constaté que les plus de 50 ans y étaient majoritaires parmi les ouvriers. "Nous qui sommes nés dans les années 1960 ou 1970, à l'époque nous faisons des pieds et des mains pour entrer à l'usine [qui fournissait stabilité d'emploi et avantages sociaux]. Mais aujourd'hui les jeunes qui ont entre 20 et 30 ans font des pieds et des mains pour en sortir", explique M. Cai, qui gère une usine de chaussures à Jinjiang.

Où vont ces jeunes ouvriers ? Selon un document publié en mars 2022 par la Fédération des syndicats de Canton, la ville comptait en 2021 environ 80000 livreurs de plats à emporter, dont 68,4 % avaient moins de 25 ans. Déjà en 2020, le directeur d'une usine de Jinjiang, Ouyang Qun'er, m'avait confié : "Plutôt que de bosser à l'usine, les jeunes d'aujourd'hui préfèrent encore aller livrer de la nourriture."

Comme me l'a expliqué Kiki, à l'époque où son mari et elle travaillaient comme apprentis soudeurs dans l'usine de bicyclettes, ils étaient nourris et logés sur

place, et touchaient chacun, au moment de leur démission, près de 6000 yuans nets [800 euros] par mois. Depuis que Kiki travaille à Pékin comme livreuse de repas, son revenu mensuel s'élève en moyenne à 8000 yuans, et celui de son mari à plus de 10000 yuans, avec des revenus nettement supérieurs en été qu'en hiver.

Les jeunes remettent de plus en plus en cause le recours très répandu aux heures supplémentaires.

Pour 800 yuans [100 euros environ], ils ont loué un petit logement indépendant avec cuisine et salle de bains dans un village au-delà du quatrième périphérique sud de Pékin. Leurs dépenses mensuelles (hors loyer) ne dépassent pas 2000 yuans. Le couple gagne donc grosso modo 3000 yuans de plus par mois que quand il travaillait à l'usine.

Quant à Yang Yu, il a plus que doublé son salaire par rapport à l'époque où il travaillait comme ouvrier dans sa ville natale pour à peine 4000 yuans par mois. Depuis quelques années, il observe un changement de mentalité à ce sujet parmi les gens de son âge. Auparavant, chez lui, il était courant de penser qu'il était "sage de travailler comme ouvrier quelques années pour faire des économies avant de devenir indépendant". Désormais, être livreur de plats est considéré comme le meilleur moyen de se constituer un premier pécule, et, dit-il : "J'ai l'impression que 70 % des gens autour de moi font ce boulot."

Toujours selon la Fédération des syndicats de Canton, en 2021, la plupart des travailleurs du secteur gagnaient en moyenne plus de 100000 yuans par an (8300 yuans par mois, soit 1100 euros par mois environ) à Canton.

Certes, cette activité ne rapporte pas autant dans les plus petites agglomérations, où les livreurs ne sont pas forcément mieux rémunérés qu'en usine, mais l'avantage est que la période d'apprentissage du métier est beaucoup plus courte, alors qu'en usine il faut attendre des années d'expérience avant d'améliorer son salaire.

✍ Dessin de Pudles paru dans Financial Times, Londres.

D'après le document publié par la fédération, dans les grandes usines manufacturières, le salaire annuel moyen d'un ouvrier ou d'un agent de service est de 48 660 yuans, celui d'un technicien qualifié de 75 425 yuans, celui d'un cadre technique de 101 370 yuans et celui d'un manager de 202 485 yuans. On voit donc qu'en usine il faut être au minimum un cadre technique pour gagner autant qu'un livreur de plats à emporter.

Cette activité de livreur de repas est représentative de l'ère des petits boulots, tout comme les chauffeurs VTC, les coursiers, etc. Derrière leur émergence se profile un problème de fond : ces dernières années, en matière de recrutement de personnel, l'industrie manufacturière chinoise s'est heurtée à la concurrence, non pas des usines d'autres secteurs, mais des plateformes Internet et de la nouvelle économie.

Forte rotation. En Chine, l'industrie repose traditionnellement sur une forte intensité de main-d'œuvre, et a des marges bénéficiaires assez réduites. "L'industrie manufacturière traditionnelle n'a plus la possibilité de comprimer d'autres coûts au profit de ses ressources humaines, d'où la faiblesse des augmentations salariales ces cinq ou dix dernières années", explique Song Bo, chercheur spécialisé dans l'industrie au sein de la société de conseil MIR.

On constate en revanche une nette hausse de la valeur ajoutée créée par le secteur tertiaire, incarné par Internet, avec des taux de croissance annuels supérieurs à ceux du secteur secondaire. Comme le souligne Song Bo, c'est l'industrie manufacturière qui encaisse le plus de pression en cas de variation du marché, alors que le secteur tertiaire en subit les répercussions de manière différée. "Par exemple, si le prix des matières premières augmente, les

entreprises en amont et en aval vont transférer la pression sur les entreprises de transformation situées au milieu de la chaîne. Celles-ci n'auront alors d'autre choix que d'économiser sur les dépenses de personnel, en minimisant les augmentations de salaire."

Selon Zhao Xiaohui, spécialiste des questions de personnel dans l'industrie, avec l'évolution de la situation économique sur les plans intérieur et mondial, depuis deux ans, les entreprises connaissent des fluctuations beaucoup plus importantes de leur production. Et à cause de la détérioration des perspectives d'exportations et du raccourcissement des délais de commandes, on constate une forte rotation du personnel dans l'industrie manufacturière. "Le fait que les entreprises aient souvent besoin de recruter et de licencier des employés augmente insidieusement le coût de la main-d'œuvre et réduit l'attractivité de ces entreprises aux yeux des personnes à la recherche d'un emploi", explique Zhao Xiaohui.

Dans un tel contexte, le seul moyen pour les simples ouvriers d'augmenter leur salaire est d'allonger leur temps de travail au détriment de leur repos. "Je gagne soit 100, soit 300 yuans par jour.

"Comme leurs parents travaillent encore, les jeunes n'ont pas de pression financière."

Wu Minghai, DIRECTEUR D'UNE USINE DE CHAUSSURES

Mais pour arriver à 300 yuans, il faut que je bosse sans m'arrêter une minute, et même que je fasse des heures supplémentaires. Quand je rentre chez moi, je n'ai qu'une envie, c'est de me coucher!" raconte un intérimaire d'une vingtaine d'années, qui travaille dans une usine de Yanshi, dans la province du Henan (dans le centre de la Chine).

Wu Minghai, directeur de l'usine de chaussures Xtep de Jinjiang, nous expose le cas d'une recrue d'une vingtaine d'années, qui, son premier salaire en poche, n'a plus remis les pieds à l'usine. Lorsqu'il lui a demandé des explications, le jeune lui a répondu : "Je suis fatigué." À la suite de quoi, M. Wu a accepté sa démission. Mais quelques jours plus tard, quelle n'a pas été sa surprise de le retrouver en train de travailler dans un atelier. "Comme j'ai tout dépensé, je suis revenu pour me refaire du fric", a alors dit l'employé, nullement gêné.

Vieilles valeurs. M. Wu estime que les jeunes sont "très difficiles à gérer" : "Ce qui compte pour eux, c'est d'avoir de bonnes conditions de travail, d'être logé confortablement et de bénéficier de nombreux avantages; pas l'argent qu'ils peuvent gagner. Comme leurs parents, nés dans les années 1960 ou 1970, travaillent encore, ils n'ont pas de pression financière."

En fait, la vraie raison de ce phénomène, c'est plutôt que le modèle de production traditionnel n'est plus adapté à notre époque. Les valeurs qui prévalaient jadis dans les usines ("travailler jusqu'à la mort, quitte à mourir à la tâche") sont reléguées au siècle dernier. Les usines ont beau publier de nombreuses vidéos sur TikTok ou Kuaishou présentant comme un parangon de vertu celui qui multiplie les heures supplémentaires sans s'arrêter de l'année, et promouvant l'esprit laborieux des ouvriers, les jeunes ne sont manifestement pas convaincus.

Ces derniers remettent de plus en plus en cause le recours très répandu aux heures supplémentaires. Sur Internet, on trouve souvent ce genre de commentaires : "Puisqu'on est payé à la pièce, pourquoi mon patron m'oblige-t-il à faire des heures supplémentaires?" ou encore : "C'est juste un boulot. Pourquoi faut-il absolument que je sois enchaîné à l'usine?"

"On avait le même rythme sept jours sur sept, tout au long de l'année. L'usine, ça mine le moral."

Yang Yu, LIVREUR DE REPAS À DOMICILE

Certains ouvriers font aussi les frais des lacunes du système de rémunération en usine. "On était payé à la pièce, mais souvent, dans un même atelier, les gens touchaient des salaires différents pour un même travail", explique Kiki. Selon elle, le taux élevé de départ des jeunes s'explique aussi par le manque d'équité dans les usines : "Celui qui a réussi à se faire des relations peut gagner plus d'argent, tandis que les derniers arrivés partent du bas de l'échelle."

Ce genre de problèmes n'existe pas dans la livraison de plats à emporter, car c'est le système informatique qui enregistre le nombre de commandes livrées, sans possibilité de favoritisme. Cependant, on peut s'inquiéter du manque de protection des droits des livreurs. Yang Yu m'a expliqué qu'aucun livreur – que ce dernier exerce cette activité à titre complémentaire ou principal – ne bénéficie d'un salaire de base, ni d'une couverture sociale. Il dispose seulement d'une assurance, mais qu'il doit payer de sa poche (2,50 yuans par jour).

De nombreux internautes affirment que, si les jeunes ne veulent pas travailler en usine, c'est parce qu'"ils ne supportent pas les travaux pénibles, ni la souffrance, et préfèrent vivre aux crochets de leurs parents". Mais livrer des plats est un boulot tout aussi physique que travailler en usine, car il faut courir par tous les temps d'une résidence à l'autre, en gardant toujours à l'esprit le respect des délais. Yang Yu estime que, pour gagner plus de 8 000 yuans, il faut fournir une charge de travail quotidienne équivalente à celle d'un travail en

usine. Alors pourquoi les jeunes préfèrent-ils quand même être livreurs?

C'est parce qu'il n'y a pas que le salaire qui compte pour eux, et que, comme le dit Ouyang Qun'er, les jeunes apprécient aussi la "liberté". Un ancien ouvrier venu à Pékin au début de l'année 2022 pour travailler dans une usine automobile s'est reconverti en livreur dès le mois d'octobre. Il explique que, quand on livre des repas, au moins, on voit le soleil et on respire de l'air frais; ce n'est pas comme en usine, où on passe ses journées sous la lumière des ampoules à incandescence, dans une ambiance déprimante.

La vie en usine a de quoi décourager par sa monotonie, et Yang Yu la trouvait effectivement ennuyeuse : "On avait le même rythme sept jours sur sept, tout au long de l'année. L'usine, ça mine le moral."

Il s'est d'ailleurs juré de ne plus jamais y retourner.

—Xin Xiaotong, publié le 6 mars



SOURCE

WEIXIN (WECHAT)

Shenzhen, Chine

weixin.qq.com

Weixin est le moyen de communication le plus populaire en Chine.

Le groupe Tencent auquel cette application de messagerie appartient, fait état de plus d'un milliard de comptes. Mais Weixin est aussi une plateforme de blogs qui donne un espace de relative liberté aux Chinois, dans un environnement médiatique très contrôlé. On y trouve parfois des reportages, des témoignages, des opinions, faisant de cette plateforme un média vivant – qui n'échappe toutefois plus à la censure.

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international. À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



amériques

États-Unis. Les médias se languissent de Trump

La comparution de l'ex-président américain devant un tribunal de New York, le 4 avril, a donné lieu à un véritable emballement médiatique. Pour le meilleur, et surtout pour le pire, Trump fascine toujours autant la presse.



— **Financial Times**, extraits (Londres)

Au sujet de Donald Trump, les médias n'ont apparemment rien appris et, une fois de plus, ils n'en ont pas perdu une miette. La comparution de l'ancien président américain devant le tribunal de New York, le 4 avril, a reçu un traitement médiatique aussi démesuré que la mort de la princesse Diana [en 1997] et la folle course-poursuite [en 1994 de l'ancien footballeur américain condamné pour le meurtre de son ex-femme puis acquitté] OJ Simpson.

Tout laissait à croire que Trump allait être immédiatement condamné, alors que son prochain rendez-vous avec la justice n'aura lieu qu'en décembre prochain. D'ici là, les journalistes vont devoir redoubler d'efforts pour trouver des synonymes à leur expression fétiche du moment : "sans précédent". Certes, l'histoire est en train de s'écrire. Il s'agit

de la première inculpation d'un ancien président américain. Elle pourrait également déboucher sur une première condamnation.

Mais l'acte d'accusation de Trump [dévoilé par le procureur de Manhattan, Alvin Bragg] ne justifiait pas un tel tapage médiatique. L'inculpation de Trump repose sur une théorie juridique inédite selon laquelle les pots-de-vin qu'il a versés pour étouffer des liaisons [notamment avec l'ancienne actrice porno Stormy Daniels] constitueraient un complot visant à remporter une élection. Même les experts de la justice sont divisés sur la question.

En 2015, personne ne croyait qu'il allait finir par battre Hillary Clinton à la présidentielle, même s'il était devenu la coqueluche des médias et battait des records d'audience. La situation est aujourd'hui pratiquement la même. Trump est considéré comme le candidat républicain le plus facile à battre pour Joe Biden à la présidentielle

de 2024 et les chaînes de télévision se battent pour relayer ses moindres faits et gestes.

L'ambiance serait tout autre si Trump était inculpé pour des délits graves, comme pour avoir fait obstruction au Congrès, pour la rétention de documents hautement confidentiels ou pour avoir tenté de renverser les résultats de l'élection [présidentielle de 2020]. Une ou plusieurs des autres procédures judiciaires en cours contre lui devraient aboutir à des inculpations. Mais, au regard du battage médiatique inouï malgré les faits relativement insignifiants qui lui sont reprochés à New York, ces autres chefs d'inculpation ne vont-ils pas perdre de leur importance ?

Si tout est scandaleux, alors rien n'est scandaleux.

Trump a cette capacité de faire ressortir le pire chez les progressistes comme chez les conservateurs. Les républicains sont presque tous de son côté depuis son inculpation à New York, même

ses principaux rivaux dans la course à l'investiture du Parti républicain en vue de la présidentielle de 2024, ce qui montre bien qu'ils sont coincés. Mais il y a aussi des personnalités, comme le sénateur de l'Utah Mitt Romney et le sénateur de Louisiane Bill Cassidy, qui ont tous deux voté en faveur de la condamnation de Trump lors de l'un de ses deux procès en destitution quand il était encore à la Maison-Blanche. On peut difficilement les accuser de manquer de courage. Peut-être sont-ils devenus cyniques. Est-ce aussi le cas des médias ? Si, pour Trump, les journalistes sont aux ordres d'un État corrompu, nul ne peut nier que Trump et les principaux organes d'information vivent en profonde symbiose.

Les chaînes de télévision câblées ont connu un essor fulgurant pendant les années Trump et ont vu leur audience chuter brutalement après son départ. Il en va de même pour une grande partie de la presse écrite. L'ancienne conseillère de Trump à la Maison-Blanche, Kellyanne Conway, a beau avoir inventé l'expression "faits alternatifs" comme euphémisme pour désigner les mensonges de Trump, sa présidence a entraîné une augmentation des abonnements à des sources d'information fiables et de qualité.

En 2016, Les Moonves, alors patron de la chaîne de télévision CBS, avait déclaré que la campagne de Trump n'était "peut-être pas idéale pour l'Amérique, mais carrément une manne pour CBS". Il n'y a aucune raison de penser que les choses aient changé.

Nous sommes donc confrontés au paradoxe de la politique américaine actuelle : Trump ne cesse de perdre des élections ; pourtant, son emprise sur le Parti républicain et sur l'opinion publique ne se dément pas.

34

CHEFS D'ACCUSATION

Lors de sa comparution à New York, le 4 avril, Donald Trump a plaidé non coupable de 34 chefs d'accusation. Il est notamment accusé de falsification de documents comptables et d'avoir orchestré une série de paiements pour étouffer trois affaires embarrassantes avant l'élection de 2016. L'ancien président est sorti libre du tribunal. Sa prochaine audience est prévue le 4 décembre. Cette inculpation ouvre la voie à un procès qui pourrait se tenir en janvier 2024.

✓ "Rien de tel qu'un bon bain !" Parmi les titres de journaux : "Mise en examen", "Mis en examen", "Médias".
Dessin d'Oliver paru dans **Der Standard**, Vienne.

Alors que faire ? Le mettre en prison serait la solution la plus simple. De nombreuses autres démocraties, comme le Brésil, la Corée du Sud, Israël ou l'Afrique du Sud, ont condamné à des peines de prison d'anciens chefs de gouvernement ou des chefs d'État sur la base d'accusations moins graves. Mais selon les prévisions les plus réalistes, une condamnation de Trump n'aurait pas lieu avant l'élection présidentielle de 2024. De plus, rien n'empêcherait Trump de se présenter à la Maison-Blanche de sa cellule.

Les chaînes de télévision câblées ont connu un essor fulgurant pendant les années Trump.

Reste Joe Biden. L'actuel locataire de la Maison-Blanche n'intervient pas, il n'a fait aucun commentaire sur les déboires judiciaires de Donald Trump. Selon les spécialistes du Parti démocrate, ces derniers jours ont été du pain bénit pour Joe Biden – et ce n'est pas fini. La probabilité que Trump remporte l'investiture du Parti républicain à l'issue des primaires de 2024 augmente, ce qui par ricochet améliore les perspectives de réélection de Biden en novembre prochain. C'est probablement vrai, mais en cas de sortie de route de Biden, le prix à payer serait également plus élevé.

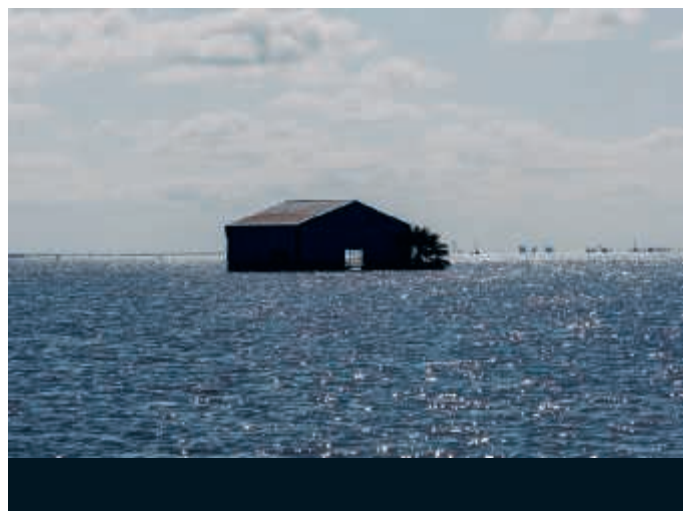
Trump serait le premier grand bénéficiaire d'un éventuel revers essuyé par Biden. Les médias américains auraient également tout à y gagner. Ces derniers demeurent, en effet, les pires ennemis et les meilleurs amis de Trump.

— **Edward Luce**, publié le 5 avril

CALIFORNIE

Le retour du lac fantôme

Des tempêtes ont ressuscité ce qui était jadis le plus grand réservoir d'eau douce à l'ouest du Mississippi, inondant des pans entiers de terres agricoles. Mais la situation pourrait encore s'aggraver.



—The New York Times, extraits (New York)

Ce n'est pas un secret pour les habitants de la région : le cœur de Central Valley [qui s'étend du nord au sud de l'État de Californie] était naguère le plus grand réservoir d'eau douce à l'ouest du Mississippi, avant qu'il ne soit corseté par des barrages et asséché pour laisser la place à un empire agricole, au milieu du xx^e siècle.

Pourtant, même les habitants de longue date ont été stupéfiés cette année par la vitesse à laquelle le lac Tulare a refait surface : en moins de trois semaines, une succession de tempêtes carabinées a transformé une zone desséchée de 75 kilomètres carrés en une véritable mer dont le niveau continue de monter.

Le retour du lac Tulare est une véritable catastrophe au ralenti pour les agriculteurs et les habitants du comté de Kings, qui héberge 152 000 âmes et un secteur agricole qui pèse 2 milliards de dollars [1,8 milliard d'euros], expédiant du coton, des tomates, du carthame, des pistaches, du lait et quantité d'autres denrées à travers le globe. Plus le lac Tulare s'étend, plus son niveau monte, et plus le risque s'accroît que

des récoltes entières soient perdues, que des habitations soient inondées et que des entreprises boivent le bouillon.

L'enchaînement inattendu de rivières atmosphériques qui se sont abattues sur la Californie ces trois derniers mois a d'ores et déjà saturé le sol en eau, submergé les canaux et ouvert des brèches dans les digues. La crainte est désormais que le manteau neigeux record dans le sud de la Sierra Nevada ne fonde sous l'effet des chaleurs printanières et ne forme un torrent qui déferle sur Central Valley

Le lac Tulare revenu à la vie pourrait alors s'incruster dans le paysage pendant deux ans, voire davantage, causant des milliards de dollars de dommages économiques et le déplacement de milliers d'ouvriers agricoles – tout en restaurant l'habitat naturel géant qu'il constituait avant sa conquête par l'agriculture. Les météorologues, inquiets, ont baptisé ce phénomène "The Big Melt" [la grande fonte].

"Il y a des chances que ce soit l'inondation de tous les superlatifs", soupire Phil Hansen, 56 ans, un agriculteur de cinquième génération qui a déjà perdu plus d'un tiers de ses 7300 hectares après la rupture d'une digue. "C'est

peut-être la pire inondation qu'on ait jamais vue."

Plusieurs localités ont d'ores et déjà été évacuées et des centaines de maisons et bâtiments agricoles ont été détruits ou endommagés. Des sacs de sable y sont acheminés par hélicoptère. Les vaches laitières ont été convoyées sur les hauteurs à la hâte. Et le torchon brûle entre les agriculteurs pour savoir quelles terres doivent être inondées avant les autres, sachant que la question n'est pas de savoir si elles seront inondées, mais quand.

Scientifiques, historiens et agriculteurs voient dans cette reconquête des eaux un match retour épique entre l'homme et la nature. Pour l'heure, la nature semble bien déterminée à gagner la partie à l'heure du dérèglement climatique, avec des périodes sèches qui s'étirent de plus en plus, suivies de tempêtes qui charrient tellement d'eau qu'on ne sait plus quoi en faire.

Toute cette pluie n'a pas de réceptacle naturel où s'écouler et les experts disent qu'il n'existe aucun moyen simple de l'acheminer vers d'autres régions pour servir à l'irrigation ou alimenter le réseau domestique, même si l'État [de Californie] se met en quatre pour trouver des solutions de long terme face à la sécheresse.

Spectacle surréaliste. Tout autour de la ville agricole de Corcoran, qui abrite un grand centre pénitentiaire, des vagues gris-bleu caracolent à toute allure vers l'horizon. Le spectacle est surréaliste. Des oiseaux blancs s'élèvent au-dessus des digues de terre qui protègent encore les quelque 22 000 habitants et détenus que compte la ville. Les champs immergés ne verront pas cette année les tomates et le coton Pima que l'on y cultive d'ordinaire.

Le lit du lac est en somme une sorte de baignoire de 2 000 kilomètres carrés qui date de la dernière ère glaciaire. Les mam-mouths venaient naguère s'abreu-ver sur les rives du lac Tulare et le wapiti nain arpentait ses marais.

Aujourd'hui, le paysage est l'un des plus artificiels des États-Unis. D'immenses barrages, administrés par le gouvernement fédéral avec la participation, au fil des ans, des grandes exploitations agricoles, récupèrent l'eau des rivières Kings, Tule, Kaweah et Kern. En aval,



l'urbanisme et l'agriculture ont créé des centaines de kilomètres de digues et de canaux.

En altitude, dans le sud de la Sierra Nevada, le manteau neigeux, d'une épaisseur record, va mettre à rude épreuve les gestionnaires qui sont déjà aux prises avec un afflux d'eau record, à mesure que les jours allongent et que les températures se font printanières.

Le volume d'eau prêt à dévaler les montagnes est tel que le niveau actuel semble ridicule en comparaison. Les pouvoirs publics estiment que, en plus d'étendre le périmètre du lac Tulare, cette eau permettrait de remplir trois ou quatre fois les plus grands réservoirs de la région. Si la neige fond trop vite, elle pourrait submerger les dispositifs anticrues, dévastant les cultures et inondant des villes agricoles déjà saturées d'eau. Ceux qui ont connu les inondations du passé estiment que, malgré tous les dispositifs en place, le lac Tulare pourrait s'étaler sur 500 kilomètres carrés, voire plus.

"Nous n'avons pas la main sur la nature ni sur l'eau qui arrive d'un peu partout", résume Greg Gatzka, responsable de l'administration municipale de Corcoran.

Le shérif du comté de Kings, David Robinson, avait 12 ans lors de la grande crue de 1983 et n'aurait jamais imaginé qu'il verrait le même spectacle une deuxième fois. Son adjoint, Robert Thayer, précise que les images aériennes ne sont guère rassurantes. Les deux hommes parlent

Si la neige fond trop vite, elle pourrait submerger les dispositifs anticrues.

d'une inondation d'ampleur potentiellement "biblique".

À Corcoran, les autorités peinent à maintenir les routes ouvertes et attendent que l'État [de Californie] décide ou non d'évacuer les 8 000 détenus de deux établissements pénitentiaires. Les centrales électriques, les puits de pétrole et les derricks sont également au cœur des préoccupations. Le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsom, a pris un décret, le 31 mars, visant à accélérer les préparatifs anticrues dans la cuvette du lac de Tulare, et une équipe du Bureau californien des eaux et forêts et de la protection incendie est arrivée en mars dans le comté voisin de Tulare pour anticiper une catastrophe éventuelle.

Paradis des oiseaux. Mais la coordination sur le terrain n'a pas été de tout repos. Au gré de réunions de crise électriques, le mois dernier, des agriculteurs ont accusé certains de leurs collègues d'ouvrir clandestinement des brèches dans les digues, violant ainsi une tradition de longue date régissant l'ordre dans lequel les exploitations sont inondées les années pluvieuses.

Mais cette reconquête de la nature n'est pas une mauvaise nouvelle pour tout le monde. Les oiseaux qui hivernaient autrefois sur le lac de Tulare reviennent en nombre. Par une après-midi ensoleillée, un vol de pélicans survole un labour noyé, tandis que des hérons plantent leurs longues échasses dans les rives boueuses d'un canal de drainage. Un petit oiseau, juché sur de hautes pattes maigres, traverse la route au pas de course.

Se frayant un chemin, au volant de son pick-up blanc, à travers des champs qui pourraient être inondés bientôt, Mark Grewal, un consultant agricole de 66 ans, souligne que cette plaine qui s'étire sur des kilomètres n'a aucune chance d'échapper à l'inondation. Il ajoute que la fonte des neiges aura des effets bien pires encore : "La fonte massive des neiges en mai va être catastrophique. Ce lac pourrait couvrir des centaines de kilomètres carrés une fois que tout sera tombé dans la cuvette."

—Soumya Karlamangla et Shawn Hubler (de Corcoran, Californie), publié le 2 avril



—Divergentes, extraits
(Managua)

Le serveur s'approche du comptoir et commande quatre bières pour la table numéro cinq. Il s'en empare et se fraie un chemin à travers la foule venue faire la fête à la discothèque El Patrón. Il remet la commande à ses clients avant de répondre aussitôt à l'appel d'un autre groupe : "Deux seltzers et trois bières." Le serveur retourne passer sa commande au bar et ainsi de suite... Il répète ce rituel environ cinq fois en moins de quinze minutes. L'horloge indique 21 h 30 et, à El Patrón, la fête commence à peine.

Dans l'établissement, situé dans le quartier de la Zona Rosa, à Managua, l'ambiance n'est pas différente de celle des six autres discothèques qui se trouvent sur la même avenue : néons, musique à plein régime et danseurs de tous âges qui boivent et se déhanchent dans des espaces restreints. Ici, on est loin de se douter que le Nicaragua souffre d'une crise sociale, politique et économique.

Autour des tables et sur la piste de danse, aucune mention du régime sandiniste ou des

Nicaragua. Danser sous la dictature

Malgré le despotisme de Daniel Ortega les discothèques ne désertent pas à Managua, la capitale. La fête, comme une sorte de thérapie.

prisonniers politiques et aucun policier ou paramilitaire ne sont visibles. En revanche, on danse au rythme de Bad Bunny et de la musique électronique. On boit des bières, des classiques de la marque Toña ou des seltzers, une nouvelle boisson gazeuse alcoolisée. "C'est plein à craquer tous les week-ends, affirme Tadeo, le gérant d'une boîte de nuit assez

réputée dans la capitale, qui a plus de quinze ans de métier. Ces lieux de divertissement ont toujours existé, les gens les connaissent et se les approprient."

Tadeo n'ignore pas la réalité du pays. Il est conscient de la forte vague d'émigration des Nicaraguayens et de la répression que la dictature sandiniste exerce contre les voix dissidentes.

Pour lui, faire la fête ne veut pas dire être irrespectueux ou indifférent à la situation. Au contraire, il s'agit d'une "thérapie" pour ceux qui sont restés au pays : "Les gens ont besoin de sortir, de déconnecter et de s'amuser."

Managua compte plusieurs lieux de divertissement. Les plus populaires se trouvent dans la Zona Rosa, qui regroupe environ treize établissements, qui restent ouverts tous les week-ends, de 18 heures à 5 heures du matin. Selon Tadeo, le succès de chaque lieu dépend du DJ, du prix de la nourriture et des boissons, mais aussi de la *vibe*. El Patrón est l'une des discothèques les plus fréquentées ce soir-là. Ce qui séduit, c'est le jeu de lumières à l'entrée du club, et, plus encore, la cage en métal visible depuis la rue. Une jeune fille portant des vêtements courts fluorescents danse derrière les grilles et attire

l'œil des passants. De nombreuses personnes cherchent une table, mais l'endroit est bondé. À l'intérieur, la musique résonne dans toutes les enceintes. Un groupe d'adolescents se partagent une bouteille de tequila à coups de shots. Ici, discuter est une mission impossible si l'on n'est pas prêt à crier à s'en casser la voix.

Dans les clubs comme le Pipa's, l'El Gara et l'Embassy, la musique est aussi à fond même s'ils sont loin d'être pleins. Au Ron Kon Rolas, l'ambiance est quelque peu différente : le rock est diffusé à un



REPORTAGE

volume qui permet aux gens de se parler plus facilement entre deux bières. Jusqu'à il y a quelques mois, on organisait des concerts de rock dans les discothèques. Des groupes locaux jouaient entre autres des morceaux de protestation contre le régime sandiniste. Cette pratique a pris fin en avril 2022, quand la dictature a lancé une rafle contre les musiciens et que nombre d'entre eux ont dû s'exiler.

Tadeo nous explique qu'à l'époque la police nationale avait averti les propriétaires des bars du secteur que leur établissement

En avril 2022, une rafle contre les musiciens a été lancée. Nombre d'eux ont dû s'exiler.

“Après tout ce que l'on a traversé, j'ai développé des qualités de calme et de créativité.”

Joaquín,
PROPRIÉTAIRE D'UN BAR

serait fermé s'ils continuaient d'accueillir ces groupes contestataires. Ce fut un coup dur, mais ils ont réussi à remonter la pente au cours des mois suivants, même si la situation était loin d'être idéale : “Aujourd'hui, on reçoit encore des groupes, mais ils ne jouent que des morceaux commerciaux. Je crois que les établissements les plus touchés ont été ceux qui débutaient et qui tenaient à présenter des musiciens auxquels beaucoup de jeunes s'identifiaient.”

Lorsque nous arrivons au bar de Joaquín, l'ambiance est un peu éteinte. À 19 h 30, on s'attendrait à trouver plus de monde. À peine quelques tables sont occupées, les uns commandant de la nourriture, les autres quelques bières. Tout comme Tadeo, Joaquín considère que la situation est complexe et changeante. Il estime que le départ en exil de nombreux citoyens l'année dernière a contribué à la baisse de la consommation. Cependant, il garde espoir : “À moyen terme, cet exode devrait provoquer un rebond économique grâce aux transferts d'argent [des exilés], qui représentent des injections de fonds, et, peut-être, une légère reprise pour nous.”

D'après les données officielles publiées par la Banque centrale du Nicaragua (BCN), jusqu'au mois de décembre 2022, on a enregistré une augmentation de 50,2 % des transferts par rapport à la même période de l'année précédente. “On note seulement la diminution de la consommation, poursuit Joaquín. Même si, paradoxalement, on ne ressent pas ce déclin en ville, car les bars de la Zona Rosa sont pleins et l'ambiance est festive.”

Tadeo, à la tête d'un des clubs les plus populaires de Managua, est d'accord avec Joaquín. Il explique que cette prospérité, hypothétique pour le moment, ne profiterait qu'à une poignée de personnes : “Ce sont toujours les mêmes bars et discothèques qui ont du monde, les autres parviennent à peine à maintenir la tête hors de l'eau. C'est même un miracle que certains soient encore ouverts, car

il arrive parfois qu'ils ne voient aucun client de la soirée.”

L'indice mensuel de l'activité économique (Imae), publié par la Banque centrale du Nicaragua, a enregistré une hausse interannuelle vigoureuse de 5,4 % en octobre 2022. “Il est normal de connaître une croissance après deux années de pandémie, indique un économiste. Dans les prochaines années, l'effet des transferts d'argent sera décisif.”

Bien que la consommation continue de baisser dans les établissements comme celui de Joaquín, il n'a pour l'instant pas prévu de quitter le pays tant que c'est encore possible afin de récupérer son investissement. Selon lui, il n'est pas facile de faire ses valises et de partir en laissant tomber ses salariés. “Après tout ce que l'on a traversé en 2018 [des manifestations suivies d'une répression qui a fait 350 morts], la pandémie et la situation politique du pays, j'ai développé des qualités de calme, de maîtrise de moi et de créativité pour m'en sortir.” Il ajoute : “Le fait est que, pour les entrepreneurs, il est extrêmement difficile de faire grandir son affaire. Les charges fiscales sont très lourdes et on ne peut rien dire, car il vaut mieux ne pas se mêler des questions politiques pour éviter de s'attirer plus de problèmes.”

Santé mentale. Des jeunes se hâtent dans le bâtiment Centroamérica, situé dans le quartier du même nom. Ils prennent les escalators et s'approchent de l'entrée d'une des discothèques les plus sélectives de la capitale. L'agent de sécurité scrute les deux hommes qui accompagnent le groupe de femmes avant de, finalement, les laisser passer. Ils s'assoient à une table et commandent des seltzers. Dans les établissements du complexe, la musique et les boissons coûtent un peu plus cher qu'ailleurs dans la ville. L'une des différences avec les discothèques de la Zona Rosa, c'est la climatisation, qui reste allumée toute la nuit puisque le bâtiment est fermé. Les canapés sont également plus confortables et raffinés. Il est 23 h 30.

Carmen, 24 ans, fait partie des jeunes qui se rendent parfois dans les discothèques de la tour Centroamérica. Quand on lui demande ce qu'elle ressent en

☞ **Au Wynwood, l'une des discothèques les plus courues de Managua.** Photo Divergentes

s'amusant alors que son pays vit sous une dictature, la jeune fille répond qu'avant elle se sentait un peu coupable en pensant à la douleur des familles des victimes de la révolte d'avril 2018. À présent, si elle n'est pas indifférente à la situation du pays, son thérapeute lui a conseillé, pour sa santé mentale, d'apprendre à vivre dans un contexte aussi complexe que celui du Nicaragua : “Mes amis pensent la même chose. La première fois que je suis allé en boîte après 2018, ça a été étrange. Je me sentais bien, mais un peu bizarre. Grâce à ma thérapie, j'ai compris qu'il n'est pas sain de rester enfermé et que je peux sortir sans que cela change ma manière de considérer la situation du pays.”

“Nous ne voulons pas nous laisser contraindre. Nous voulons vivre notre jeunesse.”

José Larios, 21 ans

Quand nous entrons dans le bâtiment Centroamérica, nous notons que, sans être complètement vide, aucune discothèque n'est bondée. Pour les serveurs, il est facile de passer entre les tables. La situation change quelques minutes avant minuit, heure à partir de laquelle davantage de clients commencent à arriver. Ils s'installent autour des tables et sur les pistes de danse jusqu'à ce qu'il ne reste presque plus aucun espace de libre.

Ici, l'ambiance semble plus organisée qu'à El Patrón et les autres discothèques de Zona Rosa. Pas besoin de braver la foule; la musique est forte, mais pas au point d'empêcher toute discussion; les agents de sécurité sont plus attentifs aux personnes qui entrent ou sortent du lieu. De nombreux influenceurs arrivent pour faire la promo des fêtes du week-end. Ils prennent des photos, dansent et se mêlent aux autres pour faire des stories qu'ils publieront ensuite sur les réseaux sociaux.

Le dernier week-end d'octobre 2022, pour Halloween, ces lieux étaient surpeuplés. Beaucoup de personnes se sont retrouvées coincées sur le parking, attendant une place pour pouvoir entrer dans la discothèque. “Moi je n'ai pas pu entrer

et je me suis contentée d'aller à El Gara”, déclare une étudiante qui était venue pour participer au concours de déguisements organisé par les discothèques du bâtiment Centroamérica.

Au bout de la nuit. Tadeo précise que, dans ces établissements, l'impact de la crise de 2018 a été moins fort. Ce sont ce qu'il appelle des “niches”. Il est vrai que, chaque week-end, les adolescents et les adultes affluent au Reef, au Downtown ou au Wynwood. Au Wynwood, par exemple, même lorsque la capacité maximale d'accueil est atteinte, les agents de sécurité acceptent tous ceux qui veulent entrer, et peu importe si plus aucune table n'est disponible. Pour ceux qui viennent dans des boîtes de nuit aussi populaires, le plus important est de rester jusqu'à la fermeture.

C'est quelque chose qu'apprécie José Larios, qui a l'habitude de sortir avec ses amis pour ne rentrer que lorsque la discothèque ferme ses portes. Contrairement à Carmen, ce jeune de 21 ans n'a jamais cessé de faire la fête, pas même pendant la pandémie. Il se rendait alors dans des bars qui n'avaient pris aucune mesure sanitaire.

José connaît la situation du pays. Il y a quelques mois, un membre de sa famille qui travaillait dans une institution gouvernementale a dû émigrer aux États-Unis après avoir été licencié parce qu'il “pensait différemment”. Il explique : “La situation au Nicaragua est difficile. Nous en parlons avec mes amis, mais pas non plus pendant des heures. On en discute parce que cela nous touche, mais nous ne voulons pas nous laisser contraindre. Nous voulons vivre notre jeunesse.”

Jusqu'à 3 heures du matin, il y a encore beaucoup de gens dans l'établissement. Une influenceuse connue vient même d'arriver au Reef, de s'asseoir à une table et de commander une boisson. La plupart de ceux qui quittent l'endroit ne rentrent d'ailleurs pas chez eux, mais se rendent dans les deux karaokés du quartier, qui ne ferment qu'à 6 heures ou 7 heures du matin.—

Publié le 4 février

Par crainte d'éventuelles représailles, cet article et ses illustrations ne sont pas signés.

Contexte



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

“Au Nicaragua, plus rien n'arrête la dictature de Daniel Ortega” En février dernier, le régime a déchu de leur nationalité 222 prisonniers politiques expulsés du pays vers les États-Unis, ainsi que 94 autres déjà exilés. Avec une justice aux ordres, l'arbitraire du régime semble sans fin, s'inquiète le site **Connectas**.

SOURCE



DIVERGENTES

Managua, Nicaragua
divergentes.com

Le site gratuit *Divergentes* a été lancé en 2020. Il propose majoritairement des enquêtes sur le Nicaragua et se positionne clairement dans l'opposition au dirigeant Daniel Ortega. Le webzine accorde beaucoup d'importance au visuel, avec de nombreuses infographies, illustrations et photos.

à la une

Ces retraités qui envoient tout balader

Pas question de garder les petits-enfants ou de se consacrer aux mots croisés : une nouvelle génération de retraités cherche à s'affranchir des clichés et à trouver une seconde jeunesse. L'hebdomadaire portugais *Visão* est allé à la rencontre de ces *seenagers* (contraction de *senior* et de *teenager*), libres et résolument tournés vers l'avenir.

—**Visão**, extraits (Lisbonne)

Attendre la retraite avec impatience pour pouvoir passer ses journées en pantoufles devant la télévision, s'occuper de ses petits-enfants ou passer des heures au parc du coin à jouer aux cartes avec les amis ? Halte-là ! très peu pour eux ! Les plus de 65 ans qui ont quitté la vie active en ont assez de ces clichés qui leur collent à la peau.

Certes, tarifs et cartes de réduction dans les transports ou au théâtre leur collent l'étiquette de "seniors", et tout leur dit qu'ils sont entrés dans le "troisième âge". Pourtant, eux ne s'y reconnaissent pas, ni dans leur corps ni dans leur tête. Car ces sexagénaires se trouvent subitement libérés du fardeau des grandes responsabilités (travailler, élever ses enfants) et restent jeunes d'esprit, tout en ayant sur la jeunesse deux avantages non négligeables : de l'argent,

et personne pour leur dire à quelle heure rentrer à la maison.

Bref, ils sont libres ! Eux, ce sont les *seenagers*, contraction de *senior* et de *teenager*, soit des personnes âgées qui gardent une âme d'ado. D'un point de vue économique, on les désigne aussi sous le nom de "génération SKI", de l'anglais *spending your kids inheritance*, car ils dilapideraient l'héritage de leurs enfants – encore faut-il qu'il y en ait un, d'héritage.

Surtout, ils continuent d'apprendre, toujours. La curiosité n'est pas un vilain défaut, c'est une recette pour prolonger l'existence. Garder le corps et l'esprit en mouvement est impératif, la science nous le dit et nous le répète. Et c'est ce qu'illustre bien Isabel qui, elle, ne s'est pas mise à dilapider l'héritage de ses enfants – dans ce pays où les pensions de retraite sont si basses, tout le monde n'a pas de patrimoine à transmettre.



↑ Dessin d'Emma Hanquist, Suède.

Isabel Martins, 69 ans donc, n'a pas toujours eu la santé (on lui a diagnostiqué un cancer de l'intestin il y a quatre ans), et elle n'a jamais roulé sur l'or. Alors, certes, elle n'exerce plus son métier d'institutrice depuis l'âge de 60 ans, mais elle ne s'est vraiment transformée en *seenager* que quand elle a cessé de s'apitoyer sur son sort parce qu'elle était "grosse, laide et sédentaire", qu'elle a déménagé pour les bords du Tage, à Lisbonne, et qu'elle est devenue membre de l'association A Avó Veio Trabalhar ["Mamie est venue travailler"]. "Cette asso n'a rien à voir avec les centres de jour pour personnes âgées. Nous sommes un groupe de femmes, et nous

Le projet Lata 65 propose aux seniors de se mettre au street art dans le quartier de Beato, à Lisbonne.



SOURCE

visão

Lisbonne, Portugal
 Hebdomadaire
visao.sapo.pt
 En 1993, le vieil hebdo tabloïd en noir et blanc *O Jornal* se métamorphosait en un newsmagazine haut en couleur, sorte de *Newsweek* portugais. Beau produit marketing du groupe suisse Edipresse, le titre est aujourd'hui le deuxième hebdomadaire d'information du pays, derrière *Expresso*.

nous retrouvons pour faire ensemble des activités manuelles, des créations traditionnelles mais revisitées à la sauce moderne. Personne ne parle de maladie, et les voyages, on en a un peu fait le tour. Une fois, nous sommes allées camper à Porto Covo, on aurait dit des lycéennes”, s’amuse Isabel.

“Rien ne m’arrête”. La *seenager* a aussi rejoint la batucada Nice Groove, qui répète tous les mercredis à Carcavelos. “Je suis la doyenne, bien sûr”, précise-t-elle tout en attrapant son smartphone pour nous montrer des vidéos de leurs performances. Puis Isabel reprend une gorgée de son cocktail, et se tourne vers les musiciens qui jouent ce soir-là dans le bar que tient son fils, Francisco, 35 ans, en plein cœur du quartier noctambule de Cais do Sodré [à Lisbonne]. “J’ai toujours aimé la bringue, boire un petit verre, danser. Mais après la naissance de Francisco, ça m’intéressait moins. J’étais plus casanière.

Aujourd’hui, rien ne m’arrête.” Sauf, parfois, l’absence de compagnie – alors il y a les amis de son fils qui répondent encore présent le soir. “La bande la plus âgée ne sort plus. Ce sont les jeunes qui me mettent au défi!” Quand on la voit aujourd’hui, toute vêtue d’orange et de rouge, avec les cheveux assortis, on a peine à croire qu’elle ait pu avoir la moindre baisse de forme. Dans ses projets à court terme, il y a quelques voyages (“J’ai envie d’aller aux Pays-Bas, à Paris, et en Italie”), et puis refaire des marchés, où, pour se faire quelques sous en plus, elle vend les bijoux qu’elle fabrique à partir de boutons anciens. À l’avenir, les seniors actifs comme Isabel devraient avoir moins de mal à trouver de la compagnie. Selon le rapport “Projections sur la population résidant au Portugal, 2008-2060” publié par l’Institut portugais de la statistique (INE), la proportion de plus de 65 ans devrait presque

doubler sur cette période, passant de 17,4 % en 2008 à 32,3 % en 2060, avec un ratio de trois personnes âgées pour un jeune. Ce vieillissement n’a rien d’une exception portugaise. Selon l’ONU, la population des plus de 60 ans dans le monde devrait augmenter de 46 % à l’horizon 2030, pour atteindre 1,4 milliard d’individus.

Au Portugal pourtant, nous sommes prisonniers d’un cycle de vie très figé, organisé chronologiquement en trois grandes phases étanches : formation, travail, retraite. “C’est un modèle artificiel qui bascule d’une phase à l’autre alors que le processus de vieillissement, lui, n’est pas fait de bonds, il est continu”, rappelle la démographe Maria João Valente Rosa, professeure à la faculté de sciences humaines et sociales de l’université nouvelle de Lisbonne.

Malgré tous les progrès scientifiques et les avancées en matière de santé et de qualité de vie pour les sexagénaires, “l’âge chronologique détermine beaucoup de ce que les autres attendent de nous, et des portes qui nous restent ouvertes, aussi bien dans l’emploi et la formation que dans les loisirs... On regarde tout de suite la case ‘année de naissance’, or cela appauvrit et dévalorise les individus, et la société tout entière”, estime l’universitaire.

Autrice d’ouvrages sur le vieillissement, dont *Um tempo sem idades* [“Une époque sans âges”, non traduit], Maria João Valente Rosa propose à l’inverse un regard prospectif, tourné non vers les années déjà vécues, mais sur le temps devant soi.

Tatouage et graffitis. Pour António Fonseca, psychologue et chercheur au Centre de recherches pour le développement humain de l’université catholique portugaise, à Porto, “les stéréotypes sur les plus âgés n’ont pas de sens tant cette population est aujourd’hui très hétérogène. À 60-70 ans, certains sont actifs, d’autres sont invalides. Certains font du shopping sur Internet, tandis que d’autres savent à peine se servir d’un distributeur de billets”, précise-t-il.

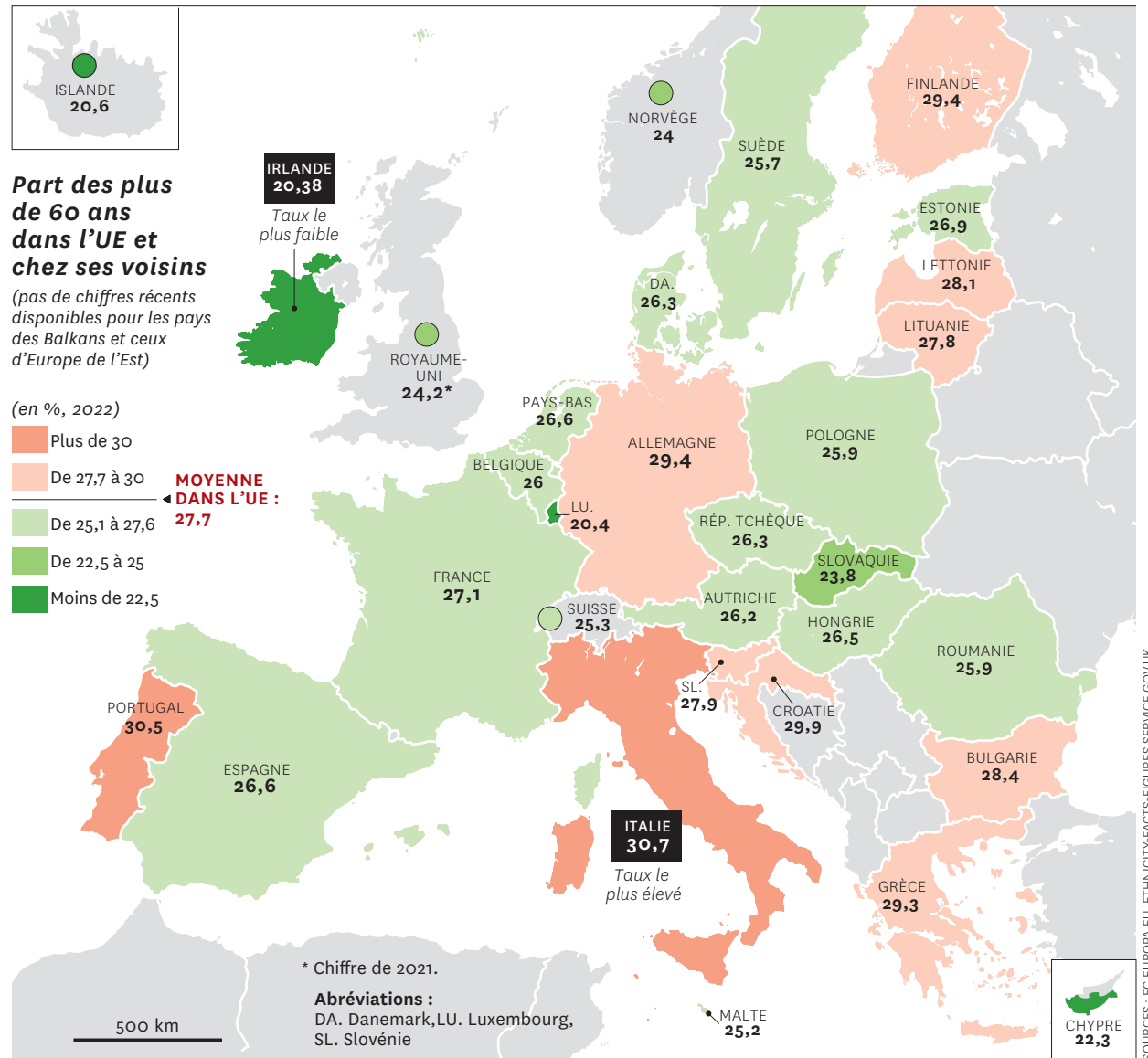
Pour ce qui est de déconstruire les clichés, il y a par exemple le projet Lata 65, qui propose aux seniors de se mettre au street art dans le quartier de Beato, à Lisbonne. Interrogée sur les *seenagers* présents ce jour-là, Lara Seixo Rodrigues, l’une de ses fondatrices, nous désigne d’emblée Almerinda Lopes Bento, ancienne professeure d’anglais. Enfin, “ancienne”, pas tout à fait, puisque Almerinda continue de donner des cours à l’université des seniors de Seixal. “J’ai toujours voulu apprendre le dessin, la peinture, aujourd’hui, c’est ce que je fais à l’université”, confesse-t-elle, crayon en main, tout en esquissant les contours de ce qu’elle peindra le lendemain sur la fresque. Ce week-end, c’est atelier graffiti.

Il y a un an, Almerinda, grande lectrice, s’est fait faire son premier tatouage – un livre, évidemment. Aujourd’hui, comme elle ne travaille plus et qu’elle a le temps de lire (17 ouvrages au compteur l’année dernière), et puisque la pandémie a eu raison du club de lecture dont elle était membre, elle a décidé à son → 26

Société

Rester sensuels
par la danse

●●● Après son départ à la retraite, Gina a longtemps cherché un cours de danse. “Mais à chaque fois, on est soit trop vieux physiquement pour suivre le rythme des jeunes, soit trop jeune par rapport à ce que les gens projettent sur nous.” Enfin, elle a atterri à Planeet Mars (“planète Mars”), et ça a été une révélation : “Ici, on n’est pas vu comme un danseur âgé, bizarre et un peu confus. On peut se mouvoir de façon sensuelle.” Le journaliste du **Standaard Weekblad** est revenu enchanté de son reportage dans cette école de danse de Gand. Les élèves ont entre 60 et plus de 90 ans, mais le cours a l’air de tout sauf du cliché d’une activité pour retraités. Chorégraphies dynamiques, mouvements suggestifs et grande liberté : chacun fait selon ses envies, et ses possibilités. L’enseignant, Koen D’Hous, se bat contre l’idée, très ancrée en Occident, que, passé un certain âge, “on n’aurait plus besoin de sensualité, on devrait mettre son corps de côté”. “Nous déssexualisons les personnes âgées, confirme une professeure de santé sexuelle de l’université de Gand. Et cela les conduit à réprimer leurs besoins. Et quand ce n’est pas eux qui en font un tabou, c’est leur entourage, souvent même leur médecin.” Cette discrimination fondée sur l’âge, appelée “âgisme”, explique le regard négatif que l’on pose sur les personnes âgées, observe le journal belge. “On pense à leur place qu’un goûter karaoké, après lequel ils iraient se coucher de bonne heure, suffit à leur bonheur. Et ce qui est tragique, c’est que nombre d’entre eux s’accommodent de ce rôle passif. Ils s’effacent, censurent leurs désirs, dissimulent leur intimité.” Pas de ça à Planeet Mars. Le but de l’enseignant est que les personnes “découvrent, ou retrouvent, la sensation d’être belles, poursuit l’hebdomadaire. Que leur corps a quelque chose à raconter, même s’il vieillit, même s’il porte ou a porté la maladie, ou s’il n’a plus été caressé depuis longtemps, par leurs propres mains ou celles d’un tiers.” “À force d’être seule, je m’étais complètement perdue, raconte Brigitte. Je travaillais, rentrais chez moi, mangeais et dormais. Ici, j’ai découvert qu’il y avait encore de la vie dans ce corps qui est le mien.”



Adopter tôt certaines bonnes habitudes, de préférence avant 50 ans, peut permettre de gagner douze à quatorze années d'espérance de vie.

Et puis, il faut prendre soin de soi. Pour garder une bonne qualité de vie l'âge avançant, de l'avis de la communauté scientifique, il y a certains principes à respecter. Adopter une alimentation saine (beaucoup de fruits et légumes, peu de graisses et de sucres), limiter l'apport calorique afin d'éviter les problèmes de surpoids, observer de bonnes habitudes de sommeil, pratiquer régulièrement un sport (une pratique douce, rien qui pousse l'organisme dans ses retranchements), continuer de jouer un rôle actif autour de soi, et entretenir des rapports sociaux positifs en sont quelques-uns. Comme l'a montré une étude de la faculté de médecine de l'université Harvard portant sur quelque 120 000 individus pendant près de trente ans, adopter tôt dans l'existence certaines de ces habitudes, de préférence avant 50 ans (le plus tôt est le mieux), peut permettre de gagner douze à quatorze années d'espérance de vie. À l'inverse, ne pas prendre ces habitudes augmente le risque de cancer et de maladies cardiovasculaires.

“L'espérance de vie a beaucoup augmenté, constate Nuno Marques, cardiologue et président de l'Observatoire portugais du vieillissement, fondé en mars 2022, mais nous devons travailler plus activement à l'amélioration de la qualité de vie, en misant sur la prévention tout au long de la vie, sur la promotion d'une bonne hygiène de vie et sur une meilleure prise en charge des convalescences.”

Gualdino a 77 ans et fait du sport depuis qu'il en a 33. Nous le rencontrons parmi 30 autres personnes, dont beaucoup de seniors, qui, chaque samedi matin, se retrouvent pour des randonnées

de 8 à 10 kilomètres dans le parc forestier de Monsanto, encadrées par un professeur d'éducation physique.

“J'en ressens nettement les bénéfices, surtout quand je dois faire des efforts, en particulier au jardin”, confirme Gualdino, qui depuis la retraite s'est pris de passion pour la culture de la terre. Luís, 79 ans, apprécie aussi la bonne ambiance : “L'exercice physique est pour beaucoup dans ma façon de vivre et de voir la vie.”

“Nous devons nous concentrer sur ces années gagnées, insiste la psychologue Daniela Craveiro. Sur le papier, nous vivons aujourd'hui une grande rupture dans les schémas traditionnels du cycle de vie.” Et il est vital de continuer à se sentir utile : “Après la retraite, nous restons productifs, ce n'est pas une période faite uniquement de loisirs. Nous devons pouvoir continuer à interagir pleinement avec la société. C'est par ailleurs bon pour la santé, c'est un moyen de déjouer l'isolement et la dépression.”

Liberté chérie. Des propos qu'illustre parfaitement Isabel Cristina, 62 ans. Depuis que le nid s'est vidé, Isabel (qui a deux filles de 32 et 29 ans, désormais indépendantes, et un petit-fils en bas âge) ne s'arrête pas. En réalité, elle ne s'arrêtaient déjà pas beaucoup avant, son travail l'amenant à beaucoup voyager pour dénicher les collections de mode qu'elle vendait au Portugal. Et puis, il y a six ans, Isabel a décidé de lever le pied, et elle s'est achetée une maison à Grenoble [où elle passe désormais la moitié de l'année].

Elle a appris à contempler les montagnes, à s'occuper de son potager, à se plonger dans la lecture et à apprécier les promenades dans la nature. Mais ce qu'elle aime le plus, c'est la spontanéité, l'absence de contraintes, la liberté d'aller où bon lui semble, sans rien pour la retenir. Isabel Cristina n'a perdu ni le goût des autres ni le plaisir des soirées qui se prolongent. “Mais je me couche tôt, sinon je mets trois jours à me remettre d'une soirée”, s'amuse-t-elle, une cigarette dans une main et un verre de Martini dans l'autre. → 28

Plaisir

Le meilleur sexe du reste de leur vie

●●● “Le dimanche matin en général, après avoir pris un café et des fruits en compagnie de son épouse, David va dans la chambre, avale un Viagra, arrange le dessus-de-lit, prend une douche et, quand il est prêt, Anne le rejoint.” Le poids des années a creusé le matelas. Soixante ans de mariage. Une vie active. Trois enfants. Quelques adultères. Puis la retraite, du temps libre, enfin, pour explorer de nouvelles activités. Et leurs corps, à nouveau. Le couple d'octogénaires américains se livre sans fard sur sa sexualité dans les colonnes du **New York Times**. Un sujet tabou, inconfortable. “Les psychologues l'esquivent, les médecins et les maisons de retraite préfèrent l'ignorer”, soupire le quotidien classé à gauche. Avec le temps, pour beaucoup, la sexualité ralentit. S'arrête. “Mais ceux qui continuent s'y adonnent plus souvent, constate The New York Times. Selon une étude du New England Journal of Medicine, un quart des 75-85 ans disent avoir eu un rapport sexuel au cours de l'année écoulée. Et parmi ce quart, une majorité déclarait vivre des moments intimes deux à trois fois par mois.” Le poids des années contraint, aussi, à s'adapter. Fini le missionnaire. Les massages érotiques et les jouets prennent le relais. “Ils laissent leur téléphone dans la cuisine et le chien de l'autre côté de la porte de la chambre. Ils se font des câlins, se caressent.” Ce type de témoignage, veut croire la journaliste Maggie Jones, peut changer le regard de la société sur le plaisir des personnes âgées. Une sexualité différente. Plus fluide. “Ils ont moins peur de partager leurs désirs. Ils n'ont plus le temps de se prendre la tête.” Juste celui de prendre leur pied.

Musique

À Leeds, les vieilles punks “n'en ont plus rien à foutre”

●●● “Je n'ai plus rien à foutre de ce que les gens pensent de moi.” Alison Dunne se lâche, auprès du **Guardian**. À 58 ans, la Britannique vient d'intégrer un collectif irrévérencieux et radical de Leeds, dans le nord de l'Angleterre. Un ensemble de groupes punks pour “vieilles”, chapeauté par le projet Unglamorous Music, fondé début 2022 par Ruth Miller, une habitante de la ville. “Ce n'est certainement pas un truc de ‘gentilles mamies qui goûtent au punk’ : on s'éclate vraiment”, prévient Alison Dunne – nom de scène : Fish. En l'espace de quelques mois, le collectif est parvenu à constituer douze groupes différents, tous montés sur scène pour un concert organisé dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, en mars. Aucune expérience musicale requise, “ce qui compte, c'est l'envie d'y aller”, s'enthousiasme le quotidien londonien. Fish, ancienne productrice de théâtre, admet bien volontiers “à peine savoir jouer de l'ukulélé”. Mais les chansons “sont géniales”, se félicite Ruth Miller. “La gamme de passe-temps considérés comme acceptables pour une femme d'un certain âge est très limitée, déplore la sexagénaire. Si vous aimez la musique par exemple, on s'attend à ce que vous rejoigniez une chorale. Or nous avons beaucoup de choses à dire sur tout ce qui nous met en colère.” Cet esprit rebelle revendiqué, fidèle à l'histoire de Leeds, berceau du mouvement postpunk, transpire jusque dans les paroles de The Verinos, le groupe de la fondatrice : “Raise your eyebrows; we don't care / 'Cos we're not gonna do the things we're supposed to do, oh yeah” (“Votre désapprobation, on s'en fout / On ne fera pas ce que vous attendez de nous”).



Décryptage

Le Royaume-Uni est devenu une gérontocratie

●●● Une profonde fracture générationnelle divise le Royaume-Uni en deux, s'inquiète le mensuel **The Critic**. D'un côté, les retraités. De l'autre, la génération Z.

Et les milléniaux. "Jusqu'à un certain point, nous ne sommes plus une démocratie mais une gérontocratie", ose même le mensuel conservateur.

Un coup d'œil sur la politique des torys depuis leur arrivée au pouvoir, voilà bientôt treize ans, suffit pour mesurer l'ampleur du déséquilibre.

"Mû par une vision court-termiste de la politique dans une société vieillissante", le Premier ministre David Cameron (2010-2016) a choisi de cajoler les retraités, catégorie de la population indispensable "pour espérer conserver les sièges clés au Parlement".

Une exonération de redevance télé par-ci, un abonnement de transport gratuit par-là. "La relation de Cameron avec les plus de 60 ans ne se caractérisait pas par un soutien associé à une discipline, mais plutôt à du clientélisme", déplore le journaliste Mike Jones. Faute d'idées nouvelles, ses successeurs, de Theresa May à Rishi Sunak, se sont inscrits dans ses pas sans sourciller.

"Résultat, les dirigeants conservateurs préfèrent se concentrer sur l'allocation de ressources aux retraités plutôt que sur le développement de l'économie en général. Dans le même temps, les députés de la majorité votent des hausses de taxes qui frappent les jeunes générations de manière disproportionnée."

Les milléniaux "paient au prix fort les pensions de leurs aînés, alors qu'un retraité sur quatre est théoriquement millionnaire", grâce à un patrimoine boosté par l'explosion des prix de l'immobilier depuis trente ans, fustige **The Critic**.

À la une



"LA RETRAITE, RÊVE OU CAUCHEMAR" ?

Il n'y a pas qu'en France que la question des retraites fait l'actualité. Dans son édition du 9 mars, l'hebdomadaire allemand **Die Zeit** consacre lui aussi sa une à cette période qui "ressemble un peu à l'enfance, mais avec une certaine indépendance financière et aucun parent" pour nous épauler. Un moment que beaucoup de travailleurs voient comme "l'apogée de leur vie professionnelle", et dont la nécessité ne fait quasiment pas débat. Pourtant, estime le titre de gauche, la vie d'un retraité n'est pas toujours rose. Après une première phase de "lune de miel", "la satisfaction des retraités diminue" souvent – sans doute parce qu'il n'est pas si simple d'occuper ses journées sans activité professionnelle. "Tout le monde ne trouve pas de satisfaction à écrire un roman ou s'occuper de ses petits-enfants."



27 ← Pour son ami Jaime Pereira Gomes, 64 ans, le plus précieux reste le partage. La science lui donne raison : avoir des amis, c'est bon pour la santé. Lui a travaillé de 26 à 62 ans comme informaticien dans le secteur bancaire, sans jamais quitter Lisbonne. "Et puis il y a deux ans, j'en ai eu assez, ça ne me plaisait plus." Il a alors vendu sa maison et a fait ses comptes : cela lui laisse de quoi subvenir à ses besoins jusqu'à 66 ans – il a deux enfants, deux beaux-enfants, quatre petits-enfants et trois ex-femmes, mais plus de charge financière à assumer.

Refaire sa vie. "La danse, c'est mon activité favorite : je suis un dancing king !" dit-il en riant. Il y a un an, Jaime a donc tout plaqué pour aller vivre à São Roque, dans l'intérieur du Brésil, où il s'est installé avec sa nouvelle épouse brésilienne et les trois enfants de celle-ci. Il vit dans une ferme, et s'occupe du jardin, fait de la gym, du yoga, du Pilates et d'autres activités "plus tournées vers la spiritualité". Il doit repasser à Lisbonne ce mois-ci avec sa femme, à l'occasion de l'anniversaire de l'un de ses petits-enfants, puis ils en profiteront pour voyager en Europe – sans attaches, mais pleins d'entrain.

"La vieillesse est très loin aussi du cliché d'autrefois, avec parents, enfants et petits-enfants réunis sous le même toit et cohabitant dans l'harmonie, l'entraide et la solidarité", explique le psychologue António Fonseca. Et l'un des grands défis, c'est le logement. Lui qui est aussi chercheur et auteur

du livre *Ageing in Place. Envelhecimento em casa e na comunidade* ["Vieillir chez soi et parmi les siens", non traduit en français] défend la maison comme le bon endroit où vieillir. "C'est la solution la plus naturelle, là où l'individu garde la maîtrise des dynamiques du quotidien, son autonomie, sa vie privée. C'est un lieu attaché à l'identité, une notion très importante quand on vieillit – on perd tant d'autres choses, explique le psychologue. Quand je parle de vieillir à la maison et dans sa communauté, je pense plus généralement à une vie qui reste active socialement – vivre reclus, ce n'est pas mieux que de vivre placé dans une institution."

De nouvelles formes d'habitat voient également le jour, rares encore au Portugal, mais avec un succès certain ailleurs en Europe et aux États-Unis. C'est le cas par exemple du *cohousing*, ou habitat groupé [générationnel], dans des "maisons partagées" où chacun a son logement totalement indépendant, combiné à des espaces communs favorisant les moments de partage, et du *coliving*, sur un modèle plus proche de la colocation. "Ces solutions permettent de lutter contre le risque d'isolement, de garder plus longtemps un sentiment de contrôle sur son lieu de vie, et sont par ailleurs avantageuses financièrement", poursuit António Fonseca.

Contre l'isolement des aînés, le centre communautaire de Vermoim/Sobreiro, qui fait partie de l'antenne à Maia [district de Porto] de la Santa Casa da Misericórdia [réseau d'établissements de santé catholiques très présent au Portugal],

propose entre autres activités la chorale. “Ce n’est pas une thérapie à proprement parler, mais l’effet est thérapeutique. Cela remue beaucoup, émotionnellement parlant”, fait remarquer António Miguel Teixeira, le chef de chœur de cette formation baptisée Cor da Voz. Quand le groupe commence à chanter (chants traditionnels, chansons portugaises et compositions originales), on croirait voir les soucis s’envoler, et les yeux se mettent à briller un peu plus fort. “Certains de nos chanteurs étaient très isolés et ont vécu une vraie transformation.”

“Grandir”. À Sobreiro, un quartier défavorisé, le centre a beaucoup fait pour resserrer les liens entre les habitants. “Ici, tous les participants sont égaux et chacun apprend des autres”, insiste son directeur, Mário Figueiredo. Domingos Vasconcelos, 78 ans, enseignant à la retraite, se souvient d’une répétition du Cor da Voz lors de laquelle les choristes avaient échangé sur les coutumes et traditions. “Il y avait une dame très timide au début, qui a eu l’air de grandir à mesure qu’elle parlait.”

Maria José Teixeira, 69 ans, a longtemps été la cuisinière du centre, et à force d’écouter les choristes, elle se voyait bien se joindre à eux une fois venue l’heure de la retraite. “Je ne suis pas du genre à rester chez moi à ne rien faire”, explique-t-elle. Elle chantait déjà dans le chœur de son église, et unir sa voix à celle des autres est pour elle source “de paix, de joie et d’amour”. D’autres activités sont proposées par le centre : des ateliers d’artisanat, de stimulation cognitive ou des parties de cette pétanque adaptée qu’est la bocchia.

Malheureusement, au Portugal, 71,4 % des plus de 65 ans souffrent d’une maladie chronique ou d’une affection longue durée. Car dans le vieillissement entrent en jeu de très

✎ Dessins d’Emma Hanquist, Suède.

Société

En Allemagne, repenser la vieillesse

●●● En Allemagne, des retraités tentent d’inventer de “nouveaux modèles de vie”, annonce **Der Spiegel**. L’aide à la personne y sera bientôt limitée faute de personnel. Les baby-boomers doivent donc se préparer à “l’effondrement des soins” qui s’annonce pour leurs vieux jours. “Et même s’ils n’ont pas besoin de soins, les boomers doivent construire d’autres relations sociales que leurs prédécesseurs” en raison de la hausse du taux de divorce et de la distance géographique qui les sépare souvent de leurs enfants. Tous ces changements poussent les seniors à repenser leur manière d’appréhender la vieillesse, estime le titre de Hambourg. D’autant que, quand ils arrêtent de travailler, ils sont “souvent en meilleure forme que les retraités des générations précédentes”. Des initiatives originales comme la création de “maisons plurigénérationnelles” ou des partenariats entre des crèches et des associations de lutte contre la démence sénile sont de plus en plus fréquentes. L’objectif : mettre en relation jeunes et personnes âgées, pour lutter contre l’isolement social et permettre aux seniors de rester autonomes le plus longtemps possible.

2,1 milliards

DE GRANDS-PARENTS D’ICI VINGT-CINQ ANS. **The Economist** évalue le nombre de “papis et de mamies” à 22 % de la population mondiale à l’horizon 2050. “Ce serait légèrement plus que la part des moins de 15 ans”, précise l’hebdomadaire britannique, étonné de l’absence d’intérêt universitaire pour cette catégorie de l’humanité. “Nous avons dû demander à deux chercheurs de faire des estimations à partir des chiffres de l’ONU, adaptés en fonction de la démographie et des structures de parenté dans chaque pays.” L’âge moyen des nanas et des gramps varie significativement selon les régions du globe, de 53 ans en Ouganda à 72 ans au Japon. Cette entrée dans “l’ère des grands-parents”, comme l’appelle le magazine libéral, “aura de profondes conséquences” et “pourrait permettre, grâce à la garde d’enfants, d’achever une révolution sociale d’ampleur : l’intégration des femmes dans le marché du travail”. Parfois, concède **The Economist**, “au détriment de la vie personnelle des plus âgés”.

nombreuses variables : outre l’hygiène de vie et les sources de stress, des facteurs génétiques, épigénétiques et environnementaux jouent aussi un rôle important.

“C’est un champ qui doit être abordé de façon multidisciplinaire et pour lequel nous devons, pour être efficaces, chercher des solutions diverses et personnalisées, car le poids de ces facteurs diffère d’un individu à l’autre”, affirme Nuno Marques, médecin à l’Observatoire portugais du vieillissement.

Les chercheurs courent après le secret de la jeunesse éternelle – pas celle qui lifte les visages, non, mais ces remèdes qui pourront vraiment retarder le vieillissement, c’est-à-dire prévenir certaines maladies liées à l’âge, causées par la dégénérescence cardiaque ou neurologique.

L’année dernière, une équipe de l’université de Cambridge a réussi à rajeunir de trente ans des cellules de peau prélevées sur une femme de 53 ans, grâce à des procédés de reprogrammation cellulaire dérivés de ceux qui avaient donné naissance à Dolly, la première brebis clonée. Le monde s’est ébaubi devant cette cure de jouvence qui semble nous promettre de pouvoir retrouver la peau de nos 20 ans. Mais le plus important serait de pouvoir appliquer cette découverte à d’autres tissus de l’organisme.

La recherche sur le vieillissement continuera à n’en pas douter de susciter des polémiques, mais elle mobilise aujourd’hui des scientifiques de renom, et les investissements de poids lourds du secteur des technologies, à l’image de Google, qui s’est doté du laboratoire spécialisé Calico Life Sciences, ou d’Altos Labs, soutenu par le magnat d’Amazon, Jeff Bezos. Et cela en dit long sur le changement de regard : le vieillissement n’est plus conçu comme un processus naturel, mais comme une maladie qu’il faut soigner, et peut-être guérir.

Au stade des essais cliniques, de nouvelles cures de jouvence retiennent déjà l’attention par les résultats qu’elles ont donnés sur des cellules ou des cobayes. Ainsi la metformine, utilisée dans le traitement du diabète de type 2, s’est révélée prometteuse pour rajeunir des cellules et des tissus. La quercétine, présente dans certains fruits et légumes et vendue déjà sous forme de complément alimentaire, a montré son

efficacité pour retarder ou prévenir certaines maladies sur des animaux, mais des essais chez l’homme doivent encore être menés. La rapamycine, un immunosuppresseur utilisé sur les patients greffés pour prévenir les rejets, a augmenté de 60 % l’espérance de vie en bonne santé chez des rats d’âge moyen. Reste encore, pour toutes ces molécules, à en maîtriser les effets secondaires pour éviter qu’elles ne s’attaquent aux cellules en bonne santé.

La science, on le sait, a besoin de temps. Faute de solution miracle à ce jour, il n’y a pas trente-six façons de mettre toutes les chances de son côté : éviter tout ce qui est mauvais pour la santé, et, surtout, faire ce qui vous plaît, aussi longtemps que possible.

—**Lúisa Oliveira et Joana Loureiro,** publié le 16 février



trans- versales.



sciences

Économie 32
Signaux 33

Ce que le tatouage fait à notre corps

Biologie. Lorsque des aiguilles encreées pénètrent dans notre peau, notre système immunitaire se met en branle. Les scientifiques ne savent pas exactement si ce qui se joue alors est bénéfique ou pas pour notre organisme.

—The Atlantic, *extraits*
(Washington)

En 2018, j'ai payé un type plus de 200 dollars pour qu'il me plante à plusieurs reprises des aiguilles dans la peau du poignet droit. J'avais l'impression d'être attaqué par une cavalerie de crabes microscopiques. Chaque piqûre servait à injecter de l'encre noire, avec pour but de dessiner des guillemets. C'était mon premier tatouage, et ce ne sera probablement pas le dernier.

La pratique du tatouage est apparue il y a des milliers d'années, et peu de choses ont changé depuis. Il s'agit toujours d'infliger des blessures permanentes à la peau sous la forme de dessins colorés que nous trouvons plaisants à l'œil. Mais elle conserve une grande part de mystère : les scientifiques ne savent toujours pas pourquoi certains tatouages s'effacent

rapidement, pourquoi d'autres restent alors qu'ils sont censés disparaître, ni comment ils réagissent à la lumière. L'une des énigmes les plus étranges et les moins étudiées est la raison pour laquelle les tatouages persistent tout court. Notre système immunitaire fait constamment tout ce qu'il peut pour les détruire, et comprendre pourquoi il échoue pourrait nous éclairer sur l'une des fonctions les plus importantes de notre corps, même si nous laissons notre peau comme une toile vierge.

Lorsqu'une personne se fait tatouer, son corps considère cela comme une agression. La peau constitue la "première barrière" du système immunitaire contre les attaques extérieures, explique Juliet Morrison, virologue à l'université de Californie à Riverside, et elle est très riche en cellules de défense qui agissent rapidement face à l'ennemi. Le principal objectif de ces cellules est de repérer tout corps étranger et de le détruire pour que le processus de guérison puisse commencer.

Cette mission est généralement couronnée de succès, ce qui permet aux brûlures de cicatriser, aux cicatrices de s'estomper et aux croûtes de tomber. Sauf, pour une raison inconnue, lorsque de l'encre est de la partie. Les pigments des encres de tatouage contiennent des particules de grande taille qui sont difficiles à dégrader par les enzymes des cellules immunitaires. Lorsque les encres sont avalées par des cellules immunitaires du derme comme les macrophages – qui passent leur vie à dévorer des agents pathogènes, des débris cellulaires et autres saletés –, elles deviennent l'équivalent microscopique d'un chewing-gum. Les particules de pigment se logent dans les entrailles des macrophages, refusant d'être décom-

Le goût des macrophages pour l'encre peut aider à expliquer pourquoi les tatouages sont si tenaces.

posées. Si l'on voit l'encre sur le corps, ce n'est pas seulement parce qu'elle s'est mêlée aux cellules de la peau, mais aussi parce qu'elle reluit dans le ventre des macrophages qui ne parviennent pas à la digérer.

Sandrine Henri, chercheuse au Centre d'immunologie de Marseille-Luminy, en France, et ses collègues ont découvert que le goût des macrophages pour l'encre peut aider à expliquer pourquoi les tatouages sont si tenaces, même après la mort de ces cellules immunitaires. Lorsque les macrophages parviennent au terme de leurs quelques jours ou semaines de vie, ils se désagrègent en libérant les pigments qu'ils contiennent.



↑ Dessin de Beppe Giacobbe, Italie.

Mais ces pigments sont immédiatement recapturés et dévorés par d'autres macrophages situés à proximité, qui prennent en quelque sorte le relais, à quelques micromètres de distance. C'est moins que l'épaisseur d'un cheveu humain.

Avec le temps et au fil des transferts de l'encre d'une cellule à une autre, les bords des tatouages peuvent devenir un peu flous. Certains pigments peuvent également être transportés dans les ganglions lymphatiques. Ces pôles de grande activité immunitaire ont généralement une teinte blanchâtre. Mais chez les personnes très tatouées, ils peuvent

Peut-être que le fait de se faire tatouer fréquemment offre un entraînement régulier et à faible intensité au système immunitaire.

finir par prendre *“la couleur de l'encre”*, explique Gary Kobinger, immunologue au Laboratoire national de Galveston de la faculté de médecine de l'université du Texas. Mais, globalement, l'encre reste à l'intérieur des macrophages et le tatouage demeure. Ce cycle infini d'ingestion, régurgitation et réingestion, poursuit Sandrine Henri, est peut-être l'une des raisons pour lesquelles il est si difficile d'effacer les tatouages au laser. Il expliquerait également pourquoi certains tatouages *“temporaires”* ne s'estompent pas comme annoncé dans les publicités.

Les scientifiques ne savent pas encore si l'engorgement d'encre que subissent les macrophages a des conséquences. *“Et s'ils se retrouvaient en fait forcés à s'occuper de ces amas de pigments étrangers au lieu de faire de la surveillance immunitaire?”* conjecture Juliet Morrison. Les macrophages engorgés pourraient être moins à même de capturer des substances plus dangereuses, comme des agents pathogènes. Selon une étude publiée l'année dernière, les pigments des tatouages peuvent modifier les protéines que produisent les macrophages et les signaux qu'ils envoient aux autres cellules. On ne sait pas si cela n'a aucune incidence du tout ou si cela peut pousser la cellule à réagir de manière excessive, ou au contraire insuffisante, à un corps étranger, ce qui pourrait desservir le système immunitaire si un nouveau tatouage provoque une inflammation, une infection ou des allergies.

Les infections sont rares avec les tatouages : elles se produisent chez 0,5 à 6 % des personnes et sont le plus souvent d'origine bactérienne. Mais dans certains cas extrêmement rares, les amateurs d'art corporel peuvent devenir la proie de virus dangereux, notamment celui de l'hépatite C. Heureusement, grâce aux

progrès de l'hygiène, la plupart des personnes tatouées *“n'attrapent rien du tout”*, nous rassure Danielle Tartar, dermatologue à l'université de Californie à Davis.

Il y a quelques années, une équipe de chercheurs dirigée par Jennifer Juno, immunologue à l'université de Melbourne, en Australie, a mélangé de l'encre de tatouage à un vaccin pour voir où la substance aboutirait dans le corps de souris et de macaques. Rien n'a laissé penser que les pigments *“contrariaient”* les cellules immunitaires, rapporte-t-elle, ou qu'ils les tuaient. L'encre semblait n'avoir également aucune incidence sur l'efficacité du vaccin.

Quelques petites lésions de la peau (faites par un professionnel utilisant un matériel stérile et hypoallergénique) pourraient même garder les cellules immunitaires avoisinantes en bonne santé. Des études montrent aujourd'hui que les macrophages et d'autres cellules immunitaires innées sont capables de se souvenir brièvement de certaines de leurs rencontres passées avec des corps étrangers, ce qui leur permettrait de mieux répondre aux agressions futures. (C'est, bien sûr, ce qui fait tout l'intérêt de la vaccination, mais les vaccins ciblent les cellules de la réponse immunitaire adaptative, qui se prêtent beaucoup mieux à ce procédé.)

Pour comprendre certains des effets immunitaires induits par les tatouages, Christopher Lynn, anthropologue à l'université de l'Alabama, a étudié des personnes très tatouées dans différentes parties du monde. Avec son équipe, il a découvert que les personnes qui passaient souvent sous les aiguilles encrees avaient dans le sang des niveaux plus élevés de certaines molécules du système immunitaire – y compris des anticorps – que celles qui se faisaient rarement tatouer (du moins pendant une courte période). Peut-être que le fait de se faire tatouer fréquemment, suppose Christopher Lynn, offre un entraînement régulier et à faible intensité au système immunitaire, gardant en forme certains éléments de notre arsenal de défense.

Avoir davantage d'anticorps n'est cependant pas synonyme d'une meilleure immunité, prévient Saranya Wyles, chercheuse en dermatologie à la clinique Mayo, et on ne sait pas combien de temps dure cet effet immunogène du tatouage. Et comme Saranya Wyles et ses collègues n'ont pas réalisé d'essai clinique où des personnes se feraient tatouer et d'autres non, ils ne peuvent pas formellement prouver que l'augmentation du taux d'anticorps est le résultat direct d'un tatouage. Il est possible, observe la dermatologue, que les personnes possédant naturellement des taux plus élevés de certaines molécules ou cellules immunitaires soient

plus enclines à multiplier les tatouages parce qu'elles sont moins susceptibles de mal y réagir.

Le tatouage serait alors davantage une façon de mettre son corps à l'épreuve, ce qui, d'une certaine manière, concorde avec la motivation de l'art corporel dans de nombreuses cultures : montrer sa tolérance à la douleur. De toute façon et même dans le meilleur des cas, ajoute Christopher Lynn, le tatouage aura des limites. *“Je ne pense pas qu'il puisse guérir les rhumes”* ou quoi que ce soit d'autre.

Que les tatouages renforcent ou non l'immunité, ils pourraient en tout cas inspirer une technologie qui le ferait. L'équipe de Gary Kobinger est l'une des nombreuses qui explorent la possibilité d'utiliser les techniques de tatouage pour administrer les vaccins et les rendre plus puissants, plus efficaces et plus faciles à prendre. La plupart des vaccins actuels sont injectés dans les muscles, qui ne sont pas très fournis en cellules immunitaires. Il faut du temps et des doses relativement importantes pour amorcer le processus d'immunité. La peau, en revanche, est *“un endroit formidable pour administrer des vaccins”*, assure Gary Kobinger : *“Les cellules immunitaires sont déjà sur place et la réaction est immédiate.”*

Il existe une technique d'administration de vaccins par voie intradermique,

Les infections sont rares avec les tatouages et sont le plus souvent d'origine bactérienne.

c'est-à-dire dans les tissus situés sous la peau, qui a été utilisée pour la vaccination contre la variole, la tuberculose, la rage et, récemment, la variole du singe. Mais cela requiert un certain apprentissage, et quand les aiguilles manquent leur cible, l'efficacité du vaccin peut diminuer de façon drastique.

Selon l'immunologue, des machines à tatouer munies de flacons de vaccin permettraient, en théorie, d'éviter ce problème. Lors de ses expériences avec divers vaccins, la méthode du tatouage a systématiquement été plus efficace que l'administration par voie intradermique. D'autres études (mais pas toutes) ont obtenu des résultats tout aussi encourageants. Si la technologie progresse, poursuit Gary Kobinger, les gens pourraient un jour avoir besoin de moins d'injections de certains vaccins, ce qui économiserait du temps et de l'argent, et éviterait beaucoup d'inconfort. Aucune encre ne serait utilisée avec ces aiguilles, mais elles nous laisseraient une empreinte permanente.

—Katherine J. Wu, publié le 22 mars

En bref

Mâles chimériques

GÉNÉTIQUE — Une étude parue dans **Science** révèle que, chez les fourmis folles jaunes, les individus mâles sont des chimères. Des organismes dans lesquels plusieurs ADN différents cohabitent. En l'occurrence, ils porteraient en eux deux ADN différents. L'un propre aux reines et l'autre spécifique aux fourmis ouvrières, mais jamais les deux en même temps dans une même cellule. Une stratégie qui *“permettrait aux fourmis folles jaunes de coloniser de nouveaux écosystèmes”*, écrit **Nature**.

Oiseaux toxiques

BIODIVERSITÉ — Des chercheurs ont découvert que deux espèces d'oiseaux connues de Nouvelle-Guinée, appartenant à l'ordre des passereaux, avaient des plumes vénéneuses. Ils *“sont armés de la batrachotoxine, l'une des plus puissantes neurotoxines [naturelles] connues”*, écrit le site **IFLScience**. Le poison viendrait de l'ingestion de certains coléoptères qui le synthétisent. Une fois digéré, il serait dirigé exclusivement vers l'épiderme et assimilé progressivement par les plumes en développement.

D'un règne à l'autre

INFECTION — Un champignon provoquant la maladie du plomb parasitaire chez des rosiers, des poiriers et des rhododendrons a été retrouvé dans les tissus de la trachée d'un homme en Inde. *“Ce premier cas documenté d'une telle infection constitue un exemple rare d'un agent pathogène qui semble faire un bond énorme à travers les règnes de l'arbre du vivant”*, écrit **ScienceAlert**. L'individu affecté a pu être soigné et ne présente plus aucun signe de la présence du champignon, mais les spécialistes appellent à garder un œil sur les pathogènes capables de passer d'un règne à un autre.

ÉCONOMIE



Le FMI vient au secours de l'Ukraine

Financement. Kiev va recevoir 15,6 milliards de dollars du Fonds monétaire international, qui, pour la première fois, accorde un prêt à un pays en guerre.



—Oukraïnska Pravda, extraits (Kiev)

Tard dans la soirée du 21 mars, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé qu'il était parvenu à un accord avec le gouvernement ukrainien au sujet d'un nouveau programme. À la différence du précédent dispositif [de quatre mois], dit de "surveillance du programme économique" [dont les résultats ont été jugés concluants], il prévoit de fournir un financement important.

Une fois le plan approuvé par le conseil d'administration du FMI [ce qui a été fait le 31 mars, avec le déblocage de 2,7 milliards de dollars], l'Ukraine devrait recevoir 15,6 milliards de dollars

“En démontrant notre capacité à tenir, nous avons incité le FMI à revoir sa politique de crédit.”

Andriy Pychniy, GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'UKRAINE

[14,3 milliards d'euros] au cours des quarante-huit prochains mois. Et ce n'est pas tout. Ce plan devrait aussi aider Kiev à obtenir des dizaines de milliards de dollars d'autres partenaires, ce qui sera utile non seulement pendant la phase active de la guerre, mais aussi après sa conclusion. [Le plan s'intègre dans un programme global de 115 milliards de dollars, dont un allègement de la dette de 20 milliards, 60 milliards de dollars de prêts et 20 milliards de dons par des partenaires bilatéraux et multilatéraux.]

Exigences. Ce programme est unique : pour la première fois, le FMI [créé en 1944] accorde un financement à un pays placé dans une situation d'incertitude économique sans précédent. Toutefois, pour recevoir l'argent, le gouvernement devra satisfaire à plusieurs exigences. Entre autres, ne pas aggraver sa situation financière et ne pas prendre de mesures affaiblissant ses recettes fiscales. [L'Ukraine s'est engagée à revenir sur des décisions prises au début de l'invasion russe. Par

exemple, le taux de TVA sur le pétrole et le gazole repassera à 20 % cet été et l'impôt sur les petites entreprises sera relevé de 2 à 5 %].

Bien que le FMI ne s'interdise pas officiellement de soutenir un État en guerre, il ne peut pas accorder de financement sans pronostic macroéconomique

Kiev devra de toute façon remplir les critères du FMI pour rejoindre l'Union européenne.

clair. Or il est impossible de faire ce type d'évaluation dans un pays en guerre.

“C'est un cadeau assez particulier que l'Ukraine offre au monde, en fin de compte. En faisant la démonstration de notre volonté et de notre capacité à tenir, nous avons incité le FMI à revoir sa politique de crédit et à envisager la possibilité de travailler avec les pays soumis à des facteurs exogènes et qui se trouvent dans des conditions d'incertitude”, déclare Andriy Pychniy, le gouverneur de la Banque nationale d'Ukraine, qui a participé aux négociations avec le FMI.

Le programme est divisé en deux étapes : la guerre et l'après-guerre. À chaque étape correspondent différentes exigences. Dans la première phase, qui devrait durer entre douze et dix-huit mois, l'objectif clé sera le soutien de la stabilité fiscale, tarifaire et financière.

La deuxième phase va durer entre trente et trente-six mois, pendant lesquels les réformes structurelles passeront au premier plan. En particulier, l'Ukraine devra introduire des réformes visant à reconstruire l'économie, renforcer la stabilité financière et garantir la croissance économique à long terme. Les mesures liées à l'intégration dans l'Union européenne joueront également un rôle important. Dans le secteur financier, les exigences du FMI ne changeront pas, la principale restant le soutien à l'indépendance de la banque centrale contre toute intervention politique.

L'aide du FMI est d'autant plus indispensable que le déficit du budget de l'État a atteint un niveau record à cause de la

guerre. Ce déficit ne fait qu'augmenter. Ainsi, le jour même de l'annonce du FMI, le 21 mars, les députés ukrainiens ont augmenté de 500 milliards de hryvnias [13,6 milliards de dollars] le budget de la défense.

Certes, le gouvernement ne pourra pas utiliser les fonds du FMI pour les besoins de l'armée, mais cela permettra de financer d'autres postes : les services sociaux, l'éducation, la santé. *“Tout l'argent des partenaires étrangers est regroupé dans un fonds spécial à partir duquel sont financées la majorité des dépenses de l'État. Par conséquent, techniquement, le financement de l'éducation ou de la médecine, grâce aux bourses et aux crédits, libère des ressources que l'État peut réattribuer à l'armée”,* explique Vitaliy Vavrychtchouk, spécialiste en macroéconomie.

Dans le même temps, l'Ukraine doit rembourser ses dettes antérieures auprès du FMI. Ce qui diminue les réserves de la banque centrale et pèse sur le budget, en détournant des ressources précieuses. En 2023, l'Ukraine doit verser au FMI environ 3,15 milliards de dollars.

Transparence. Par ailleurs, le plan du FMI comporte un volet politique. En particulier, les gouvernements des pays donateurs ont besoin de la plus grande transparence sur les besoins macroéconomiques de l'Ukraine et sur sa politique économique. *“Pour nos partenaires, il est important que le FMI évalue positivement l'efficacité de notre utilisation de l'aide internationale. On évitera ainsi d'être accusé d'accorder des financements sans aucune condition et sans contrôle approprié. Ces accusations proviennent souvent des oppositions politiques aux gouvernements qui aident l'Ukraine”,* poursuit Vitaliy Vavrychtchouk.

L'Ukraine est en mesure de satisfaire aux exigences du FMI et d'utiliser une grande partie du financement prévu dans le cadre du programme. De plus, les conditions fixées, en particulier dans la première phase, ne sont pas très compliquées. *“Dans la première étape, les conditions sont simples et sont centrées essentiellement sur [...] le renforcement de la stabilité macroéconomique et sur certaines mesures de lutte contre la corruption [y compris*

par des voies législatives], car ces points restent cruciaux pour les partenaires internationaux”, commente l'économiste ukrainienne Olena Bilan.

Enfin, les réformes réclamées par le FMI dans le cadre de la deuxième phase correspondront au cap adopté par Kiev dans la logique de son entrée dans l'Union européenne. Autrement dit, l'Ukraine devra de toute façon remplir ces critères pour confirmer ses intentions et enfin rejoindre l'UE.

Il faut en outre souligner que ce programme est le résultat d'une volonté politique. Le travail a commencé après le retour d'Ukraine de la directrice générale du FMI [en visite à Kiev le 22 février]. Kristalina Georgieva a été impressionnée non seulement par les destructions, mais aussi par la capacité des Ukrainiens à s'adapter et assurer le fonctionnement des infrastructures essentielles et financières dans des conditions aussi difficiles. D'après le gouverneur de la banque centrale, elle a été frappée de voir à quel point Kiev était propre et soignée en pleine guerre. *“Ça été un moment clé, le symbole de la résistance de l'Ukraine, de ses capacités au plan mental et pas seulement au plan économique”,* assure Andriy Pychniy.

Cette volonté politique du FMI pourrait devenir un facteur supplémentaire de pression sur le gouvernement, car l'institution va suivre les progrès de l'Ukraine avec une attention particulière.

—Iaroslav Vinokourov, publié le 23 mars

SOURCE



OUKRAÏNSKA PRAVDA

Kiev, Ukraine

pravda.com.ua

Le journal en ligne “Vérité ukrainienne”, a été créé en 2000 par le journaliste Guéorgui Gongadze, assassiné au cours de la même année alors qu'il enquêtait sur la corruption au sein du pouvoir. Le titre, qui traite de sujets exclusivement nationaux, a néanmoins su préserver son impartialité et son indépendance.

↳ Dessin d'Otto paru dans The Economist, Londres.

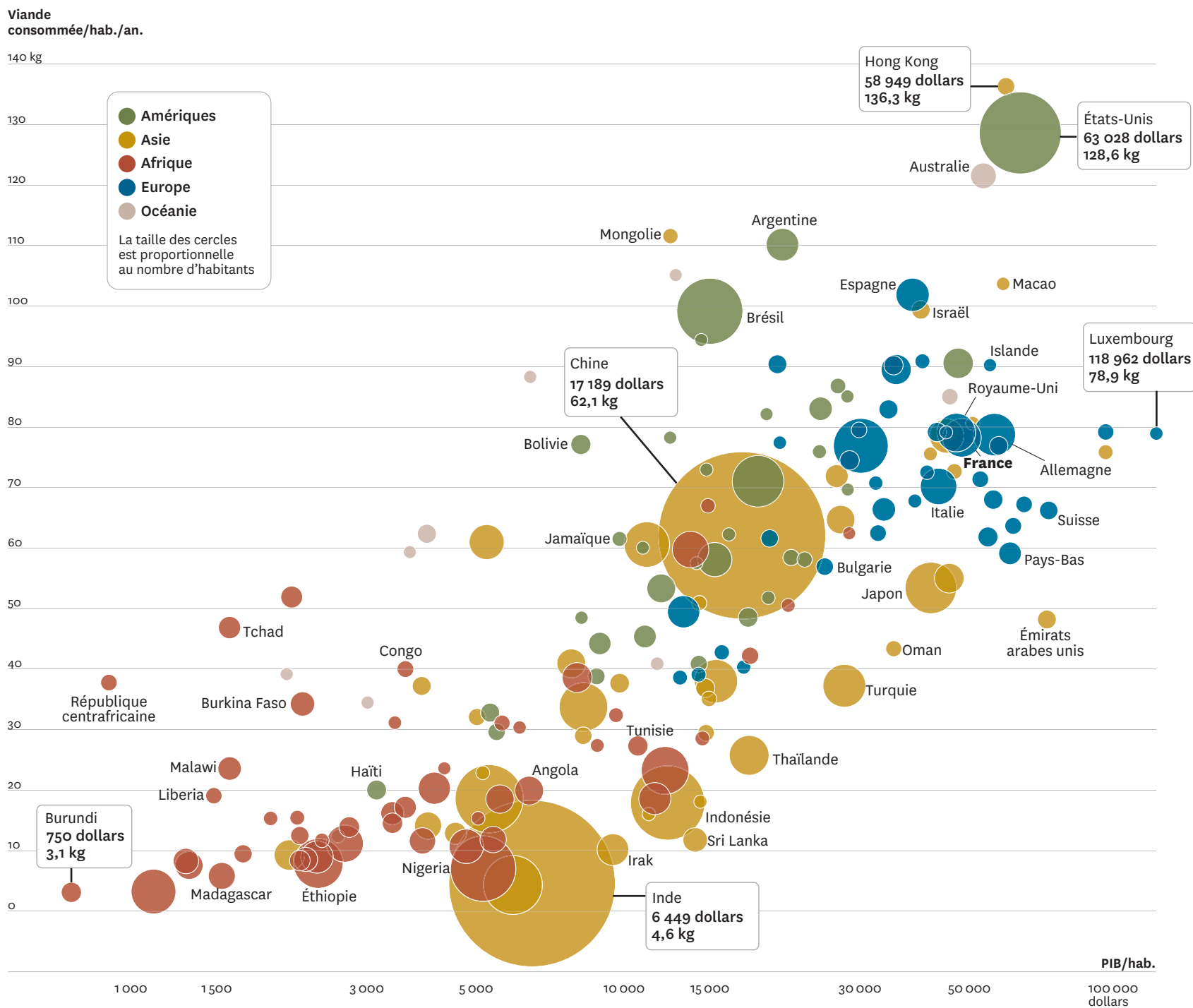


Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

La richesse rend carnivore

Plus le PIB par habitant d'un pays est élevé, plus la quantité de viande consommée par personne a tendance à augmenter.

Consommation moyenne de viande en fonction du produit intérieur brut (PIB), par habitant, par pays et par an (2020)*



* Viande : sans le poisson et les fruits de mer. PIB mesuré en dollars constants de 2015 | Graphique : @duc_qn | Source : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; Banque mondiale



La source

LE TEMPS. Le quotidien de Genève fait régulièrement appel à la datavisualisation pour accompagner ses articles. Cette infographie est extraite de la version interactive parue sur son site le 17 mars, accompagnant un sujet sur les différentes

habitudes alimentaires dans le monde. Elle met en lumière le lien qui existe entre la richesse d'un pays et la consommation de produits carnés. Par exemple, le Burundi est l'un des pays les plus pauvres. C'est aussi celui où l'on mange le moins de viande.



**FAITES
PLACE**

à la Solidarité!

“Faites place à la solidarité et aidez-nous
à continuer le combat de Lino Ventura.
Soutenez les actions de la Fondation Perce-Neige
en faveur des personnes en situation de handicap.”

Bruno Solo

Faites un don sur perce-neige.org
Tél. 01 47 17 19 30 *Merci.*

DON DE 5 € PAR SMS

Envoyez PNEIGE par SMS au 92030



Carnet



Finance durable

À QUOI RESSEMBLERA LA FINANCE DE DEMAIN ?

QUAND LA TECHNOLOGIE TRANSFORME LES SERVICES DE PRÊT ET DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT

Effectuer des virements depuis son mobile, vérifier les reçus depuis son ordinateur ou payer un ami via Paylib sont devenus des gestes quotidiens. À l'avenir, l'intelligence artificielle pourrait transformer les services des institutions financières.

Chaque année, près de 2 000 milliards d'euros sont blanchis, ce qui représente jusqu'à 5 % du PIB mondial, avec seulement 1 % de ces profits illégaux récupérés. L'entreprise Hawk AI, utilise l'intelligence artificielle pour lutter contre le blanchiment d'argent et la criminalité financière.

Fondée à Munich en 2018, Hawk AI combine règles de détection et intelligence artificielle afin de repérer les comportements suspects en temps réel et d'alerter les équipes spécialisées. L'entreprise propose des produits tels que le filtrage des paiements, le filtrage des profils, la surveillance des transactions, la fraude aux transactions et la notation du risque client. Les banques peuvent ainsi créer leur propre modèle de notation des risques et identifier les potentiels fraudeurs.

L'entreprise améliore aussi la façon dont les banques et les sociétés de paiement gèrent leurs risques de criminalité financière grâce à un plus haut niveau de transparence dans le moteur de prise de décision alimenté par l'IA, ce qui est essentiel pour les audits et les enquêtes réglementaires. Hawk AI se concentre sur la « boîte noire » des algorithmes d'IA, c'est-à-dire leur fonctionnement concret car il n'est souvent pas possible de savoir pourquoi un système d'IA a pris une décision ou une prédiction et a pris une mesure particulière. Les entreprises sont ainsi en mesure de justifier qu'un client a été signalé comme un fraudeur potentiel. Parmi les utilisateurs du service d'Hawk IA qui souhaitent lutter contre le blanchiment et la criminalité financière, figurent la plateforme européenne de gestion des dépenses Moss, la société américaine de traitement des paiements North American Bancard et la banque brésilienne Banco do Brasil Americas.

Des prêts à la consommation basés sur l'IA

La fintech de prêt britannique Abound utilise l'intelligence artificielle et l'open banking - le partage des données bancaires, pour évaluer le risque d'un consommateur. Fondée en 2020, Abound affirme obtenir une vue globale des finances d'une personne, tels que les dépenses et les revenus, pour offrir aux emprunteurs de meilleurs taux d'intérêt. Son objectif est de s'éloigner des techniques traditionnelles de prêt qui empêchent une grande part de la population britannique d'emprunter et d'utiliser ses outils sur ces personnes délaissées par le système de prêt actuel.

Or, il existe un fort risque de discrimination via le système de notation bancaire par intelligence artificielle. C'est pourquoi la Commission européenne a proposé un cadre légal en 2021 pour garantir la sécurité et les droits fondamentaux des personnes et des entreprises en matière d'IA.

To-do pour dépolluer son argent

- Calculer son empreinte carbone avec l'application Rift
- Opter pour une banque durable : Crédit coopératif, Helios, Nef ou Green got
- Investir via la plateforme Lita.co





Credit photo: Getty Images.

En matière de gestion de patrimoine, c'est **l'humain** qui est capital

Chez Allianz, 1 200 conseillers experts en gestion de patrimoine sont à vos côtés partout en France pour vous accompagner et vous aider à préparer votre futur avec des solutions épargne, retraite et transmission adaptées.

Pour plus d'informations et prendre rendez-vous avec le conseiller le plus proche de chez vous, rendez-vous sur allianz.fr ou flashez ce QR Code.



Prêts pour demain

JOSÉ ADOLFO QUISOCALA, LE PLUS JEUNE FONDATEUR D'UNE BANQUE ÉCOLOGIQUE POUR ENFANTS

À l'âge de sept ans, José Quisocala a créé le « *Banco del Estudiante* » au Pérou, destiné à aider financièrement des milliers d'enfants péruviens. Aujourd'hui, cette banque unique au monde compte plus de 3 000 associés.

En 2012, à Arequipa au Pérou, José Adolfo Quisocala Condori, alors âgé de sept ans, réussit à convaincre une poignée d'enseignants et d'élèves que son idée de banque durable et sociale peut fonctionner. Un prix étudiant de la mairie de sa ville, lui permet alors d'obtenir le soutien d'une coopérative locale pour enregistrer officiellement sa banque. Il crée alors le « *Banco del Estudiante* ». L'objectif ? Aider financièrement des milliers d'enfants et adolescents aux ressources limitées tout en agissant pour l'environnement. Le concept est simple. Il s'agit pour les enfants, d'apporter des déchets recyclables qui sont revendus à des entreprises de recyclage, en échange d'argent.

Pour ouvrir un compte, les enfants doivent apporter 5 kg de déchets recyclables et cotiser 1 sol péruvien (ce qui équivaut à 27 centimes d'euro). En échange, ils reçoivent une carte bancaire. Puis, chaque mois, les jeunes clients doivent apporter un kilo de déchets et pour chaque kilo, 80 centimes de sol sont reversés sur leur compte (environ 22 centimes d'euro). Les enfants apportent des bouteilles en plastique, des cahiers scolaires usagés et de vieux journaux à un kiosque de leur école où ils sont pesés et leurs comptes bancaires sont crédités de la somme d'argent correspondante. Ils peuvent également échanger leur argent contre de la nourriture ou de nouvelles fournitures scolaires en fonction de leurs besoins. La banque propose aussi des services d'épargne et de micro-prêt.

Objectif : 25 antennes au Pérou

Aujourd'hui âgé de 18 ans, José Adolfo Quisocala, a obtenu une bourse pour étudier dans le cadre du programme international Dream Builder. Ce qui lui a permis d'avoir une formation en gestion d'entreprise à la Thunderbird School of Global Management, aux États-Unis. De retour au Pérou, il s'implique dans la diffusion de son projet financier et dispense des cours, auprès d'enfants et adolescents, pour leur apprendre à épargner leur argent et à adopter des bons gestes pour la planète.

Plusieurs antennes du « *Banco del Estudiante* » seront inaugurées dans d'autres villes du Pérou notamment à Lima et à Callao. L'objectif est d'en créer 25 dans différentes villes du pays, puis d'exporter le modèle dans d'autres pays d'Amérique Latine.

12
C'est le nombre de tonnes de déchets recyclés par mois grâce au « *Banco del Estudiante* »



© CRÉDIT MINISTERIO DEL AMBIENTE DE PERÚ

DONNEZ DU SENS À VOTRE ÉPARGNE

COMPTE À TERME GREEN

Une **ÉPARGNE UTILE** qui contribue
à la **MOBILITÉ RESPONSABLE**⁽¹⁾

2,50%
pendant
10 mois⁽²⁾



**UN TAUX
PERFORMANT
GARANTI**



**DES PLACEMENTS
SÉCURISÉS**



**UN INVESTISSEMENT
POUR L'ENVIRONNEMENT**



**UNE ÉPARGNE
À ZÉRO FRAIS**

(1) L'épargne collectée sur le Compte à Terme DISTINGO GREEN contribue exclusivement au financement aux particuliers de véhicules électriques des marques distribuées en France par STELLANTIS (telles que Peugeot, Citroën, DS ou encore Fiat).

(2) Le taux actuariel annuel brut en vigueur depuis le 11/04/2023 est de 2,50 %, taux avant prélèvements fiscaux et sociaux.

La durée du Compte à Terme DISTINGO GREEN est fixée à 10 mois.

Le Compte à Terme DISTINGO GREEN est réservé à toute personne physique, majeure capable et déjà titulaire ou co-titulaire d'un Livret d'épargne DISTINGO. Les conditions, notamment la grille de taux en cas de retrait anticipé, figurent dans les Conditions Générales de DISTINGO Bank et dans celles du Compte à Terme DISTINGO GREEN, disponibles sur le site distingobank.fr



MIIMOSA, LA PLATEFORME POUR INVESTIR DANS DES PROJETS D'AGRICULTURE DURABLE

Depuis 2015, la plateforme de financement participatif Miimosa permet aux agriculteurs de lever facilement des fonds et d'être soutenus par des citoyens dans leurs projets d'alimentation durable.

Faire financer un changement de modèle vers le bio ou vers des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement s'avère être un véritable parcours du combattant pour les agriculteurs français. Il y a huit ans, Florian Breton, petit-fils de viticulteur, lance la plateforme Miimosa pour faciliter la transition vers l'agriculture durable.

La plateforme propose deux façons de lever des fonds. Premièrement, le don avec contrepartie qui permet au particulier d'obtenir une contrepartie en échange de sa contribution, par exemple en recevant des produits de la ferme. Si l'agriculteur choisit cette option, il peut collecter entre 5 000 et 15 000 euros. Seconde option, le prêt participatif qui permet quant à lui d'être remboursé du capital investi dans un projet,

avec un taux d'intérêt en plus, généralement compris entre 3 et 7 %. Cette option a pour but de financer des projets plus importants en termes de montants : entre 15 000 et 1 million d'euros. Des personnes morales ou des entreprises peuvent également investir via Miimosa.

6 000 projets financés

En huit ans, Miimosa a permis de financer 6 000 projets pour plus de 100 millions d'euros de financement. En moyenne, les agriculteurs collectent environ 250 000 euros grâce à Miimosa et les projets qui sont lancés via la collecte de dons atteignent leur objectif à 85 % tandis que les levées de fonds via des prêts réussissent à 100 %. De nombreux projets sont éligibles :

de l'installation d'un méthaniseur à la ferme, à l'achat d'un laboratoire de transformation ou de matériel comme un camion réfrigéré.

En 2022, Miimosa a lancé avec des partenaires, le premier fonds européen de dette destiné à financer la transition agricole. Afin d'aller encore plus loin dans l'adoption de l'agriculture durable et de multiplier le financement des projets, la plateforme a réuni plusieurs acteurs – Carrefour, l'Ademe, Groupama Méditerranée, la Fondation Daniel et Nina Carasso et le fonds européen d'investissement – au sein d'un fonds de dette de 30 millions d'euros. L'objectif est d'atteindre les 60 millions d'euros. Des projets d'agriculture connectée pourraient être financés pour aider les agriculteurs à limiter les traitements ou rationaliser les besoins en eau.



© CRÉDIT WIRESTOCK/FREPIK



Protéger en même temps son épargne et la planète ?

Avec Kaori.vie, votre épargne peut conjuguer performances potentielles et esprit de fraternité. Conçu par Kaori, l'association d'épargnants fondée par le Secours Catholique, ce contrat d'assurance vie regroupe des supports sélectionnés pour leurs pratiques vertueuses dans le domaine de l'environnement, de l'économie sociale et de la gouvernance.

Kaori.vie : la nouvelle finance sera fraternelle.



Kaori

Association des épargnants du Secours Catholique



Renseignez-vous sur kaori-association.org

☎ 01 44 67 25 88

ASAC FAPES



L'investissement sur les supports en unités de compte supporte un risque de perte en capital puisque leur valeur est sujette à fluctuation à la hausse comme à la baisse dépendant notamment de l'évolution des marchés financiers. L'assureur s'engage sur le nombre d'unités de compte et non sur leur valeur qu'il ne garantit pas.

Kaori.vie est un contrat d'assurance vie de groupe, assuré par Generali Vie, entreprise régie par le Code des assurances, et commercialisé par le courtier associatif ASAC FAPES. Il est libellé en euros et/ou en unités de compte et/ou en engagements donnant lieu à la constitution d'une provision de diversification (fonds croissance). ASAC-FAPES est une marque de FAPES Diffusion. RCS Paris B 421 040 544. Document non contractuel à caractère publicitaire.



GENERALI

360



MAGAZINE

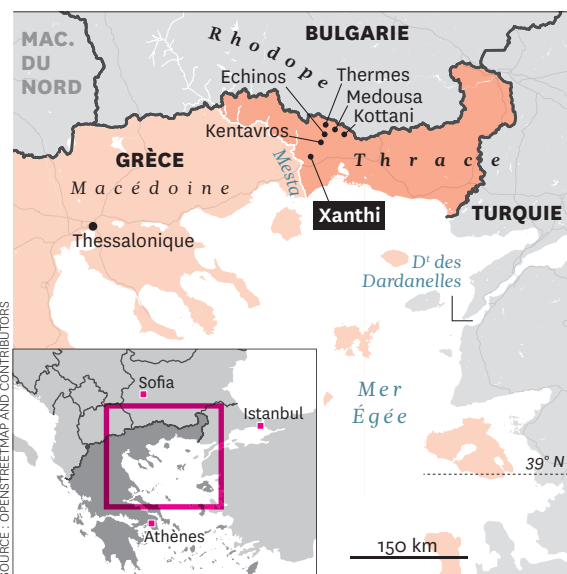
Antonino Cannavacciuolo, chef italien • Gastronomie..46

Les coachs de la télé-réalité • Plein écran.....48

Le djihad, lucrative "guerre sainte" • Histoire..50

Ma virée en terre pomak

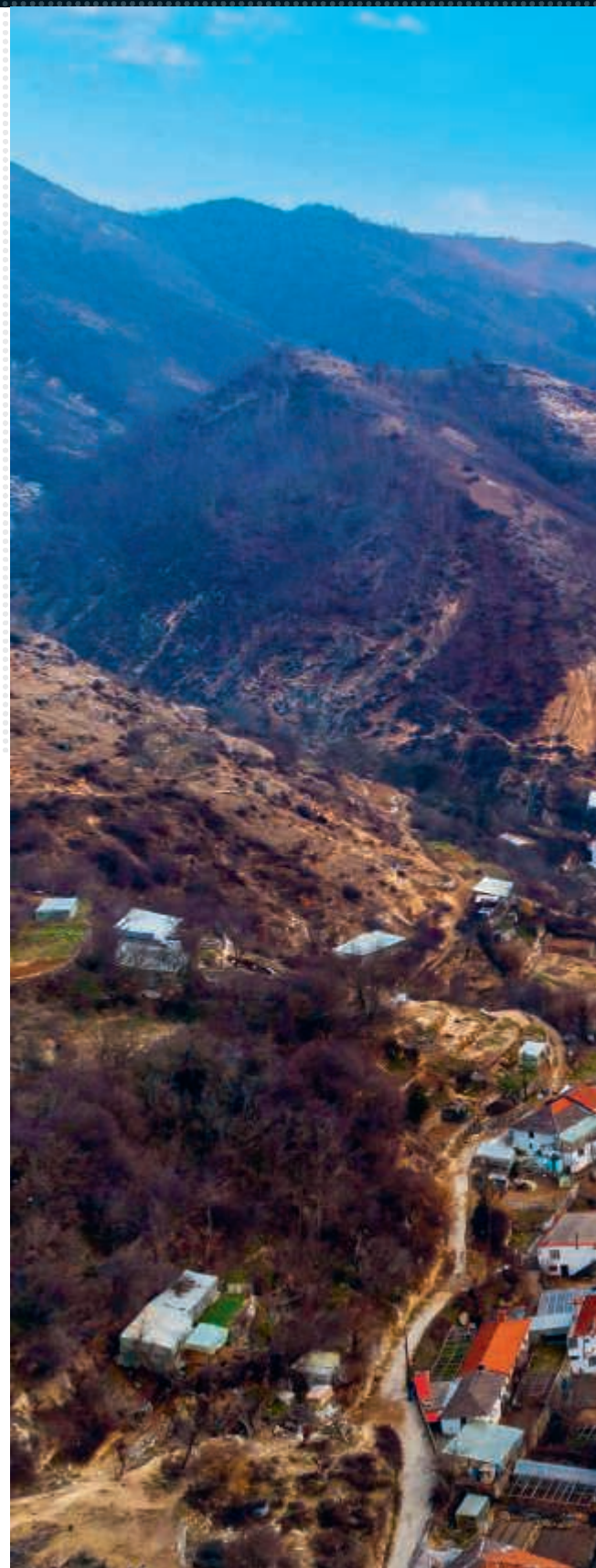
Aux confins de la Grèce, dans les montagnes reculées et majestueuses de la Thrace, la minorité musulmane pomak a longtemps vécu coupée du reste du pays. Le journaliste Alex Sakalis est allé à sa rencontre. Voici son récit. —New Lines Magazine [Washington]



A l'extrême nord-est de la Grèce – à des lieux des clichés des îles, des plages et de Zorba le Grec – se niche la région de la Thrace. Cette terre frontalière reculée abrite la minorité musulmane du pays, notamment les Pomaks, un groupe méconnu qui vit dans les villages isolés du massif du Rhodope et parle le pomak, une langue slave de la famille du bulgare.

Constitués en groupe ethnique distinct à l'époque ottomane, les Pomaks ont échappé aux échanges de population entre la Grèce et la Turquie dans les années 1920, mais, plus tard, ils ont été victimes de la paranoïa de la guerre froide. Pendant la Seconde Guerre mondiale, quand l'armée bulgare s'est repliée dans le Rhodope, en 1944, le gouvernement grec a érigé des barrières pour isoler les villages pomaks du reste du pays. Personne ne pouvait plus entrer dans la région ni en sortir sans un passeport spécial. Il a ensuite fallu attendre 1995 pour que les derniers fragments de cette frontière interne disparaissent entièrement. L'histoire et ce demi-siècle d'isolement ont fait des montagnes de Thrace l'une des régions les plus méconnues et les moins visitées d'Europe.

Lorsqu'on se dirige vers l'est, de l'autre côté du fleuve Mesta – qui marque la frontière entre les régions grecques de la Macédoine et de la Thrace –, la première localité que l'on découvre est la dynamique et multiculturelle Xanthi, un kaléidoscope d'églises et de mosquées, de résidences néoclassiques et de maisons ottomanes typiques, avec un étage en saillie. Contrairement aux villages des montagnes, les plaines de Thrace n'ont jamais été coupées du → 44



↓ Les villages pomaks, comme ici celui de Myki, se reconnaissent entre autres au minaret de leur mosquée. Photo Vasilis Ververidis/Photo12/Alamy

SOURCE



NEW LINES MAGAZINE

Washington, États-Unis
newlinesmag.com

Créé en 2020, ce site émane du think tank américain Newlines Institute for Strategy and Policy. Son rédacteur en chef, Hassan Hassan, grand spécialiste

de l'État islamique, est le directeur du think tank. "Magazine local sur l'actualité mondiale", il entend donner en priorité la parole à des auteurs qui connaissent intimement le terrain et les sujets dont ils parlent dans leurs articles.



42 ← reste du pays, et la vie y a poursuivi tranquillement son cours tout au long de la guerre froide. Depuis le début des années 2000, un afflux de touristes en provenance des Balkans et de Turquie améliore modestement l'économie de la Thrace, qui reste malgré tout une des régions les plus pauvres du pays.

À Xanthi, je déjeune avec Betoul, une jeune femme originaire de la bourgade montagnaise d'Echinos. Je lui demande de me parler de la vie dans ces villages, qui restent mystérieuse même pour de nombreux Grecs. *"Je suis née en 1995, quand les dernières barrières sont tombées, commence-t-elle. Mes parents n'en parlent pas tellement, mais je sais que c'était une époque très difficile. Ces barrières ont maintenu nos villages dans un état de sous-développement. C'est un traumatisme dont nous ne nous sommes toujours pas entièrement remis."*

Insatisfait de la qualité des écoles locales, le père de Betoul l'a envoyée vivre chez un proche, à Istanbul, lorsqu'elle avait 12 ans. Là, elle a fini ses études secondaires pour ensuite étudier la langue et la littérature grecques modernes à l'université d'Istanbul. Aujourd'hui, elle vit entre la métropole turque et Echinos. *"En 1948, quand mon grand-père était enfant, des représentants des autorités grecques sont venus au village et ont dit : 'Pourquoi parlez-vous pomak ? Vous êtes turcs. Vous devez parler turc', me raconte-t-elle. Dans les années 1960, lors du conflit chypriote [qui a opposé Chypriotes grecs et turcs], des responsables grecs sont revenus au village et ont dit : 'Pourquoi parlez-vous turc ? Vous êtes pomaks. Vous devez parler pomak.' Voilà le genre de choses qui sème la confusion sur qui nous sommes et ce que les gens attendent de nous."*

J'ai vite compris que l'identité est une question sensible dans la région, une question chargée du poids des discriminations passées et présentes, de la pauvreté, des pratiques politiques sordides, des conflits de loyauté et des accusations de trahison. Comme Betoul, qui ne se considère pas comme pomak, de nombreux habitants préférèrent ne pas afficher de signe d'appartenance ethnique. Ils veulent vivre leur vie sans être instrumentalisés par les États. *"C'est un coin pauvre, un coin où il n'y a pas grand-chose à faire. En général, on marie les filles très jeunes. Traditionnellement, à 17 ans, mais, petit à petit, les choses s'améliorent, même s'il est rare dans mon village qu'une fille n'ait pas encore la bague au doigt à 30 ans. Après le mariage, les hommes partent travailler à l'étranger, les femmes restent à la maison, elles passent du temps les unes chez les autres, boivent du café et font de la broderie. Chaque village a ses costumes féminins traditionnels, et on peut dire de quel village vient une femme en fonction de ce qu'elle porte."*

La vie des hommes aussi est routinière. Après le service militaire obligatoire au sein de l'armée grecque, la plupart partent vers le nord de l'Europe pour y travailler comme peintres sur les chantiers navals. C'est un métier difficile et dangereux – six mois d'activité, six mois de congés –, mais le salaire permet de bien vivre en Thrace. Le système est bien établi, et certaines des plus grandes entreprises de la région sont des agences de recrutement spécialisées dans ce type d'emploi.

L'adolescence stambouliote de Betoul a élargi son regard sur l'existence, et les sentiments qu'elle éprouve à l'égard de son village natal sont doux-amers. *"J'aime venir en visite à Echinos, mais ce serait difficile pour moi de revivre ici, après avoir vécu à Istanbul. Aujourd'hui, je cherche un travail là-bas, ou à Ankara, ou à Athènes. Je suis très attachée à la Grèce et à la Turquie, et j'adorerais trouver un emploi qui implique de jeter un pont entre les deux pays."* Je demande à Betoul des conseils pour mon excursion du lendemain dans les

montagnes qui entourent Xanthi. *"Oh, vous devez aller déjeuner à Kottani ! C'est un must dans la région !"*

De Xanthi, les montagnes s'élèvent en d'étranges formations inclinées, pareilles à de gigantesques vagues qui se seraient pétrifiées juste avant de se briser. J'emprunte l'unique route qui mène vers le nord, en suivant l'étroite vallée creusée par une rivière, le Kosynthos. Derrière moi, les plaines poudreuses de Xanthi s'évanouissent peu à peu alors que nous entrons dans le monde envoûtant du Rhodope.

Le massif du Rhodope compte parmi les plus beaux paysages de Grèce, pourtant, rares sont les visiteurs, y compris grecs, à s'y aventurer. C'est une région émaillée de ruines. Non pas de ruines de l'Antiquité, mais de la guerre froide : bunkers, murs, édifices écroulés et panneaux indicateurs qui semblent pointer vers nulle part. En observant attentivement le paysage, on découvre même des vestiges des fameuses barrières qui ont coupé ces montagnes du monde.

L'été a beau être à son faite, le paysage, constellé de sources, de chutes d'eaux et de vallées luxuriantes, est remarquablement verdoyant. Des villages épars, souvent masqués par des forêts, commencent à apparaître, leurs minarets argentés se dressant tels des périscoptes au-dessus des arbres.



↑ La localité de Xanthi et ses maisons ottomanes traditionnelles.

Photo Michael Runkel/imageBroker/Photo12

Trente minutes plus tard, nous arrivons à Kentavros, un des plus grands villages de la région. C'est un fatras de hautes maisons serrées les unes contre les autres, de places poussiéreuses et de rues si étroites que les piétons doivent avancer en file indienne.

Au café du village – qui porte le nom, étonnamment branché, de The Espressonist –, j'ai rendez-vous avec Kemal et Achmet, les organisateurs du Festival de la jeunesse de Kentavros. Au menu : concerts de musique grecque et turque, danse, cuisine traditionnelle, broderie et artisanat. Cette brochette d'événements culturels attire des milliers de personnes chaque mois d'août. Fondé en 1996 pour les jeunes de la région, il vise à promouvoir l'héritage culturel de ce territoire resté si longtemps à l'écart du monde.

"Pendant la guerre froide, il ne s'est rien passé ici – on nous a laissés croupir, commence Kemal. Depuis la suppression des barrières, heureusement, les choses se sont beaucoup améliorées. Mais nous avons toujours cinquante ans de retard sur le reste de la Grèce. L'absence de contact avec le monde extérieur nous a beaucoup handicapés."

Le bureau du festival, élu chaque année, doit, conformément à sa charte, comprendre au moins 30 % de lycéens et 30 % de femmes. Les recettes du festival sont ensuite investies à Kentavros. Récemment, par exemple, une vieille

habitation, somptueuse, a été restaurée et transformée en musée folklorique; une autre a été réhabilitée en une bibliothèque remplie de livres turcs et grecs. *"Ici, l'enseignement était de très mauvaise qualité. Ma mère peine toujours beaucoup à lire, fait savoir Achmet. Alors, l'été, nous organisons des cours gratuits à la bibliothèque pour aider les adultes qui ont du mal à lire et à écrire."*

Ils me conduisent à la mosquée du village, un magnifique édifice orné d'arabesques et de mosaïques bleues, dont le minaret pointu s'élève vers le ciel. Fondée en 1562, c'est la plus ancienne mosquée des montagnes de Xanthi. *"Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Bulgares ont fait sauter la mosquée, rappelle Kemal. Par chance, tout n'a pas été détruit, et nous avons pu la restaurer."*

L'occupation bulgare, entre 1941 et 1944, est célèbre pour sa violence : massacre et expulsion de milliers de Grecs, déportation des Juifs de la région vers le camp d'extermination de Treblinka. *"À Kentavros, comment s'est passée l'occupation?" demandé-je.*

"Ça été une époque très dure, me répond Kemal. Ma grand-mère l'a vécue. Les Bulgares affirmaient que nous étions bulgares, et ils ne voulaient pas que nous pratiquions notre religion. Je pense que c'est pour cela qu'ils se sont attaqués à la mosquée. Ils ont aussi voulu marier toutes les filles à des soldats bulgares. Pendant plusieurs nuits, en secret, l'imam a emmené toutes les filles dans les montagnes et les a mariées à des gars du pays. Avant que les Bulgares ne se soient rendu compte de quelque chose, les filles n'étaient plus à prendre. Je crois que c'est ce qui a sauvé notre village."

Pour la deuxième fois depuis la guerre, la mosquée est en cours de restauration. Les travaux progressent lentement, et les villageois ont dû trouver eux-mêmes les fonds. *"Si seulement l'État nous aidait, nous sommes des citoyens grecs tout de même !"*

J'aimerais en savoir plus sur le pomak, une langue parmi les plus mal connues d'Europe. Elle ne possède ni forme standard ni alphabet. Elle n'est pas enseignée à l'école. Certains de ses locuteurs la considèrent d'ailleurs davantage comme un dialecte que comme une langue à part entière. Mais, là encore, nous touchons à la question sensible de l'identité.

"Le pomak est-il très proche du bulgare?" demandé-je. "Eh bien, avec les villages du sud de la Bulgarie, c'est facile de communiquer. C'est la même langue, explique Achmet. À Plovdiv [deuxième ville bulgare, dans le centre du pays], c'est plus difficile, mais on se débrouille. À Sofia, en revanche, c'est impossible. Quand nous y sommes allés, nous ne comprenions personne. Heureusement, nous avons trouvé un type qui venait du sud de la Bulgarie, qui a traduit pour nous."

"Mais quelle langue parlez-vous au village ? — Généralement turc et grec, parfois pomak. En fonction de la situation. Ma grand-mère, par exemple, ne parle que pomak", me répond Kemal. "Elle ne parle ni grec ni turc ?" Il hausse les épaules : "Elle n'est pas allée à l'école et n'a pratiquement jamais quitté le village."

Je suis frappé par le désir d'Achmet et de Kemal de faire quelque chose pour la région, en particulier par le biais d'échanges culturels. *"Erasmus m'a changé la vie, lâche Kemal. Et je rêve de lancer un programme Erasmus ici, pour inviter des personnes d'autres pays à venir à Xanthi et faire participer des étudiants d'ici à des programmes européens. Pour montrer aux gens du coin qu'on peut trouver à l'étranger autre chose que du travail, que les interactions culturelles apportent beaucoup."*

Ils me demandent où je vais ensuite. À Kottani, dis-je. *"Ouah ! vous allez vous régaler, s'enflamment-ils. Saluez Tzemil de notre part !"*



↑ Le hameau de Kottani est situé au bout d'une piste de terre cahoteuse, longue de six kilomètres.

Photo Peter Eastland/Alamy/Photo12

Après Kentavros, le paysage devient plus austère, mais non moins beau. Ces montagnes vertes à perte de vue, les ravins et les cours d'eau, çà et là des prairies et d'étonnants minarets – largement absents dans le reste de la Grèce – m'accompagnent alors que je m'enfonce toujours plus loin dans la région.

Nous arrivons à Thermes, qui se compose en réalité de trois villages : Ano, Meses et Kato Thermes – à savoir Thermes supérieur, moyen et inférieur –, bien que les trois semblent à la même altitude. Les bains publics et le vieux *tekke* soufi [établissement de culte] ont été restaurés, et l'ouverture d'un nouveau poste-frontière avec la Bulgarie, en 2010, a contribué à désenclaver cette zone. Kato Thermes réserve une surprise : sculpté dans la roche, un relief de Mithra mettant à mort un taureau, datant du II^e siècle de notre ère. Les Romains sont bel et bien venus jusqu'ici !

Nous traversons Medousa, un petit village fragile comme un nid, si fragile qu'il semble prêt à s'envoler à la première bourrasque, et continuons vers Kottani. À un certain point, la route goudronnée laisse place sur plus de 6 kilomètres à une piste de terre cahoteuse, bordée d'un abrupt escarpement. Notre foi en l'existence de ce village prend du plomb dans l'aile sur ce long chemin qui ne semble exister que pour nous perdre, puis, en un instant, il apparaît, tel un mirage, au milieu des reliefs.

D'aucuns affirment que Kottani possède la taverne la plus magnifiquement située de Grèce. Le fait est qu'elle se trouve sur une hauteur, à l'extrémité d'une vallée aveugle, encerclée de montagnes, au-dessus d'un canyon verdoyant percé par une rivière et habité de chevaux sauvages. Face à la taverne, sur une autre hauteur, se perche le hameau de Kottani [qui a donné son nom au restaurant] : une poignée de maisons agglutinées autour d'une grande mosquée blanche. Tzemil Chaliloglou, le joyeux et infatigable patron de la taverne, nous salue à l'entrée. En 2008, cet enfant du

pays a inauguré les lieux avec sa femme, Mouzgen, après avoir passé cinq années à les rénover avec des matériaux locaux. *“Les gens me trouvaient fou d'ouvrir une taverne ici, au bout du monde”*, rit-il.

C'est une passion familiale. Sa fille tient un restaurant en Angleterre : non pas à Londres, ni dans une autre grande ville, mais dans le petit bourg provincial de Bury St Edmunds. *“Le Cafe Kottani! lance-t-il. La meilleure cuisine grecque de tout Bury St Edmunds ! Vous devez y aller la prochaine fois que vous êtes là-bas.”*

Je lui assure que je n'y manquerai pas. Assis au bord de la falaise, je suis captivé par Kottani et ses maisons tricentenaires parfaitement conservées. Tzemil m'indique du doigt le plus haut des sommets qui surplombent le village : *“Cette montagne-là se trouve en Bulgarie.”*

Les plats ne tardent pas à arriver. Une assiette de viandes grillées au charbon de bois, quelques spécialités rhodopiennes, tels que le *patetnik* (sorte d'omelette de pommes de terre), de la salade grecque et un *hunkar begendi* turc, un ragoût d'agneau et d'aubergines fumées d'origine ottomane, le tout arrosé d'un délicieux vin rosé. Le genre de cuisine rustique qui donne le sourire. Sitôt que nous y goûtons, nous savons que Kottani valait le détour.

Dans son enfance, la vie était rude, me raconte Tzemil. Aucune route ne reliait Kottani au reste de la Grèce, il n'y avait qu'une simple piste muletière. En hiver, les températures plongeaient jusqu'à -4 °C. Et, bien sûr, il y avait les barrières. *“Nous ne pouvions ni entrer ni sortir après le couvre-feu, à 22 heures, même en cas d'urgence médicale, poursuit-il d'une voix triste. Mais c'est du passé.”*

Dans les années 1980, les villageois ont quitté Kottani, puis, quand la route a enfin été construite, en 1998, certains sont revenus. Aujourd'hui, Tzemil et son épouse font partie des trois familles restées vivre au village.

Je contemple le minaret, au loin. *“Allez-vous à la mosquée?”* lui demandé-je. *“Parfois”,* me répond-il. *“Y a-t-il un imam au village?”* — *L'imam ne vient que si on le paie*, m'explique-t-il d'un ton laissant entendre que je devrais être

aussi indigné que lui. *Il m'a donné ce CD pour jouer l'appel à la prière cinq fois par jour.”*

À l'intérieur, la taverne tient également lieu de musée folklorique. *“Je suis né et j'ai grandi dans cette maison, me confie-t-il. Nous avons fini par descendre nous installer à Xanthi, sauf mes grands-parents, qui ont vécu ici jusqu'à la fin. J'ai conservé les étages supérieurs exactement tels qu'ils étaient.”* Et il me montre un prix de gastronomie grecque : la taverne Kottani a été désignée meilleur restaurant de toute la province de Xanthi. *“Je suis optimiste, dit-il avec un sourire. Cette taverne peut aider le village à revivre. Mais il faut que l'État goudronne la route. Tous les ans, nous le demandons au maire. Hélas, les autorités ne veulent pas faire les travaux pour trois familles seulement.”*

Avant mon départ, Tzemil me demande une faveur. *“Il y a quelques jours, mes deux chiens se sont enfuis en Bulgarie. Quelqu'un les a trouvés, mais les gardes ne veulent pas les laisser rentrer en Grèce sans leurs certificats de vaccination. J'ai ici leurs passeports avec les certificats. Sur la route de Xanthi, pourriez-vous les déposer à mon ami Mechmet, à Kato Thermes, pour qu'il les apporte à la frontière et les montre aux gardes?”*

Je réfléchis un instant : *“Oui, OK. Comment Mechmet fera-t-il pour me trouver? — Il vous attendra sur la place principale. Je viens de lui parler au téléphone.”*

Nous reprenons la piste cahoteuse, traversons Medousa et arrivons à Kato Thermes. Je sors sur la place et regarde autour de moi. Personne. Confus, je déambule un petit moment, me disant que Mechmet doit m'attendre dans un coin ombragé. Mais après avoir fait le tour de la place sans déceler aucun signe de vie, je passe au plan B.

“Mechmet!” Je crie à pleins poumons. *“Mechmet! J'ai les passeports des chiens!”* Là, un vieux monsieur surgit à un balcon : *“Pas la peine de crier, je descends!”* Je lui tends les deux passeports. Il me remercie, avant de s'en retourner chez lui.

Ma bonne action de la journée accomplie, je remonte en voiture, direction Xanthi.

La vie est compliquée en Grèce, et la Thrace n'y fait évidemment pas exception. En nombre de kilomètres, la région est plus proche d'Istanbul et de Sofia (et même de Bucarest) que d'Athènes. La minorité musulmane envoie trois députés au Parlement grec, néanmoins, la Thrace reste à l'écart de la vie politique : Athènes la considère comme une *“région à problèmes”*, dont la minorité et la frontière sont source d'incessantes querelles entre la Grèce et la Turquie.

Pourtant, ici, au milieu de ces montagnes autrefois oubliées, dans ces villages jadis abandonnés, où vivent certains des êtres les plus sympathiques qu'il soit permis de rencontrer, on se sent à mille lieues de ces querelles.

— Alex Sakalis,
publié le 5 janvier

L'auteur

ALEX SAKALIS

Autrefois éditeur pour le site britannique *OpenDemocracy*, cet auteur et journaliste s'est installé à Bologne, en Italie, et travaille comme pigiste pour des médias britanniques et américains : la BBC, *The Guardian*, *The Economist*, *The Daily Beast*... La Grèce et l'Italie sont ses deux terrains d'exploration favoris. Il peut être suivi sur Twitter (@alexsakalis).

gastronomie.



“À Naples, nous parlons à travers la nourriture”

Peu connu en France, le chef étoilé **Antonino Cannavacciuolo** est une star en Italie. Originaire de la région de Naples, très attaché à ses racines, il célèbre avec faconde les saveurs du Sud.

— **La Repubblica** (Rome)

Grâce à son restaurant piémontais Villa Crespi [l'une des cinq tables qu'il dirige en Italie, classée trois étoiles au *Michelin*], Antonino Cannavacciuolo a séduit la critique, et, par sa participation aux émissions *Masterchef* et *Cucine da incubo* [la version italienne de *Cauchemar en cuisine*], il a conquis le cœur des téléspectateurs. Pour le chef étoilé originaire de Campanie [plus exactement de Vico Equense, dans la banlieue de Naples], la cuisine est un équilibre parfait d'ingrédients, de créativité et d'émotions. Un équilibre grâce auquel “on peut trouver le bonheur dans l'assiette”.

En Italie, l'amour de la bonne cuisine est un don et, dans le Sud, quasiment un devoir. Là-bas, il n'y a pas un moment qu'il ne faille célébrer à table, ni une journée que l'on ne puisse illuminer avec un bon petit plat. Le juré de *Masterchef* le dit avec ironie, mais un fond de sérieux, au point que cette phrase est devenue un de ses mantras : “*Tout a été inventé à Naples.*”

LA REPUBBLICA : Si vous parliez à quelqu'un qui ne connaît pas l'Italie, comment décririez-vous l'âme du Sud ?

ANTONINO CANNAVACCIUOLO : L'âme du Sud, c'est l'âme qui dédramatise tout, le bien comme le mal, qui cherche la lumière du positif jusque dans les moments sombres, et parfois, cela peut passer pour de la naïveté. Aujourd'hui, le Napoli est en tête du championnat italien, et tous les problèmes semblent envolés – comme si une équipe de foot pouvait nous changer la vie !

De l'extérieur, nous avons l'air siphonnés, alors qu'en réalité il y a de la force dans cette positivité. Nous le devons peut-être au fait que la Campanie [baignée par la Méditerranée] a une forte dose d'iode, au fait que nous sentons le soleil qui nous recharge : cela te change en lion. Le climat et l'environnement nous ont forgés, et je suis convaincu que la mer influence l'humeur. Nous avons la chance d'être baignés de soleil, il nous apporte de la chaleur, mais celle-ci est aussi humaine. Naples, c'est Naples.

Mais il ne faut pas nous prendre pour des idiots : les problèmes sont là et la population en paie le prix. Nous nous battons contre la mafia, la Camorra [la mafia napolitaine] et la 'Ndrangheta [la mafia calabraise]. C'est peut-être pourquoi nous respirons depuis toujours une sorte de fatalisme, et pourtant nous pensons qu'il vaut mieux affronter la vie avec le sourire.

Peut-on parler d'une philosophie de l'optimisme et de l'amour de la vie ?

Maradona [qui a joué plusieurs années à Naples] disait qu'il nous suffit de pas

grand-chose pour être heureux. On travaille, mais à notre rythme. Avant, cela avait le don de m'énerver, mais aujourd'hui je me dis qu'on n'a qu'une vie. Ce n'est pas toujours une bonne chose d'aller à 150 à l'heure. Il faut des moments de pause et de calme. Et de partage.

À cet égard, l'hospitalité du Sud est proverbiale.

Nous sommes passés maîtres dans l'art de faire sentir à nos hôtes qu'ils sont importants. Et nous adorons partager. J'ai commencé mon grand voyage de chef cuisinier il y a vingt-cinq ans. Un jour où je me promenais dans le Nord, au bord

d'un lac, je me suis approché d'un pêcheur, avec curiosité, et je lui ai posé des questions. Manifestement, ça l'enquiquinait. De retour à Naples, rebelote : je m'approche d'un pêcheur au bord de la mer, et je

lui pose des questions, les mêmes : quel appât utilise-t-il, quelle canne à pêche ? Vingt minutes plus tard, il sort son déjeuner et nous partageons un sandwich. C'est comme ça, dans le Sud. Nous parlons à travers la nourriture.

Quelles sont les conséquences de cette philosophie de vie sur le secteur de la restauration ?

Dans le Sud, quand on cuisine, on part de l'ingrédient. Je me rends compte des différences qui existent entre mon restaurant de Vico Equense, à côté de Naples, et celui de Novara, dans le Piémont. Nous effectuons [dans ces deux établissements, le Cannavacciuolo Countryside et le Cannavacciuolo Café & Bistrot, chacun une étoile au *Michelin*] le même travail avec les ingrédients. Mais, une fois les produits récoltés, pour aller dans le Nord, ils doivent faire tout un voyage en chambre froide.

A contrario, dans le Sud, les ingrédients que vous mettez dans votre assiette viennent du jardin. Personne ne dira le contraire, le Sud a plus de saveurs. Soixante-dix pour cent des légumes et des produits de la mer servis dans le Nord viennent de chez nous. Cela dit, à Novara aussi, nous proposons des produits locaux. J'effectue des recherches sur des ingrédients du coin, j'aime valoriser ce que j'ai à proximité. Je regarde aussi beaucoup ce qui se passe en Ligurie, une région du nord-ouest de l'Italie qui a beaucoup de poisson, d'agrumes et de légumes. J'essaie d'importer l'esprit du Sud partout.

Et quand on mange à la maison, dans le Sud, comment ça se passe ?

C'est bombance. Les familles sont très nombreuses. Entre les parents, les enfants et leurs conjoints, sans oublier les



INTERVIEW

Le chef étoilé Antonino Canavacciolo.

Photo Matteo Carassale

petits-enfants, pour fêter l'anniversaire de ma grand-mère, nous devons trouver un restaurant qui peut accueillir 80 personnes. Impossible de le faire chez soi.

Et le dimanche, dans ma famille, quand nous mangions à la maison, il y avait de véritables compétitions. La tablée rendait son verdict pour savoir qui avait fait les meilleures aubergines à la Parmigiana. Pour nous, c'était un jeu, mais je voyais six ou sept femmes et mon père, qui était cuisinier, se démener aux fourneaux. Dans le Sud, ce n'est pas possible de faire un régime, nous avons toujours quelque chose à célébrer : un anniversaire, une fête, et tout le reste.

La nourriture est-elle toujours centrale ?

Au déjeuner, il y a toujours quelqu'un pour poser la question fatidique : au fait, qu'est-ce qu'on mange ce soir ? Avec la nourriture, nous donnons une valeur aux occasions importantes. La première fois que mon beau-frère est venu à la maison pour faire la connaissance de mes parents, le déjeuner a été grandiose. Ma mère avait cuisiné comme si elle accueillait un roi. En revanche, quand j'ai rencontré mes beaux-parents, les parents de

mon épouse, Cinzia, au déjeuner, nous avons eu du *prosciutto* [du jambon] et une petite salade. Dans le Sud, ce n'est pas pensable : si, pour une grande occasion, il n'y a pas assez à manger, ce n'est pas une grande occasion.

À Naples, il y a des pizzerias qui vous vendent des *arancinis* [des boulettes de riz frites] pendant que vous faites la queue dehors pour entrer. Nous mangeons en attendant de manger. C'est pour cette raison que Naples est en train de séduire tout le monde.

Pour un chef cuisinier, n'est-ce pas à double tranchant ?

Bien sûr, il est difficile de rivaliser avec la cuisine qui se fait à la maison : pourquoi aller au restaurant le dimanche si, à la maison, ma mère, ma grand-mère ou ma belle-mère met les petits plats dans les grands ? Ce n'est pas un hasard s'il y a moins de restaurants étoilés dans le Sud. On mange tellement bien à la maison. Ma mère, avec un poulet de 4 kilos et une marmite, faisait des merveilles qu'un chef aurait eu du mal à reproduire.

Une grande partie de votre succès vient de votre restaurant Villa Crespi, sur les rives du lac d'Orta, dans les Alpes piémontaises. Cela a-t-il été difficile de faire comprendre votre cuisine dans le nord de l'Italie ?

J'avais l'impression que je devais me faire connaître, et ça n'a pas été facile, j'ai d'abord dû faire mes preuves, c'était comme passer un examen. Ça ne fait que cinq ou six ans qu'ils ont compris que je faisais un travail sérieux et qu'ils ont commencé à s'ouvrir. Mais une fois que les gens du Nord vous ont ouvert leurs portes, ils sont merveilleux. Mais c'est comme si, avant de donner, ils avaient besoin d'une garantie.

À quel point votre cuisine est-elle méridionale ?

Dans le Nord, 50 % de mon personnel est napolitain. Parfois, je les taquine : "Oh, basta, *ici on parle italien !*" Les *primi piatti* [les plats de pâtes ou de riz servis avant la viande], c'est toujours quelqu'un du Sud qui s'en occupe, ceux qui sont nés là-bas ont un don pour faire les pâtes. Personnellement, j'ai même eu la chance de voir travailler le pastier qui vendait ses produits à ma grand-mère, à Gragnano ["la ville des pâtes", située en périphérie de Naples, est célèbre pour la qualité de sa production artisanale, une des meilleures du monde]. Quoi qu'il en soit, la cuisine naît toujours d'un mélange, d'un voyage. Du Sud vers le Nord, ou vice versa. La richesse naît de la rencontre.

— Propos recueillis par Eleonora Cozzella, publié le 16 février

Polémique

Un patrimoine culinaire inventé ?

Coldiretti, la principale confédération agricole italienne, a dénoncé une "attaque surréaliste", lancée le jour même où Rome dévoilait la candidature de la cuisine italienne au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. Le 23 mars, le **Financial Times** a publié le portrait d'Alberto Grandi. C'est la première fois que cet historien de Parme, habile à "déconstruire les mythes autour de la cuisine italienne", parlait à la presse étrangère, assure le journal britannique. Depuis 2018 et la parution de *Denominazione di origine inventata* ("Dénomination d'origine inventée", non traduit), Grandi n'a cessé, d'ouvrages en podcasts, de rappeler que plusieurs des mets qui font la fierté des Italiens sont des créations récentes. Le panettone aurait été inventé dans les

années 1920 par la marque de gâteaux Motta, et se serait répandu dans les années 1970. Le tiramisu ne serait apparu dans les livres de cuisine que dans les années 1980. C'est comme si "on me révélait un secret de famille que j'avais toujours soupçonné", écrit Marianna Giusti, la reporter qui signe le portrait, d'origine italienne. Dans **The Observer**, Tobias Jones, un journaliste britannique installé à Parme, prend prétexte de la "polémique" pour disserter sur la susceptibilité et le conservatisme gastronomiques des Italiens : ils "pensent avoir réussi, plus que toute autre nation, à préserver leur patrimoine culinaire" et, là-bas, "ce que vous mangez, et le nom que vous lui donnez, est affaire d'identité et de territoire".

Bio express

LE CHEF PRÉFÉRÉ DES ITALIENS

"Seuls douze restaurants, dans toute l'Italie, ont accédé à une telle reconnaissance", s'enthousiasme le média napolitain **Fanpage**.

Fin 2022, Villa Crespi, dans le Piémont, a décroché sa troisième étoile au **Michelin**.

Une jolie consécration pour Antonino Cannavacciolo, 47 ans, qui avait repris cette table en 1999 avec son épouse. Identifiable à sa grande taille (1,91 mètre), son fort accent napolitain et son franc-parler, Cannavacciolo s'est fait connaître du grand public italien en participant à des émissions de télé-réalité. Peu connu en France, c'est une personnalité incontournable du paysage gastronomique et médiatique transalpin. Au total, les cinq établissements que dirige le chef, éparpillés entre la Campanie, le Piémont et la Toscane, cumulent sept étoiles au **Michelin**.

20 JANVIER 1942, VILLA DE WANNSEE

LES DEUX HEURES QUI ONT FAIT BASCULER L'HISTOIRE

32^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'HISTOIRE Pessac

LA CONFÉRENCE

UN FILM DE MATTI GESCHONNECK

MERCREDI AU CINÉMA

COUP DE CŒUR CINÉMAS NOTÉS DE L'ARCADE

LOBS L'HISTOIRE LA CROIX Courrier international VOCABLE philosophie

plein écran.



IKON IMAGES

Leur métier : coach de télé-réalité

Aux États-Unis, ils préparent les candidats aux castings. Une aide cruciale pour intégrer les émissions les plus sélectives et les plus regardées.

—The Wall Street Journal, extraits (New York)

Jodi Wincheski est une spécialiste du casting. Lorsqu'elle a rencontré Lindsay Carmine en 2020, elle a tout de suite su qu'elle avait une star de la télé-réalité entre les mains. Carmine était originaire de Pennsylvanie et infirmière en pédiatrie. Elle était aussi charismatique et dotée d'un grand sens de la stratégie, ce qui en faisait une candidate idéale pour participer à *Survivor* [Koh-Lanta dans sa version française], "l'émission de télé-réalité la plus difficile à décrocher", assure Wincheski.

Carmine envoyait depuis des années des vidéos de présentation aux responsables du casting de la série, mais elle n'arrivait jamais à aller au-delà du

premier entretien. Alors elle a demandé à Wincheski de la conseiller.

Pour 350 dollars, Wincheski a aidé Carmine à mettre en avant les aspects les plus intéressants de son profil, à couper les passages superflus de sa vidéo de présentation et à construire un argumentaire montrant son enthousiasme pour l'émission. "J'ai pu l'aider à comprendre où elle s'était trompée et à réparer ses erreurs", explique Wincheski. Elle a également aidé sa cliente à gérer son stress avant les entretiens avec la production.

L'été suivant, Carmine a figuré parmi les participants à la 43^e saison de *Survivor*.

Jodi Wincheski appartient à une nouvelle industrie en plein essor, bien qu'encore artisanale, qui voit d'anciens agents de casting et d'anciens participants à des émissions de télé-réalité offrir leurs

conseils aux candidats à ce type de programmes. À la fois conseillers en gestion de carrière, thérapeutes et professeurs d'art dramatique, ils s'appuient sur leur expérience de la télévision pour aider leurs clients à surmonter le rejet et à se mettre en valeur.

Selon Lynne Spillman, directrice de casting nommée deux fois aux Emmy Awards, la compétition entre les candidats aux émissions de télé-réalité est plus féroce que jamais. En effet, les candidats poursuivent souvent le même objectif : transformer leur participation en emploi lucratif d'influenceur ou en vraie carrière d'acteur.

Pour se faire remarquer par les producteurs et les réalisateurs, les postulants doivent absolument montrer qu'ils peuvent transmettre toutes sortes d'émotions. "Une émission ne trouvera un public que si les gens peuvent s'identifier aux participants, s'en inspirer ou s'il y a quelqu'un qu'ils ont envie d'encourager ou de voir échouer", explique Spillman, qui a signé [entre autres] le casting de 38 saisons d'afiliée de *Survivor*.

Selon les anciens directeurs de casting et anciens participants, leur expérience sur les plateaux de télé-réalité les rend particulièrement aptes à aider ceux qui veulent passer une audition. Adam Klein, qui a remporté la 33^e saison de *Survivor*, est aujourd'hui conseiller en télé-réalité à plein temps. "En 2021, 9 % de mes clients ont été rappelés, et plus de 13 % en 2022", déclare-t-il. Ces mêmes personnes avaient postulé à plus de cinq reprises sans susciter le moindre intérêt, précise-t-il.

La plupart de ses clients souhaite un feedback après avoir essayé un refus, ajoute-t-il. "Lorsqu'on s'est investi au maximum et qu'on a touché son rêve du doigt, il est très violent de ne jamais vraiment savoir pourquoi cela n'a pas marché."

Wincheski, qui a fait passer des castings pour *Survivor*, *Big Brother* et *The Amazing Race* pendant vingt ans avant de se mettre à son compte, a rencontré au fil des ans des milliers de personnes qui avaient répondu à des castings et envoyé un nombre incalculable de vidéos de présentation.

Les erreurs sont le plus souvent d'ordre technique, dit-elle, par exemple lorsque les gens se filment avec un mauvais éclairage ou dans un environnement qui distrait l'attention. Certains candidats ont du mal à raconter leur histoire. "Beaucoup donnent l'impression de lire un CV", poursuit-elle. "Il est primordial de savoir comment attirer l'attention", insiste-t-elle.

Son agence, Casting Reality, facture 150 dollars pour corriger une candidature écrite, 250 dollars pour visionner une vidéo de présentation et la commenter par téléphone, 300 dollars pour aider à réaliser une vidéo efficace et 500 dollars pour une prestation complète : aide à la réalisation de la vidéo de présentation,

préparation de l'entretien, conseils à la rédaction de la candidature écrite et révision de quatre vidéos maximum.

Certains estiment qu'un tel niveau de préparation est antithétique au genre de la télé-réalité. Loin de la réalité, pourrait-on dire. Une candidate à la 18^e saison de *The Bachelorette* a ainsi été renvoyée chez elle pour être arrivée sur le plateau avec un classeur rempli de conseils sur la façon de gagner, réunis par des amis fans de la série.

Wincheski affirme que ce n'est pas ce que fait son entreprise et qu'elle n'essaie pas de "manipuler le système". "Je ne transforme pas les gens en ce qu'ils ne sont pas, proteste-t-elle. Je ne les présente pas à des

La plupart des émissions n'expliquent pas aux candidats recalés pourquoi ils n'ont pas été retenus.

directeurs de casting et je ne leur offre pas de passe-droits. J'aide simplement les candidats à se mettre le mieux possible en valeur."

Gavin Whitson, finaliste de la 38^e saison de *Survivor*, raconte que, pour lui qui venait d'une petite ville du Tennessee, le processus de casting à Los Angeles était très intimidant. "Jodi m'a répété sans cesse d'être confiant parce que les producteurs m'aimaient déjà pour ce que j'étais", témoigne-t-il.

Charnel Wright, qui a participé à l'émission *Spy Games* sur la chaîne Bravo en 2020, raconte que Wincheski l'a particulièrement aidée à passer les entretiens. "La télé-réalité est une drôle de chose parce que vous vous demandez tout le temps si vous êtes en train de dire ce que les producteurs veulent entendre ou si vous devriez juste être vous-même, explique-t-elle. Et ils vous donnent rarement un feedback."

Wincheski, poursuit-elle, lui a donné la confiance nécessaire pour "rester fidèle" à elle-même : "Certains ne cessent de se réinventer pendant le processus de casting, mais Jodi m'a fait garder mon cap."

Si fut un temps où Lynne Spillman, la directrice de casting, aurait trouvé ridicule que des candidats aient recours à un coach avant de passer une audition, elle voit les choses différemment aujourd'hui. "J'ai moi-même coaché certaines personnes qui étaient venues me demander conseil parce que je sais à quel point le processus peut être éprouvant."

Selon Jeff Probst, animateur et producteur exécutif de *Survivor*, l'authenticité est essentielle. "Les gens ont tendance à croire que s'ils se conduisent de façon excentrique ou provocatrice ils seront retenus, insiste-t-il. Vous n'avez pas à vous comporter d'une manière particulière, soyez simplement vous-même. Ce que nous recherchons, c'est la vérité."

—Daryl Austin, publié le 24 février

histoire. 

Le djihad, lucrative “guerre sainte”

VII^e siècle — Moyen-Orient

Certes, la religion a servi de prétexte aux premières conquêtes islamiques, mais c’est aussi la promesse de butin qui a motivé les combattants, rappelle ce média panarabe.

— Raseef22, extraits (Beyrouth)

➤ Siècle du calife abbasside Al-Moutassim contre la ville byzantine d’Amorium (aujourd’hui en Turquie) en 838.
Photo Pictures From History/Akg-images

C’est par des vagues successives de djihad [guerre sainte] que les Arabes ont pu répandre l’islam au Proche-Orient, en Irak, en Perse, en Égypte et au Maghreb à partir de la péninsule arabique depuis l’apparition de leur nouvelle religion, au début du VII^e siècle.

Pour les musulmans, ces guerres revêtaient une dimension religieuse. Mais le fait est que l’aspect économique a également joué un rôle considérable. Si des dizaines de milliers de combattants ont participé à ces guerres, c’est qu’ils étaient attirés par de précieux butins.

Cela s’observe dès le début de l’histoire musulmane [qui démarre par l’hégire, en 622], du vivant du Prophète [mort en 632]. Cela est également vrai sous les quatre premiers califes, dits “bien guidés” [623-661], pendant le califat omeyyade

à Damas [661-750] et encore jusqu’au [début du] califat abbasside, à Bagdad [750-1258].

En 625, en effet, des archers ont précipitamment abandonné leurs positions pour pouvoir ramasser du butin, provoquant ainsi la retentissante défaite d’Ohod [près de Médine], sous le commandement de Mahomet lui-même.

En 630, après une autre importante bataille à Hunayn [près de La Mecque], a eu lieu l’un des épisodes les plus emblématiques du rôle du butin dans les conversions à l’islam.

Dans son livre “La Raison politique arabe” [Beyrouth, 2001, non traduit en français], l’intellectuel marocain Mohammed Abed Al-Jabri résume l’influence du butin à l’époque du Prophète en ces termes : “Pour un petit nombre de musulmans parmi les premiers [à avoir suivi Mahomet], il s’agissait de diffuser le message [religieux]. Mais l’immense majorité du public musulman se composait essentiellement de [convertis tardifs] de la tribu des Quraysh et de Bédouins, en plus des mounafiqoun [“hypocrites”], dont la motivation essentielle était le butin.”

Dans son *Livre des conquêtes de l’islam*, Al-Baladhouri [ayant vécu à Bagdad au IX^e siècle et qui est une des principales sources historiques sur la période] ajoute : “Quand Abou Bakr [premier calife, successeur immédiat de Mahomet comme chef politique de la communauté musulmane] en avait fini avec la ridda [vague d’apostasie après la mort de Mahomet], il a dirigé les armées vers le Levant. Il a alors écrit aux habitants de La Mecque, de Taëf, du Yémen et à tous les Bédouins du Najd et du Hedjaz pour les mobiliser en vue du djihad, en leur faisant miroiter les butins de Byzance. Les gens ont afflué de toutes parts, mais par la ferveur ou par la convoitise.”

Sous le califat d’Omar ibn Al-Khattab [de 634 à 644], des milliers d’anciens apostats ont rejoint les armées musulmanes pour se battre

sur les deux fronts de l’Irak et du Levant. Et il est probable que, pour la majorité d’entre eux, la perspective du butin était plus importante que les motivations religieuses.

Dans son *Histoire des prophètes et des rois*, Al-Tabari [chroniqueur du IX^e siècle, à Bagdad, principale référence historique pour les sunnites] évoque le cas de Khaled ibn Al-Walid [l’un des principaux généraux des armées musulmanes entre sa conversion, en 628, et sa mort, en 642]. Selon l’historien, il a encouragé les soldats à participer à la conquête du pays des Perses en leur disant que, s’ils ne se sentaient pas liés par l’obligation religieuse du djihad, il fallait miser sur les motivations matérielles.

Dans un de ses livres, Ahmed Al-Maqrizi [1364-1442] raconte qu’après la conquête du Levant le deuxième calife Omar ibn Al-Khattab a parlé des richesses de l’Égypte pour encourager [le chef militaire] Amr ibn Al-Ass à se lancer dans la conquête de ce pays. Et quand Amr ibn Al-Ass a pu se déclarer vainqueur [aux alentours de 641], il a réuni des notables coptes égyptiens en leur disant : “Si quelqu’un passe sous silence un trésor qu’il aurait chez lui, je le destine à la mort.”

Au Maghreb aussi, le butin a joué un grand rôle. Moussa ibn Noçair, le commandant arabe

“Si quelqu’un passe sous silence un trésor qu’il aurait chez lui, je le destine à la mort.”

Amr ibn Al-Ass, COMPAGNON DE MAHOMET ET CONQUÉRANT DE L’ÉGYPTE, VERS 641

[de l’Ifriqiya] aurait “*plu au calife*” omeyyade Al-Walid ibn Abd Al-Malik [646-705] pour lui avoir offert moult richesses, dont “*trente mille prisonniers*”, selon l’historien Al-Maqqari [1577-1632].

Sous les califes abbassides, les revenus tirés des butins de la guerre ont petit à petit cédé le pas à de nouvelles sources de revenus : la *jiziah* [capitation, ou taxe appliquée aux non-musulmans], l’*uchr* [taxe sur les terres agricoles] et le *kharaj* [taxe foncière appliquée aux non-musulmans]. Mais ces taxes provoquèrent de nombreux incidents sanglants à travers l’empire. En Égypte notamment, il y eut plusieurs révoltes, et le fils du fameux Haroun Al-Rachid, le calife abbasside Al-Mamoun [786-833], a dû se rendre en personne en Égypte pour y rétablir l’ordre.

Mais même à l’époque abbasside, l’importance du butin a parfois encore refait surface lors de nouvelles phases d’extensions territoriales. Par exemple au moment de l’attaque du calife abbasside Al-Moutassim [796-842] contre la ville byzantine d’Amorium [aujourd’hui en Turquie] en l’an 223 de l’hégire [838 de l’ère chrétienne]. L’historien Ibn Al-Kathir [1301-1373], dans son livre *Le Début et la Fin*, décrit le butin de cette bataille en ces termes : “Les musulmans ont pris d’Amorium des richesses inestimables et indescriptibles, et ils en ont emporté autant qu’ils pouvaient en porter.”

— Mohamed Yosri, publié le 5 février

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Avril-mai 2023
8,90 €



GÉOPOLITIQUE LE MONDE DE DEMAIN

*Comment la guerre
en Ukraine
bouleverse les
alliances, renforce
les autocraties,
soudé l'Occident
et fait émerger
un Sud global.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

Nous accompagnons les chauffeurs dans le passage à l'électrique

Avec une enveloppe de
75 millions d'euros
d'aides d'ici 2025.

→ Plus d'infos sur : uber.com/durable

Uber